



## SEANCE ORDINAIRE DU 29 JUIN 2015

\*\*\*\*\*

### Compte rendu

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juin à dix-neuf heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

#### Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à M. P. BONNAL, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. G. PASTOR à M. Y. PELLET, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

#### Excusé(es):

M. A. MOYNIER

#### Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, M. M. MAJDOUL

### **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 89 affaires.

L'ordre du jour est adopté à la majorité des voix exprimées (un vote contre).

A voté contre : Mme France JAMET.

### **AFFAIRE N°2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 21 ET 28 MAI 2015**

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus les projets de procès-verbaux des 21 et 28 mai 2015.

Les procès-verbaux des séances des 21 et 28 mai 2015 sont adoptés à l'unanimité.

**AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**N°D2015-87 - 02/06/15** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à l'École Nationale Supérieure d'Art Dramatique**

**Objet :** Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec l'École Nationale Supérieure d'Art Dramatique pour l'organisation de répétitions. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

**N°D2015-148 - 20/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un marché relatif à une prestation de service liée à l'animation économique du parc d'activités du Salaison**

**Objet :** Un marché est conclu avec la société « CRP consulting, établissement BGE » sise à Toulouse (31 100). Il a pour objet de mener une mission d'animation économique dans le cadre du projet de requalification du parc d'activités du Salaison et prend effet à compter de sa notification au groupement. Le montant du marché s'élève à 84 800 € H.T soit 101 760 € T.T.C.

**N°D2015-149 - 11/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI VERCHANT dans la ZAC EURÊKA extension à Castelnau-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société VERCHANT est agréée en vue d'une acquisition dans la ZAC EURÊKA extension. Elle est candidate à l'acquisition de la parcelle cadastrée AM68 de 666 m².

**N°D2015-153 - 12/05/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°AIS/02/PLANETARIUM-05 de maintenance et d'assistance du système de billetterie, boutique et contrôle d'accès du Planétarium Galilée**

**Objet :** Un contrat n°AIS/02/PLANETARIUM-05 de maintenance informatique et d'assistance est conclu avec la société IREC sise à JAUNAY-CLAN (86130). Il concerne le système de billetterie, boutique et contrôle d'accès installé au Planétarium Galilée. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 13 771,22 € T.T.C. décomposé comme suit :

- maintenance matériels : 3 056,82 € T.T.C.,

- maintenance logiciels : 7 192,40 € T.T.C.,

- assistance hotline : 3 522,00 € T.T.C.

**N°D2015-219 - 08/06/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Nicolas Vernhet organisateur de promenades équestres**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de terrain sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Une convention a été passée avec M. VERNHET qui organise des promenades à cheval pour y faire stabuler des chevaux et organiser des départs de promenades. Cette convention arrive à échéance et il est proposé de la renouveler pour une durée d'un an. La convention est consentie moyennant une redevance de 150 €.

**N°D2015-220 - 18/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°3805EA15 à bons de commande de prestations intellectuelles relatives à la modélisation des réseaux d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Un marché à bons de commande est passé avec le groupement CREAL-CONSCIO (mandataire) / EGIS sis à MONTPELLIER, pour des prestations de modélisation des réseaux d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification pour un montant de 31 175 € H.T, soit 37 410 € T.T.C.

**N°D2015-224 - 29/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3470 concernant la Maitrise d'œuvre relative aux travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à Maera.**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3470 de Maitrise d'œuvre relative aux travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à Maera est passé avec le bureau d'études IRH. Cet avenant concerne l'ajout d'une mission complémentaire d'études en vue de la réhabilitation et l'optimisation du poste de refoulement de Vendargues, jusque-là hors périmètre d'étude. Le présent avenant s'élève à 4 250 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 47 550 € H.T.

**N°D2015-229 - 13/05/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché n°3577bisGD15 d'achat de sacs bretelles en matériaux plastiques biodégradables pour la collecte des bio-déchets ménagers**

**Objet :** Un marché n°3577bisGD15 est signé avec la société PTL sise 76860 OUVILLE LA RIVIERE, en vue d'acheter des sacs bretelles en matériaux plastiques biodégradables pour la collecte des bio-déchets ménagers. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Son montant est de 43 652 € H.T avec option retenue sur la base du DQE (Détail Quantitatif Estimatif).

**N°D2015-230 - 12/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à une demande de permis de construire pour le poste de refoulement Closades sur la commune de Clapiers**

**Objet :** La construction de l'intercepteur Est amont de Clapiers à Montpellier nécessite la construction d'un poste de refoulement des eaux usées des communes situées au Nord de Montpellier vers le système MAERA. Une demande de permis de construire sera déposée en vue de la réalisation de travaux de construction de poste de refoulement.

**N°D2015-231 - 26/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY 441p - Commune de Clapiers**

**Objet :** Il s'agit d'une acquisition d'une partie de la parcelle située sur la commune de Clapiers, cadastrée section BY n° 441p, pour une contenance de 526m<sup>2</sup>, nécessaire à la réalisation des travaux de l'intercepteur Est de collecte des eaux usées sur les communes de Clapiers, Castelnau-le-Lez et Montpellier. Acquisition amiable consentie et acceptée au prix de 3 787,20 €

**N°D2015-237 - 11/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°3803EA14 de Contrôle Technique en vue des travaux d'amélioration de la STEP de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** Un marché n°3803EA14 est passé avec le BUREAU ALPES CONTRÔLES sis à MONTPELLIER, pour une mission de Contrôle Technique en vue de la conception et de la réalisation de travaux d'amélioration sur la STEP ( Station d'Épuration d'eau usée) de Villeneuve-lès- Maguelone. Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée prévisionnelle de 12 mois pour la phase conception et de 6 mois pour la phase de réalisation. Le montant du marché s'élève à 5 140 € H.T soit 6 168 € T.T.C.

**N°D2015-242 - 11/05/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché n°2127S15.01 de numérisation 3D des installations existantes de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST, ainsi qu'à l'établissement de plans isométriques et plans de coupe desdites installations**

**Objet :** Un marché de prestations intellectuelles est signé avec le Cabinet SIRAGUSA, sis à Montpellier, pour réaliser des prestations de numérisation 3D des installations existantes de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST, et pour établir des plans isométriques et plans de coupe desdites installations. Ce marché prendra effet à compter de l'ordre de service de notification valant date de démarrage de l'exécution des prestations pour une durée de 6 mois. Le montant de ce marché est de 20 000 € H.T.

**N°D2015-246 - 26/05/15** - Direction de la Culture

**Convention de mise à disposition pour l'accueil du concert de musique sacrée Requiem de Duruflé du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole par la Ville de Lunel et l'Association des Amis de l'Orgue de Lunel**

**Objet :** La ville de Lunel autorise, par convention, l'occupation par le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, d'un lieu d'accueil pour le concert de musique sacrée Requiem de Duruflé qui aura lieu le dimanche 14 juin 2015 à 17h00. Le concert se déroulera en l'Eglise Notre-Dame-du-Lac à Lunel. L'occupation se terminera le même jour à l'issue de la représentation et est consentie à titre gratuit, compte-tenu de l'intérêt général.

**N°D2015-248 - 12/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative au contrat de prêt à usage de terrain au profit de la Société Schneider - Parcelles Section CB n° 26a et 30 - Commune de Lattes**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent un contrat de prêt à usage, d'une durée de 3 ans, pour y installer une aire de stationnement provisoire nécessaire à son activité professionnelle dans l'attente de la mise en œuvre d'une solution pérenne. Le contrat est consenti et accepté à titre gratuit.

**N°D2015-249 - 12/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à une demande de permis de construire pour un gazomètre, un bac tampon des boues primaires et un gazostockeur sur la station d'épuration MAERA**

**Objet :** Dans le cadre de l'amélioration des performances des ouvrages de la station d'épuration MAERA, il est prévu l'installation d'un nouveau gazomètre qui implique l'aménagement d'un bac tampon des boues primaires et la reprise du gazostockeur en place. Pour cela, des travaux sont programmés courant du mois de mai. Le permis de construire doit être déposé au préalable.

**N°D2015-250 - 27/05/15** - Direction de la Culture

**Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de prêt d'œuvres pour l'exposition "Lucien Pelen-À la porte des mémoires" - Autorisation de signature**

**Objet :** Une convention de prêt d'œuvres (photographies et vidéos) est passée avec l'artiste Lucien Pelen. Elle concerne le prêt d'œuvres à l'occasion de l'exposition temporaire d'art contemporain présentée au musée Henri Prades pour une période de 5 mois et intitulée "Lucien Pelen - À la porte des mémoires". Ces œuvres restent l'entière propriété de l'artiste. La convention prend effet à compter de sa notification et prendra fin après le terme de l'exposition le 26 octobre 2015, au retour des œuvres chez Lucien Pelen. Les modalités financières du prêt, du transport, de l'installation et du démontage s'élèvent à 6 000 € à charge de la Métropole.

**N°D2015-251 - 29/05/15** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention d'occupation, pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant, à destination des associations sportives**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole met son réseau de 13 piscines, à disposition des clubs aquatiques demandeurs, sur des tranches horaires dédiées, pour qu'ils puissent développer des activités de loisirs et d'animations ou encore d'apprentissage, de perfectionnement et d'entraînement aux pratiques de la natation. Cette mise à disposition est régie par une convention d'occupation du domaine public. Elle est conclue à titre payant, sur la base de la tarification en vigueur.

**N°D2015-254 - 12/05/15** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public, pour la mise à disposition des piscines à titre gratuit, à destination des clubs aquatiques**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole met son réseau de 13 piscines, à disposition des clubs aquatiques demandeurs, ponctuellement pour le développement d'activités à finalité sociale et/ou la promotion de leur discipline sportive, par le biais d'organisation de compétitions. Cette mise à disposition est régie par une convention d'occupation du domaine public. Elle est conclue à titre gratuit.

**N°D2015-255 - 11/05/15** – Direction des Ressources Humaines

**Décision relative à une prestation de transport dans le cadre de trajets domicile- travail concernant un agent reconnu en qualité de travailleur handicapé - Marché 3879RH15**

**Objet :** La présente consultation vise à garantir le transport d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu travailleur handicapé, entre son domicile et son lieu de travail. Cette prise en charge, au moyen d'aller-retour, entre les communes de Béziers et de Montpellier, devra être assurée pour une période d'un an et selon une fréquence de 3 jours par semaine. Un marché n°3879RH15 est passé avec la société JL International, sise à VERT SAINT DENIS (77240) et prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Le montant du marché s'élève à 18 774,90 €H.T.

**N°D2015-257 - 12/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIGIPHARM dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société VIGIPHARM est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Parc 2000 extension. Son activité est la pharmacovigilance. Elle est candidate à l'acquisition du lot C6 de 1 343 m². L'entreprise projette un effectif de 35 emplois sur site dans 3 ans.

**N°D2015-261 - 18/05/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis**

**Objet :** Un contrat de solution logicielle est conclu avec la société NEOPOST FRANCE sise à Nanterre. Il concerne une solution logicielle accessible par internet en mode web, commercialisée sous le nom de « MesEnvois.fr » qui permet aux clients utilisateurs d'automatiser la préparation et l'impression de supports indispensables à l'envoi de courriers tracés de La Poste via une machine à affranchir. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Le montant de ce contrat s'élève à 1044,36 € T.T.C.

**N°D2015-262 - 18/05/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un avenant n°2 au contrat n°IM2012/1001 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE**

**Objet :** Un avenant n°2 au contrat n°IM2012/1001 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE est conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE sise à CLERMONT-FERRAND. Cet avenant concerne l'application iMUSE hébergée sur un serveur dédié dans les locaux de la société SAIGA INFORMATIQUE, utilisée par le Conservatoire à Rayonnement Régional. Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant du présent avenant s'élève à 336,00 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 5 661,60 € T.T.C.

**N°D2015-263 - 12/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude consistant à instituer une limitation au droit de**



**disposer - parcelle AL n° 30 Commune de Pérols**

**Objet :** Une convention de servitude, consistant à instituer une limitation au droit de disposer, est consentie à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la Commune de Pérols, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Pérols, cadastrée section AL n° 30, d'une contenance totale de 715m². Les frais d'actes en sus sont à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°D2015-265 - 20/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3851DS15 de "Réparation des coupoles des piscines Tournesols à Montpellier"**

**Objet :** Ce marché de travaux est passé, pour les 3 lots, avec l'entreprise BAUDIN CHATEAUNEUF, CHATEAUNEUF SUR LOIRE (45 110) : lot n°1 : remplacement des rails de la piscine Suzanne Berloux, pour un montant de 107 315 € H.T. soit 128 778 € T.T.C ; lot n°2 : reprise de la piste de roulement de la piscine Jean Vives, pour un montant de 14 138 € H.T. soit 16 965, 60 € T.T.C. et lot n°3 : entretien sur piscines Jean Vives et Jean Taris, pour un montant de 3 700 € H.T. soit 4 440 € T.T.C.

**N°D2015-267 - 12/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - parcelle AR 144, lot de copropriété n°3 - Commune de Castelnau-le-Lez**

**Objet :** La Commune de Castelnau-le-Lez a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 19 mars 2015 concernant la vente d'un lot de copropriété à usage de local commercial, libre d'occupation situé 1 850 Avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez (cadastrée AR n°144). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Castelnau-le-Lez.

**N°D2015-268 - 11/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché n°3806EA14 pour une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour les travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** Un marché relatif à une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour les travaux d'amélioration de la STEP de Villeneuve-lès-Maguelone est attribué à la société ELYFEC sise VAULX MILIEU (38090). La durée prévisionnelle du marché est de 12 mois pour la phase conception et de 6 mois pour la phase de réalisation à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 1 935 H.T, soit 2 322 T.T.C.

**N°D2015-269 - 08/06/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°CMA/20141120-v3-MHFAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du logiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE**

**Objet :** Un contrat de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE est conclu avec la société EVER TEAM sise à LYON. Il concerne le progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE utilisé par la Direction de la culture et prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 601,92 € T.T.C.

**N°D2015-270 - 08/06/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat d'hébergement du logiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE**

**Objet :** Un contrat d'hébergement du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE est conclu avec la société EVER TEAM sise à LYON. Il concerne le progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE utilisé par la Direction de la culture. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 8 640 € T.T.C.

**N°D2015-271 - 08/06/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat n°CMA/20141105-v3-MULAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE**

**Objet :** Un contrat n°CMA/20141105-v3-MULAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE est conclu avec la société EVER TEAM sise à LYON. Il concerne le progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE utilisé par le musée Henri Prades de Lattara. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 048 € T.T.C.

**N°D2015-272 - 08/06/15** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat d'hébergement du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE**

**Objet :** Un contrat d'hébergement du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE est conclu avec la société EVER TEAM sise à LYON. Il concerne le progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE utilisé

par le musée Henri Prades de Lattara.

Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 8 640,00 € T.T.C.

**N°D2015-274 - 29/05/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision pour l'avenant n°1 au marché n°3578MG14**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3578MG14 de travaux de rénovation de la Salle Céleste Empire située sur le domaine de la Pompignane est passé avec l'entreprise BET EGE sise à LAVERUNE (34880) au regard de l'évolution technique du projet de rénovation.

Le présent avenant s'élève à 700€ H.T pour le Lot 3 (Bureau d'études structures) soit 840 € T.T.C. représentant 3.33 % du montant du marché initial portant le marché initial à 26 040 € H.T. Il prend effet à compter de sa notification et porte à 24 mois la durée du marché.

**N°D2015-276 - 13/05/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché 3565GD14 conclu avec la société ELYFEC SPS pour la mission de coordination sécurité et protection de la santé des travaux d'extension et réaménagement du Point Propreté de Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Un avenant est conclu avec la société ELYFEC SPS, sise à VAULX MILIEU (38090) en vue de prolonger de 9 mois la durée du marché pour tenir compte du planning révisé d'exécution des travaux et ainsi réaliser la mission jusqu'au terme du chantier. Le montant du marché reste inchangé.

**N°D2015-277 - 29/05/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature d'un marché n°3901GD15 avec la société OVIVE Sud Est pour le traitement des lixiviats par unité mobile sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries**

**Objet :** Un marché concernant le traitement des lixiviats par unité mobile de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries est conclu avec la société OVIVE SUD EST sise à CASTRIES. Ce marché dont le montant est de 54 735,00 € H.T. maximum, prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**N°D2015-278 - 29/05/15** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à la cession gratuite de mobilier administratif à réformer**

**Objet :** Il s'agit de céder à titre gratuit, du mobilier vétuste de la Métropole à l'Association « Les Amis et les Compagnons d'Emmaüs » sise à Saint-Aunès.

**N°D2015-280 - 29/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative au marché n°3917-DE-15 rédaction / illustration d'articles et réalisation d'infographies pour le web**

**Objet :** La société COM UNE EXCEPTION sise à Mauguio est retenue pour le marché n°3917-DE-15 rédaction / illustration d'articles et réalisation d'infographies pour le web, pour une durée de 12 mois, pour un montant de 28 700 € H.T., soit 34 400 € T.T.C.

**N°D2015-282 - 20/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché de reluire sur mesure de registres**

**Objet :** Il s'agit de conclure un marché à bons de commande avec l'entreprise France Reluire, sise à Brouzet Les Quissac (30) afin de faire procéder à la reluire des registres de différents services de la Métropole, notamment le registre des délibérations et des arrêtés. Cette prestation comprend outre la reluire, l'enlèvement et la livraison à deux reprises dans l'année. Le montant maximum du marché s'élève à 3 207,60 € T.T.C.

**N°D2015-285 - 29/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché subséquent n°3800EA15 concernant le Renouvellement du réseau d'eau potable rue de Gascogne sur la commune de Montpellier**

**Objet :** Un marché est passé avec le groupement MALET (mandataire) / EHTP, (sous-traitant SPIE), sis à MAUGUIO (34131), pour une mission de renouvellement du réseau d'eau potable rue de Gascogne sur la commune de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée maximale de 3,5 mois à compter de sa notification et pour un montant de 148 812,45 € H.T. soit 178 574,94 € T.T.C.

**N°D2015-287 - 29/05/15** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

**Décision relative à un marché subséquent n°3895EA15 pour une mission de renouvellement du réseau d'assainissement Avenue Vert Bois sur la commune de Montpellier**

**Objet :** Un marché subséquent n°3895EA15 est passé avec le groupement MALET (mandataire)/EHTP, (sous-traitant SPIE) pour une mission de renouvellement du réseau d'assainissement sur l'avenue Vert Bois sur la commune de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée maximale de 3 mois à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 163 823,55 € H.T soit 196 588,26 € T.T.C.

**N°D2015-288 - 26/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative au contrat de prêt à usage de terrain au profit du Groupe Grim Automobiles - Parcelles section BR n°53, 55, 119, 135, 139, 141, 200, 202 et 204 - Commune de Lattes**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole consent un contrat de prêt à usage au Groupe Grim Automobiles pour installer un parking visiteurs sur les parcelles situées sur la Commune de Lattes, lieu dit « le Pahon », cadastrées section BR n°53, 55, 119, 135, 139, 141, 200, 202 et 204, à l'occasion de l'inauguration de la concession Ford le 11 juin 2015. Le contrat est consenti et accepté à titre gratuit.

**N°D2015-289 - 29/05/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché n°3582GD14 de mission de contrôle technique conclu avec la société APAVE Sud Europe concernant les travaux d'extension et réaménagement du Point Propreté de Castelnau-le-Lez**

**Objet :** Un avenant n°1 est signé avec la société APAVE Sud Europe SAS sise à LATTES en vue de prolonger de 9 mois le marché 3582GD14 de contrôle technique pour tenir compte du planning révisé d'exécution des travaux et ainsi mener la mission jusqu'au terme du chantier. Le montant de ce marché est inchangé.

**N°D2015-290 - 26/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Société RSA COSMOS - requête n°1502506-4TA"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1502506-4 par la société RSA COSMOS tendant à l'annulation du marché n°385DC15 relatif au remplacement du système de projection vidéo du planétarium.

**N°D2015-292 - 26/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société LGT IMMO dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société LGT IMMO est agréée en vue de l'acquisition dans le lotissement Jean Mermoz. Son activité est l'externalisation d'achats. Elle est candidate à l'acquisition du lot 5A1 de 3 246 m². L'entreprise projette un effectif de 90 emplois sur site dans 3 ans.

**N°D2015-293 - 27/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n°3900DC15 relatif à la Fourniture et pose de nouveaux mobiliers pour la médiathèque Victor Hugo à Montpellier**

**Objet :** Un marché n°3900DC15 de fournitures est passé, pour :

- le lot n°1 - tables et armoires, avec la société Architruc & Baltaz'Art sise à Béziers (34) pour un montant de 17 260, 02 € H.T. soit 20 712, 02 € T.T.C.

- le lot n°2 - armoires de lecture, avec la société RBC sise à Gallargues le Montueux (30) pour un montant de 16 457, 56 € H.T. soit 19 749, 07 € T.T.C.

- le lot n°3 - rayonnage de médiathèques, avec la société BRM, sise à Bressuire (79) pour un montant de 83 712, 53 € H.T. soit 100 466, 46 € T.T.C.

Le délai d'exécution du marché est de 8 semaines à compter de la date fixée par ordre de service.

**N°D2015-296 - 26/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la convention n° 34 15 0010 01 de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon**

**Objet :** Il s'agit d'une convention de mise à disposition à la SAFER LR des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n° 6p et 7. Cette convention est consentie et acceptée pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31/12/2015, moyennant une redevance annuelle de 800 €.

**N°D2015-300 - 08/06/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et d'implantation d'un poste de distribution publique d'électricité sur la parcelle EK n° 186 commune de Montpellier**

**Objet :** L'alimentation en électricité du secteur des Grisettes à Montpellier, avec notamment le raccordement de la future clinique Saint-Roch, nécessite l'implantation d'un poste de distribution publique d'électricité. Une convention de servitude d'implantation et de passage est acceptée au profit d'ERDF sur la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section EK n°186. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire de 50 €.

**N°D2015-301 - 08/06/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de cinq canalisations souterraines haute tension sur les parcelles EK n° 310 et 186 commune de Montpellier**

**Objet :** L'alimentation en électricité du secteur des Grisettes à Montpellier, avec notamment le raccordement de la future clinique Saint-Roch, nécessite le passage, en souterrain, de 5 canalisations d'alimentation électrique. Une convention de servitude de tréfonds est acceptée au profit d'ERDF sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section EK n°310 et 186. Cette convention est consentie et acceptée



moyennant une indemnité forfaitaire de 50 €.

**N°D2015-302 - 29/05/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> Décembre 2007 est conclu avec la société EARSONICS pour une période de trois mois à compter du 1er juin 2015, soit jusqu'au 31 août 2015. Cette durée complémentaire de trois mois doit permettre à la société de finaliser les travaux de son futur siège social sur le territoire de la Métropole, Parc d'activités de la voie Domitienne à Castries. A compter du 1er juin 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EARSONICS pour la surface de 176,05 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 219,13 € euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

**N°D2015-305 - 13/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative au marché n° 3953DC15 de Travaux et signalétique de l'exposition "L'âge d'or de la peinture à Naples, de Ribera à Giordano"**

**Objet :** Un marché n° 3953DC15 de travaux est passé, pour le lot 1(aménagement de la scénographie), avec l'entreprise ISF Méditerranée, 34 075 Montpellier cedex 3.

Il est passé, pour le lot 2 (graphisme et signalétique), avec l'entreprise l'Atelier, 63 000 Clermont Ferrand.

Le marché prend effet à compter de sa notification et jusqu'au 6 juin 2015 (lot 1) et 15 juin 2015 (lot 2).

Le montant du marché, pour le lot 1, s'élève à 54 542, 43 € H.T. soit 65 450, 91 € T.T.C. Il s'élève pour le lot 2, à 9 011, 95 € H.T. soit 10 814, 34 € T.T.C.

**N°D2015-309 - 04/06/15** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à la signature du marché n°3942GD15 de prestations de service conclu avec la société GIRUS pour la caractérisation des déchets ménagers et des déchets recyclables secs sur des ilots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Dans le cadre de l'expérimentation de "communication engageante" mise en place sur deux îlots urbains du quartier Port Marianne (dont La Mantilla), un marché est conclu avec la société GIRUS sise au CRES (34) concernant la réalisation de caractérisations des déchets ménagers résiduels et déchets ménagers recyclables secs sur les ilots urbains retenus. Sa durée est de 4 ans à compter de sa notification. Le montant de ce marché est de 14 450 € H.T.

**N°D2015-318 - 21/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - parcelle HP 30 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 17 février 2015 concernant la vente d'un immeuble à usage d'habitation situé 6 Rue Chrestien à Montpellier (cadastrée HP n°30). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

**N°D2015-319 - 21/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HO 148 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 27 janvier 2015 concernant la vente d'un immeuble abritant des locaux vétustes (ancien atelier de carrosserie) situé 2 Bis Impasse du Chapeau Rouge à Montpellier (cadastré HO n°148). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

**N°D2015-320 - 08/06/15** - Direction de la Culture

**Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Association Mouvements sur la ville**

**Objet :** Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention, l'occupation temporaire par l'Association MOUVEMENTS SUR LA VILLE de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de la Métropole, dans le cadre du Festival OFF de Montpellier Danse. L'occupation est autorisée le samedi 27 juin 2015 de 13h30 à 16h45 pour deux représentations chorégraphiques à 14h et 16h. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**N°D2015-325 - 08/06/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude dans le cadre des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez - Section DV n°180 - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez sur la commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de créer une servitude de passage en vue de l'entretien des berges du Lez. Cette servitude est créée sur la parcelle nouvellement cadastrée DV n°180, située au lieu-dit Porte Vinouze à Lattes. La servitude est consentie à titre gratuit par Monsieur N'DIAYE



propriétaire de la parcelle DV n°180.

**N°D2015-328 - 08/06/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SGE MEDICAL dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la société SGE MEDICAL est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la réparation, l'entretien et la maintenance de matériel médical. Elle est candidate à la location du lot A01 de 111.30 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

**N°D2015-329 - 08/06/15** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALVER dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

**Objet :** La candidature de la société ALVER est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. Son activité est la miroiterie et la menuiserie aluminium et PVC. Elle est candidate à la location du lot A03 de 112.50 m² pour une période de 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 2 ans,

**N°D2015-330 - 28/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle HL 307 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Commune de Montpellier a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 30 mars 2015 concernant la vente d'un immeuble à usage d'habitation et comportant un local commercial en rez-de-chaussée situé 20 et 22 Rue Lamartine à Montpellier (cadastré HL n°307). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Montpellier.

**N°D2015-331 - 28/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Comité d'entreprise de la SAEM TAM"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation en référé d'heure à heure déposée le 21 mai 2015 par le comité d'entreprise de la SAEM TAM et la SARL LIVINGSTONE CE tendant à la transmission de documents administratifs.

**N°D2015-333 - 29/05/15** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - parcelle AZ n°176 - Commune de Grabels**

**Objet :** La Commune de Grabels a réceptionné une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) le 2 avril 2015 concernant la vente d'un immeuble à usage d'habitation situé 20 Rue des Ecoles à Grabels (cadastré AZ n°176). La Commune souhaite exercer le droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de cette DIA. Dès lors, Montpellier Méditerranée Métropole doit déléguer le DPU à la Commune de Grabels.

**N°D2015-335 - 28/05/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite des parcelles constituant les parking du complexe l'Aréna sis à Pérols"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illégalement les parcelles constituant les parking du complexe de l'Aréna sis à Pérols, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

**N°D2015-341 - 08/06/15** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice "Recours Tribunal administratif n°1502957-3"**

**Objet :** La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1502957-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 mai 2015 par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole contre la décision du 23 mars 2015 lui infligeant un blâme.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

A voté contre : Mme France JAMET.

# **AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'AUDIT EXTERNE PORTANT SUR L'EXAMEN DE LA GESTION DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE « ACM » PAR LE CABINET KURT SALMON - INFORMATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte : Montpellier Méditerranée Métropole a confié au cabinet KURT SALMON une mission d'audit externe portant sur l'examen de la gestion de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole « ACM » (Aménagement et Construction de Montpellier).

La mission d'audit externe portait sur les objectifs suivants :

- Analyse de la performance opérationnelle (efficacité et efficience de l'organisation) ;
- Analyse de la gestion de la demande et de la commercialisation de logements ;
- Analyse de la maîtrise d'ouvrage (réhabilitation et développement) ;
- Analyse de la situation financière, notamment au regard de la capacité à faire face aux objectifs de développement de l'offre nouvelle ;
- Analyse de la politique sociale au regard de la réglementation en vigueur ;
- Analyse de la gouvernance, des modes d'organisation et du contrôle interne.

L'ensemble de ces objectifs devait permettre de réaliser un diagnostic de la situation actuelle et d'établir la contribution actuelle et potentielle de l'OPH ACM à la politique de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les principaux constats établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés ainsi :

## ■ Contexte et performance globale :

- Dans un environnement territorial et patrimonial favorable, ACM assure une gestion de qualité et conforte ses résultats à partir d'indicateurs objectifs.
- ACM joue son rôle social avec 62% de locataires en dessous de 60% des plafonds de ressources.
- ACM dispose d'une situation financière saine, de bons ratios de gestion et d'un taux d'autofinancement élevé. L'office dispose de capacités financières importantes et d'un potentiel financier en forte augmentation.
- En terme de développement, ACM dispose d'un coût de production de l'offre nouvelle globalement bas.

## ■ Identification des risques significatifs:

- Une maîtrise des risques relatifs à la situation financière, au patrimoine, aux rémunérations, aux marchés publics, sociaux et de gestion de proximité a été démontrée.
- Un risque plus élevé que les références du secteur et relatif à la gestion de la dette a toutefois été identifié, concernant le recours à des financements structurés.
- Dans le cadre de la gestion de la demande et des attributions, une rationalisation reste à poursuivre en intégrant des dispositifs de sélection adaptés des demandeurs.
- En matière de développement, la production ACM est presque exclusivement centrée autour du logement locatif social, aussi une diversification de l'offre vers des produits d'accession ou à destination de publics spécifiques (EHPAD, résidences étudiantes..) permettrait de répondre également aux objectifs de production du PLH.
- Si ACM commence à structurer une stratégie foncière, il n'existe pas de fonction de prospection foncière à ce jour, et la production reste marquée par une forte dépendance à la métropole dans le cadre de l'accès au foncier.
- ACM dispose d'un modèle économique atypique permettant de dégager des ressources financières importantes, qui seraient susceptibles d'être mobilisées en dialogue avec la métropole référente pour participer plus activement à la politique locale de l'habitat.

Sur la base des recommandations formulées par l'audit, Montpellier Méditerranée Métropole, chef de file en matière de Politique Locale de l'Habitat et acteur clé de la politique d'attribution des logements sociaux suite à la loi ALUR, sera particulièrement attentive à la mise en œuvre des préconisations relevées au sein de son Office :

- La rationalisation de la gestion de la demande et des attributions, devra être renforcée par l'Office, comme par tous les bailleurs sociaux qui interviennent sur le territoire métropolitain, de manière à rendre plus lisible et transparent le choix des candidats retenus en amont de la commission d'attribution ; et notamment par la mise en place de critères de priorité de gestion et de dispositifs adaptés qui restent à définir, de manière concertée, dans les mois qui viennent.

Pour ce faire, la Conférence intercommunale du logement prévue par la loi ALUR sera mise en place, et un plan partenarial de gestion de la demande de logements sociaux et d'information des demandeurs sera élaborée par la Métropole (constitution d'un fichier commun de la demande, droit à l'information pour les demandeurs de logement social, service d'information et d'accueil des demandeurs au niveau de la Métropole...)

- L'analyse de la dette d'ACM devra donner lieu à une lecture partagée avec Montpellier Méditerranée

Métropole.

- Un dialogue entre la Métropole et ACM devra être engagé dans l'objectif de proposer la mobilisation de ses capacités financières, afin d'améliorer sa contribution à la politique de l'habitat au service des communes du territoire : poursuite de l'amélioration du parc existant en s'attachant à sa performance énergétique, accompagnement des communes dans leur action de réinvestissement urbain hors ZAC, sur des fonciers propres négociés en diffus, etc....
- Montpellier Méditerranée Métropole restera également vigilante sur les pistes et préconisations de l'auditeur relatives à la diversification de l'offre d'ACM (réalisation d'opérations d'accession abordables notamment de location-accession /PSLA, réponses adaptées à l'évolution des modes de vie et d'habiter, etc...) et au développement de ses capacités de prospection foncière.

Le rapport d'audit externe retraçant les observations et les recommandations du cabinet Kurt Salmon a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de métropole du 29 juin 2015. Il est consultable, sur demande écrite adressée à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics (fax, courrier, mail), au plus tard la veille de la séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'audit externe portant sur l'examen de la gestion de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole « ACM », ainsi que du débat relatif à ce rapport.

Le Conseil de Métropole prend acte.

## **AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – RAPPORT D'AUDIT EXTERNE RELATIF À L'ASSOCIATION SPA PAR LE CABINET EXCO OMNICONSEILS - INFORMATION**

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Valorisation et protection animales, Biodiversité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié au cabinet EXCO OMNICONSEILS une mission d'audit externe portant sur l'examen de la gestion de l'association SPA.

Cette association est subventionnée pour la partie refuge à hauteur de 75 000€ par la Métropole et réalise des prestations de services pour la partie fourrière à hauteur d'environ 410 000 € T.T.C pour la Métropole

La mission d'audit externe portait sur les objectifs suivants :

- Effectuer un diagnostic financier permettant de comprendre et d'apprécier la situation financière actuelle au regard des engagements contractuels, du plan moyen terme et du niveau d'activités de la structure ;
- Réaliser une analyse des modes d'organisation de la structure, d'en apprécier leur efficacité et leur efficience.
- Réaliser une analyse de la politique sociale conduite au regard des contraintes légales, réglementaires, financières et de maintien d'un climat social serein ;
- Porter une appréciation sur le mode de gouvernance et sur les modalités et l'organisation du contrôle interne au regard des textes et référentiels existants.

Les principaux constats établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés ainsi :

### ■ Sur la gouvernance de la structure :

- Une vie sociale correctement réalisée avec la tenue d'assemblée générale, de conseil d'administration et de réunions de bureau conformément aux statuts.
- La présence de nombreux bénévoles actifs.
- Toutefois parmi les éléments notables relatifs à la gouvernance, on pourra remarquer que le rôle et les missions de la porte-parole de la structure n'ont pas été précisés par l'association, notamment au regard des moyens qui lui ont été octroyés (téléphone portable)..
- Aussi, au titre de la transparence financière, les relations financières existantes entre les dirigeants de la SPA et cette dernière n'ont pas fait l'objet d'une information en Assemblée Générale. Ces relations concernent d'une part les liens financiers entre la SPA et son président – dirigeant de la clinique qui fournit la SPA en médicament ; et d'autre part l'ensemble des vétérinaires membres des instances décisionnelles de la SPA et produisant des prestations pour cette dernière.

### ■ Sur le contrôle interne de la structure:

- Des processus de gestion et d'exploitation en amélioration (tenue de la comptabilité et de la paie, organisation du travail, moyens humains et matériels...) ; notamment un taux d'animaux retrouvés en augmentation de 15% à 55%, en partie grâce à la mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole d'une prime d'intéressement relative à ces taux.
- Il faudra toutefois noter que la procédure d'achat des médicaments est défaillante avec l'existence de

factures ne précisant pas les types et les volumes.

■ Sur la situation financière et fiscale :

- Une situation financière qualifiée de saine ;
- Toutefois la tenue comptable avant l'arrivée du nouveau directeur est défailante (absences de factures).
- Un point de vigilance a trait à la répartition analytique entre les activités fourrière et refuge.
- Une vigilance est relevée quant à l'existence de marges arrières sur la vente des médicaments assurée par la clinique dont le Président est aussi dirigeant. Il faudra noter que l'achat de médicaments ne représente que 5% du budget de l'association (56 K€) et permet à la SPA de bénéficier d'avantages financiers certains.

■ Sur le plan social :

-L'association respecte globalement les obligations sociales (formation, visites médicales, document unique d'évaluation des risques..)

-La représentation des salariés va être organisée et l'affichage obligatoire est à remettre à jour.

■ Sur l'exécution du marché fourrière avec Montpellier Méditerranée Métropole:

- Les conditions du marché sont respectées tant au regard des moyens humains réellement alloués à la mission, qu'au regard des obligations d'information (rapport d'activité et rapports financiers) envers la Métropole, ou encore des actions déployées (respect de vaccination systématique des animaux au moment de l'entrée en fourrière, pose d'un procédé d'identification le cas échéant, important travail de recherche des propriétaires...)
- La répartition des charges entre les activités (fourrière et refuge) n'est pas suffisamment précisée ;
- La procédure préalable d'autorisation de la métropole pour l'accueil en fourrière d'animaux de collectivités extérieures au groupement de commande du marché n'est pas respectée.
- L'accueil en fourrière d'animaux de collectivités extérieures au marché représente 9.26% des recettes. Cet accueil est administrativement et physiquement géré dans la partie refuge du complexe.

Sur la base des recommandations formulées par l'audit, Montpellier Méditerranée Métropole sera particulièrement attentive à la mise en œuvre des préconisations suivantes au sein de la structure associative:

- Précision des rôles et missions de la porte parole et vigilance sur les moyens qui lui sont alloués ;
- Clarification des liens financiers et autorisations des conventions réglementées entre la SPA et son Président, et entre la SPA et les vétérinaires dirigeants, aux Conseils d'administration et aux Assemblées Générales ;
- Application d'une rigueur de gestion dans les processus de facturation des médicaments et amélioration des procédures de contrôle interne ;
- Amélioration et précision dans la répartition analytique des charges d'activités fourrière et refuge ;
- Respect des conditions du marché fourrière et notamment des procédures d'autorisation de la métropole pour l'accueil d'animaux de collectivités extérieures.

Le rapport d'audit externe retraçant les observations et les recommandations du cabinet Exco Omniconseils a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 29 juin 2015. Il est consultable, sur demande écrite adressée à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics (fax, courrier, mail), au plus tard la veille de la séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'audit du cabinet Exco Omniconseils portant sur l'examen de la gestion de l'association SPA, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

Le Conseil de Métropole prend acte.

## **AFFAIRE N°6 : AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - PROPOSITION DE CADRE : ENJEUX, OBJECTIFS ET PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE - APPROBATION**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain, dont un pilier intitulé « Agro-écologie et Alimentation ». La présente délibération vise à expliciter la démarche et le cadre proposés pour établir la future politique agro-écologique et alimentaire métropolitaine.

### **La place de l'agro-écologie et de l'alimentation au sein de Montpellier Méditerranée Métropole**

Eminemment transversale, cette politique publique prend appui sur d'autres champs de politiques publiques investis par Montpellier Méditerranée Métropole : aménagement du territoire et espaces publics, préservation



de la biodiversité, eaux brute et potable, gestion des risques, prévention et gestion des déchets, développement économique, insertion par l'économique, tourisme, cohésion sociale, participation citoyenne, solidarité & éducation, énergies, santé publique, logistique urbaine.

Les documents de planification et de programmation de la Métropole ont déjà défini des cadres qui permettent de préserver les ressources, notamment foncières, indispensables à la mise en œuvre d'actions ambitieuses en matière d'agriculture et d'alimentation, sachant toutefois que ces dernières restent à définir.

Fondateur et précurseur, son ***Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)*** est le résultat d'une démarche d'« inversion du regard » et fait de la matrice des espaces agricoles et naturels l'élément déterminant de limites claires et durables à l'urbanisation. Approuvé en février 2006, il organise le développement en définissant les espaces naturels, agricoles et urbains dans le respect de l'environnement naturel, première richesse et facteur d'attractivité du territoire et institue la notion, qui reste encore à préciser « d'agriparks ». Le premier bilan du SCoT, établi après 6 années de mises en œuvre, met en évidence qu'il a permis de répondre à la première condition d'un réinvestissement agricole potentiel : l'arrêt de l'étalement urbain sans précédent qui avait été constaté durant les décennies précédentes. Sa révision en cours, dite « Grenelle 2 », inclut une évaluation environnementale visant la description d'un état initial de l'environnement ainsi que la définition des trames vertes et bleues (TVB). Il conviendra d'articuler ce volet de planification territoriale avec les axes de la politique publique agro-écologique et alimentaire et surtout de donner corps au contenu du « volet agricole » du SCoT.

Dans la lignée du SCoT, ***l'Agenda 21***, adopté à l'unanimité en novembre 2011, est un outil de travail à visée plus opérationnelle. Il s'inscrit pleinement dans l'esprit que la conférence de Rio a donné, en 1992, aux « Agendas 21 locaux » : un plan d'actions concrètes au profit du développement durable. Ainsi, il prolonge et valorise les différentes actions déjà mises en œuvre par la Métropole en matière de transports, d'habitat, d'assainissement, de gestion de l'eau ou des déchets et d'agriculture, notamment avec le guide des « agriparks », décliné par plusieurs communes. Montpellier Méditerranée Métropole a acquis le domaine de Viviers (200 Ha) en particuliers dans cet objectif qui reste encore à étayer.

Enfin, face au changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole s'est résolument engagée dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre et la transition énergétique. En 2014, elle adopte son ***Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018***, avec les communes de Montpellier, Baillargues, Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols. Enrichi des nouvelles politiques publiques développées par Montpellier Méditerranée Métropole pour former un véritable projet durable de territoire, aux objectifs ambitieux pour répondre aux défis énergétiques actuels, ce PCET vient d'être retenu parmi les 200 projets lauréats de l'appel à initiatives gouvernemental « ***Territoire à énergie positive pour la croissance verte*** », annoncés lundi 9 février 2015 par Ségolène Royal, Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

A l'échelle communale, il apparaît clairement que certaines communes de la Métropole développent des projets agricoles et alimentaires, en réponse aux attentes de leurs habitants (cadre de vie, alimentation de qualité, lien social) et dans une optique de développement économique (création d'emplois non délocalisables ; production de valeur ajoutée à forte assise territoriale). De plus, les initiatives citoyennes, associatives et professionnelles sont nombreuses et diversifiées dans ces domaines.

On observe également de nombreuses dynamiques publiques et privées sur les territoires voisins, parties prenantes du bassin de production et de consommation montpelliérain.

### **Les éléments de contexte à l'échelle nationale et internationale**

En France, cette préoccupation est relativement nouvelle au sein de l'action publique développée par les grandes agglomérations. En effet, la politique alimentaire était, jusqu'à l'an dernier, principalement portée au niveau ministériel et déclinée en plans régionaux seulement depuis 2008 et essentiellement en milieu rural. ***La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt***, votée le 11 septembre 2014, précise les enjeux liés à une politique nationale de l'alimentation, et affirme l'importance de son ancrage territorial. Elle mentionne le développement de « projets alimentaires territoriaux »<sup>1</sup>. Quelques villes et collectivités commencent ainsi à développer des volets de politique agricole ou alimentaire, à l'instar de Nantes, Lyon, Brest ou encore Rennes.

A l'échelle internationale, les politiques locales organisées autour de la question agricole et alimentaire sont

---

<sup>1</sup> Article 1, titre III.

plus fréquentes. Le thème choisi pour *l'exposition universelle « Milano 2015 – Nourrir la Planète, Energie pour la Vie »* met en lumière l'importance cruciale, vitale, de cet enjeu, et la nécessité que les pouvoirs publics locaux s'en saisissent.

Aussi est-il aujourd'hui stratégique de formuler clairement et de façon concertée une politique publique, basée sur la conjugaison du développement économique, territorial et social au service de pratiques agricoles et alimentaires consolidées et renouvelées. Les enjeux sont de taille : création et diversification d'activités et d'emplois, structuration de filières territorialisées, éducation et ressources alimentaires, prévention des déchets, paysage, prévention des risques naturels, etc.

### **La démarche et le cadre proposés pour la politique agro écologique et alimentaire de la Métropole**

En élaborant avec l'ensemble des communes le pacte de confiance métropolitain, la Métropole a démontré sa capacité à **renforcer l'intégration intercommunale dans le respect des souverainetés communales**. La démarche proposée pour construire la politique agro-écologique et alimentaire s'inscrit pleinement dans cette volonté.

A l'automne 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a sollicité **un collectif de chercheurs – géographes, sociologues, agronomes** - pour un appui à la définition d'une politique agricole et alimentaire sur son territoire. Au cours de deux ateliers réunissant chacun entre 40 et 50 élus et agents des services de la Métropole et de ses 31 communes, chaque participant a été invité à réagir à un portrait agricole et alimentaire du territoire et à la présentation d'expériences de politiques agricoles et alimentaires pionnières. Les débats ont permis de commencer à s'approprier un vocabulaire commun et une vision partagée de la mosaïque agricole et alimentaire territoriale. Les débats ont ainsi fait émerger réflexions et pistes d'actions possibles pour une future politique agro-écologique et alimentaire. L'ensemble de ces informations est présenté en *annexe 1*. Il est précisé que le périmètre d'activités concerné par la présente délibération est celui de l'alimentation et de l'agriculture au sens large, y compris élevage/ pastoralisme, aquaculture, bois énergie...

Au cours des ateliers, il est clairement apparu que **les problématiques rencontrées par les communes diffèrent** en fonction de leur géographie : localisation (urbaine, péri-urbaine, rurale), démographie sociale et tissu économique, ainsi que de leur posture politique.

Les finalités, axes opérationnels et principes d'action proposés ci-dessous visent à donner un cadre politique commun afin de permettre l'établissement d'un dialogue fructueux avec l'ensemble des acteurs du paysage agricole et alimentaire territorial. Il n'est pas question ici de décréter une politique monolithique, unilatérale et descendante ('top-down'), mais bien au contraire de **donner un cadre politique clair pour mieux 'faire avec' et 'donner à voir' les initiatives existantes et en projet et 'agir sur' les leviers les plus efficaces**.

Il est proposé que la présente délibération soit portée à connaissance des conseils municipaux, afin que l'ensemble des communes puissent s'approprier et partager cette vision du territoire. **Chaque conseil municipal est ainsi invité à délibérer sur sa contribution à cette politique agro-écologique et alimentaire d'ici la fin de l'année 2015**, afin que, dans la partition collective proposée par la Métropole, chaque commune joue sa propre mélodie qui participe à l'harmonie du concert d'ensemble.

Précisons que les exemples d'actions proposées ci-après ne sont que des illustrations d'actions possibles, visant à expliciter concrètement les axes opérationnels. Les fiches actions seront élaborées au cours des prochains mois par des **groupes de travail partenariaux, adossés aux 6 axes de travail opérationnel proposés**, et auxquels participeront les parties prenantes (communes, collectivités à l'échelle supra-métropolitaine, Etat (DRAAF), profession agricole, associations, entreprises, acteurs de la recherche agronomique, représentants de consommateurs...) selon l'expression de leur intérêt.

Chaque **fiche action**, issue des contributions collectives au sein groupes de travail partenarial, fera l'objet d'une délibération proposée à l'approbation du Conseil de Métropole et explicitera les éléments suivants :

- Constats actuels et objectifs qualitatifs et quantitatifs
- Eléments à prendre en compte (autres démarches ou études en cours)
- Partenariat pressenti ou déjà mis en place, pilotage
- Montage financier (ressources, budget et plan de financement)
- Description de l'action (descriptif, cibles, pérennité de l'action)
- Calendrier de mise en œuvre
- Dispositif d'évaluation

Un plan d'actions opérationnel, agréant l'ensemble des fiches actions et précisant le dispositif d'évaluation

global sera proposé au Conseil de Métropole début 2016.  
Ainsi l'agenda s'établit comme suit :

**La politique agro-écologique et alimentaire métropolitaine vise cinq finalités**, que chaque commune est ainsi invitée à hiérarchiser selon ses priorités, et auxquelles chacune d'elle contribuera à son échelle et sur la base de ses projets propres.

- **Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre**, en ligne avec les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS), lancé en 2001 : ce plan de santé publique vise à améliorer l'état de santé de la population en agissant sur l'un de ses déterminants majeurs : la nutrition, entendu comme l'équilibre entre les apports liés à l'alimentation et les dépenses occasionnées par l'activité physique.
- **Soutenir l'économie et l'emploi agricoles et agro-alimentaires**. Souvent retenue dans les politiques publiques pour ses aménités (préservation des paysages, lutte contre les incendies, contribution à la sauvegarde de la qualité des eaux...), l'agriculture est pourtant bien avant tout une réalité économique, créatrice d'emplois et de valeur, depuis sa fonction productive et sur toute la chaîne de valeur : transformation agro-alimentaire ; outils, technologies et services à l'agriculture ; logistique et distribution ; diversification d'activités dans le tourisme ; restauration hors domicile...
- **Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles** (biodiversité, qualité écologique des eaux, des sols et de l'air). Cette finalité s'inscrit naturellement dans la révision en cours du SCoT, en ligne avec le plan Ecophyto, lancé en 2008 à la suite du Grenelle de l'Environnement, qui vise à réduire progressivement l'utilisation des produits phytosanitaires en France tout en maintenant une agriculture économiquement performante. Tous les « pratiquants agricoles » (agriculteurs, mais aussi les jardiniers amateurs et responsables de collectivités qui gèrent l'entretien des routes et des espaces de nature...) sont concernés. Notons que les pratiques de la Métropole sur les espaces de nature qu'elle a en charge sont déjà exemplaires à cet égard, comme celles de plusieurs communes métropolitaines. Il s'agira également de s'articuler avec la future politique métropolitaine en matière de tourisme (valorisation, promotion et aménagement touristiques).
- **Limitier les émissions de gaz à effet de serre (GES) et s'adapter au changement climatique**. Alors que le monde entier se mobilise pour préparer la COP 21, Conférence internationale sur les changements climatiques (CCNUCC), qui se tiendra en décembre à Paris, le ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt M. Stéphane Le Foll a rappelé que, si l'agriculture contribue aux émissions de gaz à effet de serre, elle peut aussi favoriser le stockage du CO<sub>2</sub> dans les sols. Selon le ministre, une augmentation de 4/1000 par an (soit 0,4 %) de la matière organique contenue dans la couche supérieure des sols « suffirait à compenser les émissions de gaz à effet de serre de la planète ». Le programme du ministère vise donc à imaginer des modèles agricoles protecteurs qui puissent contribuer à lutter contre le réchauffement climatique tout en répondant à l'objectif premier de l'activité : nourrir l'humanité à partir des terres plus fertiles.
- **Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne**. Le nouveau contrat de ville, qui sera signé au début de l'été 2015, souhaite conduire au cœur des douze quartiers prioritaires, tous situés sur la Ville de Montpellier, des actions portant sur la réussite éducative, le logement, le développement économique, le renouvellement urbain, l'insertion et la formation professionnelle, la tranquillité publique, le cadre de vie, l'accès au droit, à la santé, au sport, à la culture. L'alimentation et la restauration du lien avec la nature, notamment avec les espaces « nourriciers », pourraient être des vecteurs efficaces en faveur de la cohésion des quartiers. Les différents secteurs de l'économie agricole et alimentaire pourraient en particulier être des supports à des actions de remobilisation et d'insertion par l'activité économique, auprès d'un public éloigné de l'emploi.

### **Les axes opérationnels de l'action publique**

La Métropole propose un cadre d'action basé sur 6 axes opérationnels, concernant chacun des partenaires et des cibles spécifiques. Rappelons que les actions proposées ci-dessous ne sont que des illustrations possibles, étant entendu que les fiches actions seront élaborées par les comités techniques partenariaux au cours des prochains mois.

#### **1- Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe**

**Cibles** : petites fermes nourricières, exploitations d'un nouveau genre, avec une production très diversifiée, fonctionnement avec peu d'intrants, souvent en vente directe. Le besoin exprimé tourne essentiellement autour de l'accès au foncier, de la mutualisation des coûts et du soutien à la vente.

#### **Exemples d'actions possibles** :

- Guide des points vente de produits locaux
- Création d'un centre de ressources, conçu comme lieu d'effervescence et d'expérimentation, sorte de lieu « totem agro-écologique »

## **2- Favoriser l'approvisionnement local de la ville, en particulier celui de la restauration collective**

Cibles : exploitations plus spécialisées ; acteurs des filières agroalimentaires (producteurs, grossistes, détaillants, restauration collective)

Exemples d'actions possibles :

- Modernisation du Marché d'Intérêt National, plateforme majeure de mise en marché (carreau des producteurs, halles des grossistes, rénovation énergétique)
- Renforcement de la commande publique, par exemple en appuyant les communes sur l'allotissement des marchés, en travaillant produit par produit (pain, pommes, viande...)
- Appui à la structuration des filières de production correspondant à cette commande publique, par exemple via la mise en culture de foncier public adapté.

## **3- Mobiliser les citoyens autour de l'alimentation et du lien producteur consommateur**

Cibles : consommateurs, « jardiniers »

Exemples d'actions possibles :

- Renforcement des liens entre Ecolothèque et centres de loisirs (temps d'activité périscolaires, , Accueils de Loisirs Avec et Sans Hébergement (ALSH et CLSH))
- « Collecte » d'initiatives infra-locales, sur une plateforme internet de type « wiki », favorisant le partage d'expériences, la visibilité des projets de tous ordres et éventuellement la mutualisation entre initiatives similaires ou complémentaires.
- Appel à idées, cofinancé par la Métropole et les communes volontaires, afin d'encourager les projets citoyens. Principe : des petits montants (500-1000€) et l'attribution de l'aide financière à tous les projets candidats sur respect du cahier des charges. Thèmes possibles à préciser : pratiques alimentaires, lutte contre le gaspillage, la nature dans la ville...

## **4- Soutenir les entreprises innovantes dans le domaine de l'agroalimentaire et des services à l'agriculture**

Cibles : entreprises, de l'amont à l'aval

Exemples d'actions possibles :

- Soutien au pôle de compétitivité Qualimed, le pôle des agrotechnologies durables
- Soutien au pôle de transformation alimentaire actuellement en projet sur le MIN
- Renforcement des liens entre le BIC – Cap Alpha, l'incubateur de Montpellier Sup Agro...
- Facilitation de rencontres d'affaires à l'international, par exemple avec le Parc Technologique de Padano à Lodi (à côté de Milan, Italie)

## **5- Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agro/l'oenotourisme**

Cibles : exploitations oléicoles, viticoles...

Exemples d'actions possibles :

- Filière oléicole : constituer une masse critique permettant le référencement en GMS
- Soutien à la promotion des produits (festivals, guides...)
- Construction d'une stratégie en agrotourisme (en lien avec la politique tourisme)

## **6- Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement**

Cibles : aménageurs, collectivités

Exemples d'actions possibles, en articulation avec le SCoT et le PLUi

- Valorisation durable des terres les plus fertiles et articulation avec les autres usages des espaces naturels et agricoles pour un aménagement équilibré du territoire métropolitain
- Mise en lumière des différentes formes d'agriculture urbaine :
- Inscription de la dimension alimentaire dans la politique d'urbanisme commercial
- Inclusion de la logistique alimentaire dans le schéma directeur de logistique urbaine et de transports de marchandises en ville

## **Les axes opérationnels transverses**

Trois thèmes fondamentaux s'inscrivent en transversal dans le plan d'action, dans la mesure où ils impactent chaque axe opérationnel. Il s'agira ainsi de :

### **1- Mobiliser du foncier public et privé.**

La problématique foncière met en regard d'une part les agriculteurs et porteurs de projets à la recherche d'espaces agricoles (terre, bâti, eau ...) et les propriétaires fonciers (agriculteurs, privés, collectivités, autres acteurs publics) susceptibles de mettre à disposition, louer ou céder leurs terres pour une activité agricole (mise en culture, bois énergie, pastoralisme...). La mise en adéquation offre/demande est complexe. Sur ce thème, il est proposé de mettre en place une animation foncière progressive, et de commencer par le foncier appartenant à la Métropole et aux communes volontaires. Cette action fera l'objet d'une fiche action soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.



## 2- Communiquer, s'informer, partager

Le territoire éprouve le besoin clair d'un espace de partage d'expériences entre parties prenantes, d'agrégation des connaissances, bases de données, initiatives existantes et en projet sur le territoire. Il est envisagé de proposer une plateforme collaborative, agrégative sur le sujet, qui permette d'amplifier, de structurer et de diversifier les actions menées ou en gestation.

## 3- Se former

Il apparaît que la thématique agricole et alimentaire n'est pas appréhendée de façon homogène par tous, élus et techniciens de la Métropole et des communes. Il est ainsi proposé d'organiser des ateliers de formation dès l'automne.

### Les principes de l'action : avancer en expérimentant

D'autres territoires ont choisi d'accorder beaucoup de temps et de ressources à un diagnostic approfondi et exhaustif. Ce n'est pas ce cadre de travail qui est proposé. Le portrait agricole et alimentaire du territoire, consultable dans le rapport d'étude figurant en annexe 1 de cette délibération, fournit des éléments jugés suffisants pour engager la réflexion, voire l'action. L'option est délibérément prise **d'expérimenter, d'avancer par l'action** en apprenant, s'inspirant des expériences des autres territoires nationaux et internationaux, de nos erreurs comme de nos réussites et de **corriger la démarche « en marchant »**. Aussi la **gouvernance est-elle construite par l'action**, au sein de chacun des 6 axes opérationnels et sur les **quatre échelles territoriales** (infra-locale, communale, métropolitaine, supra-métropolitaine).

La démarche se veut très **ouverte et inclusive**, sur la base du « faire avec » et du « donner à voir » exposé plus haut : une attention particulière sera accordée aux **liens avec la profession agricole, avec la société civile et avec la recherche agronomique** (agronomie, mais aussi urbanisme, sciences sociales, géographie...).

Autre principe d'action : **l'anticipation**. Il conviendra de rester en veille active pour permettre au territoire de rester maître de son histoire : cadre légal et juridique aux niveaux national, européen (PAC) et international (TAFTA) ; changement climatique et transition écologique bien sûr pour construire et mettre en œuvre une politique agro-écologique adaptée; mutations économiques, sociales et sociétales (nouveaux impératifs en matière de transports, nouveaux métiers, comportements alimentaires...), technologies au service de l'agriculture de demain ; géopolitique internationale...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le cadre et la démarche proposés pour l'élaboration de la politique agro-écologique et alimentaire
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – ENGAGEMENT DE L'ÉLABORATION DU PROJET "MONTPELLIER MÉTROPOLE TERRITOIRE" - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En 2006, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) avait posé les fondamentaux des documents de planification de l'Agglomération en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Le bilan du SCOT, dressé 6 ans plus tard, a mis en évidence que le SCOT a permis la maîtrise de l'étalement urbain.

Neuf ans après, **un véritable projet de territoire doit être élaboré pour tenir compte des évolutions majeures que connaît le territoire :**

- d'une part, la promulgation de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et de l'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 (loi MAPTAM) a permis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de se transformer en Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette transformation s'est faite dans le cadre d'une charte de gouvernance qui valorise le rôle des Maires et qui n'est pas sans conséquence sur le processus même d'élaboration du projet de territoire. La transformation en Métropole, lui confère de nouvelles prérogatives, notamment dans le domaine des Plan Locaux d'Urbanisme (PLU), de la Politique de la ville, du Tourisme, de la Voirie et de l'Espace public, ou encore du soutien à l'Enseignement supérieur, qui permettent d'élaborer un projet de territoire effectivement intégré et pluridimensionnel.

- d'autre part, la constitution d'une grande région, réunissant celles du Languedoc-Roussillon et de Midi Pyrénées nécessite, plus que jamais, d'affirmer la position de Montpellier et d'établir, en particulier, des rapports équilibrés avec la Métropole de Toulouse. C'est en ce sens que les Présidents de la Métropole et des Communautés du grand bassin de vie de Montpellier se sont rapprochés en vue de développer des collaborations qui pourraient déboucher sur la constitution d'un Pôle Métropolitain, à même de consolider les grandes cohérences territoriales, sachant que parallèlement, des échanges prometteurs se sont engagés avec

Toulouse Métropole pour consolider le « fait métropolitain ».

Dans ce contexte, et en phase avec chacune des politiques publiques thématiques elles-mêmes revisitées, cette nouvelle ambition prend corps avec la naissance d'un projet commun d'aménagement du territoire pour les 20 prochaines années : « Montpellier Métropole Territoires ». **Ce projet constituera le socle spatial et de programmation urbaine de l'ensemble des démarches de planification en cours et à venir**, parmi lesquelles la révision du SCOT, celles du Plan Climat Air Energie Territorial (PCEAT), du Plan de Déplacements urbains (PDU), du Plan Local de l'Habitat (PLH), de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le projet de territoire se donne pour objectif principal de **fixer un cap à un développement durable et équilibré du territoire, respectueux des 31 projets communaux, en privilégiant la qualité du cadre de vie des habitants et usagers du territoire**, qui participe elle-même directement à l'attractivité de Montpellier Méditerranée Métropole. Il vise, d'une manière générale, à mieux **valoriser le cadre de vie de la Métropole montpelliéraine à travers son exceptionnelle richesse environnementale et à améliorer le « vivre ensemble »**, appréhendé à travers l'évolution des modes de vie, de travail, d'habiter, de se déplacer, de se détendre. Cet aspect qualitatif doit désormais primer dans la détermination des conditions générales permettant de renforcer et d'améliorer les capacités d'accueil des populations, des activités et des services sur le territoire. En effet, à terme, les métropoles auront toutes des niveaux comparables d'équipements et de services ; seules celles qui auront su concilier la valorisation de leur environnement avec leur épanouissement économique et humain, bénéficieront d'une attractivité pérenne. A travers cette démarche de projet territorial, **la Métropole vise également à renforcer son attractivité, en valorisant ses principaux atouts portés par les sept piliers stratégiques** définis pour son développement :

- 1/ la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...),
- 2/ le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique,
- 3/ le Développement Economique, le Tourisme et l'Industrie
- 4/ les Transports et la Mobilité,
- 5/ l'Agroécologie et l'Alimentation,
- 6/ la Culture, le Patrimoine et l'Université,
- 7/ l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social.

Le projet Montpellier Métropole Territoires sera alimenté par chacune des politiques publiques qui porte ses piliers et devra leur offrir une traduction et une cohérence une spatiale.

C'est ainsi que la position de Montpellier, cœur battant sur la façade méditerranéenne de la nouvelle grande région, pourra être valorisé et durablement consolidée, tant sur les plans économique, touristique, universitaire, culturel que de la qualité de vie.

**Ce projet fera l'objet, pour la première fois, d'une véritable co-construction avec l'ensemble des 31 communes qui constituent la Métropole, ainsi qu'avec les Communautés voisines.** Il entend être à l'image de la gouvernance définie pour le territoire, bâtie sur une véritable coopération, où chaque voix de chaque commune compte. Il devra permettre, dans le cadre d'étroits échanges et collaborations :

- de faire émerger les projets communaux dans une cohérence globale ;
- d'améliorer et renforcer l'articulation entre la ville-centre et les autres communes de la Métropole, afin que leurs projets s'alimentent, se complètent et s'étoffent mutuellement ;
- de valoriser les différentes identités, notamment patrimoniales qui composent le territoire ;
- de renforcer la cohérence et l'attractivité de la Métropole ;
- de définir des liens durables entre la Métropole et les Communautés voisines qui constituent avec elle son territoire pertinent aux plans environnemental, du bassin de vie, des échanges économiques...

Il doit, par là même, permettre de repositionner Montpellier et la Métropole dans son territoire naturel, du Pic Saint-Loup à la Mer.

La définition du projet sera conduite par une démarche ascendante qui part des enjeux locaux pour mieux définir la stratégie d'ensemble. Elle sera conduite aux 4 échelles de territoire, en prenant en compte chaque niveau spécifique d'enjeux :

- celle de la commune qui constitue l'espace vécu du territoire, échelon fondamental du projet. C'est l'échelle d'intégration des projets communaux ;
- l'échelle des secteurs d'identité géographique du SCoT, qui unissent chacun plusieurs communes pour la valorisation de leur environnement naturel et culturel ;
- l'échelle de la Métropole, qui s'affirme comme le niveau stratégique des cohérences permettant de renforcer l'attractivité du territoire ;
- l'échelle du grand territoire, qui intègre et connecte la Métropole à son environnement naturel, à son bassin de vie, économique, culturel, touristique...

**8 grands axes transversaux, posés sous forme de questionnement, guideront la démarche d'élaboration du projet :**

**1/ Quelles ressources favoriser pour préserver et valoriser le patrimoine naturel ?**

La qualité de l'environnement de Montpellier constitue son premier facteur d'attractivité. Celle-ci est cependant potentiellement menacée si ses ressources ne sont pas intégrées au cœur même du projet.

Il s'agira notamment de mieux intégrer le Grand Paysage au développement de la Métropole pour lui donner une identité facteur d'attractivité et de définir des modalités d'accompagnement de la mise en œuvre d'une politique d'agroécologie et d'alimentation de référence.

**2/ Comment faire des zones de risques environnementaux des atouts au service de l'attractivité du territoire ?**

Au regard de l'extrême sensibilité environnementale du territoire, la prévention des risques naturels est au cœur des préoccupations de la Métropole. Dans un contexte de changement climatique, il s'agit de mieux prendre en compte les risques, notamment ceux liés aux inondations générées par le ruissellement urbain, en prenant en consolidant la connaissance des zones les plus sensibles, au-delà des PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondation établis par l'État) afin de mieux les anticiper et de mieux protéger les populations.

Par ailleurs, le projet devra permettre d'intégrer les contraintes naturelles pour en faire des éléments participant, de manière positive, à la définition de l'identité du territoire. Il déterminera également les usages pouvant être promus en compatibilité avec une gestion adaptée des risques.

**3/ Comment accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois ?**

L'un des rôles majeurs de la Métropole est d'ancrer la formation, la recherche et les entreprises dans le territoire afin que ceux qui étudient et travaillent puissent s'épanouir et que leur créativité puisse réellement participer à son animation, à son dynamisme et à son rayonnement.

En matière d'aménagement et de réinvestissement urbain, le projet interrogera les moyens à mettre en œuvre, pour permettre la création d'emplois suivant des natures d'activités et des formes adaptées aux spécificités de chaque commune, pour constituer une offre économique adaptée aux besoins des entreprises, et pour favoriser la création d'emploi au plus près des pôles urbains. L'objectif sera aussi de chercher dans la mesure du possible, à réintroduire l'emploi en ville, par opposition aux phénomènes à l'œuvre ces dernières années, et à réinvestir les anciens parcs d'activités, afin de créer une offre foncière renouvelée mieux adaptée aux besoins des entreprises, à l'image du réinvestissement du Parc du salaison à Vendargues que mène Montpellier Méditerranée Métropole en lien étroit avec les entreprises et la commune, opération reconnue par l'obtention du 1<sup>er</sup> label HQE national en matière de réaménagement de zone économique.

Il s'agira également de définir les conditions du déploiement de la démarche French Tech sur le territoire et, plus largement, de voir comment le territoire peut devenir un véritable laboratoire attirant les initiatives et les entreprises. Cela nécessite de mieux prendre en compte les nouvelles formes d'entrepreneuriat et de travail, portées par le tissu des start up local, pour faire de la Métropole un territoire innovant en matière d'accueil et de développement des entreprises de demain.

**4/ Comment favoriser les mobilités pour tous et à toutes les échelles de territoire ?**

Le projet nécessite de revisiter la politique des mobilités dans son ensemble, en phase avec les évolutions du territoire, notamment les usages et pratiques. Cette approche concerne de très nombreux aspects, à la fois les connexions du territoire à toutes les échelles de mobilités ; la constitution d'une vaste métropole en réseau (enjeu de l'« étoile ferroviaire », des PEM, du futur contournement routier...) ; la cohésion du territoire en matière de desserte du périurbain ; la maîtrise du transport des marchandises en ville ; les relations de proximité, etc...

**5/ Quelles formes d'habitat pour répondre à la diversité des parcours et des moyens de chacun ?**

Les parcours et les modes de vie et d'habiter, évoluent et se multiplient. Il convient de tenir compte des usages pour mieux répondre à la demande dans sa diversité et anticiper les évolutions à venir. Concevoir une Métropole pour tous, quels que soient ses modes de vie et ses moyens, participe fortement de son attractivité. Dans un contexte de croissance démographique non démenti (+0,9 % de croissance démographique estimée par l'INSEE pour les prochaines années, soit le double des métropoles comparables), mais aussi de marché immobilier tendu, le projet examinera notamment les conditions d'accueil des populations nouvelles à des coûts maîtrisés, tout en diversifiant les formes d'habitat, pour répondre à l'ensemble de la « palette » des parcours de vie et de revenus des ménages.

**6/ Quelles formes de réinvestissements urbains pour favoriser le « vivre-ensemble » dans le respect des identités du territoire ?**

Jusqu'à aujourd'hui, la priorité a été principalement orientée sur l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages. Un écart s'est ainsi creusé entre leur traitement et celui des quartiers existants. Le projet devra déterminer des modalités de « réparation » et de réinvestissement des centres-villes, des quartiers existants et des centres-villages.

Cette réorientation majeure en faveur des quartiers et tissus urbains existants concerne aussi la reconquête de certains espaces urbains stratégiques, tels que les entrées de ville et les pôles commerciaux de périphérie, la réintégration des quartiers en difficulté dans la ville, et également les réponses à apporter aux récentes évolutions des secteurs pavillonnaires, aujourd'hui soumis à des phénomènes de densification qu'il convient de maîtriser pour ne pas déstructurer l'environnement et le fonctionnement des quartiers et des villages de la métropole.

### **7/ Comment mieux faire rayonner la Métropole à partir de ses atouts patrimoniaux, culturels, humains et touristiques ?**

Si la Métropole dispose de très nombreux atouts touristiques, ceux-ci sont insuffisamment valorisés. En particulier, le projet interrogera les moyens pour rendre perceptible une véritable identité touristique à l'échelle métropolitaine et de chacun des territoires qui la composent et pour favoriser la créativité au bénéfice du territoire.

### **8/ Quels espaces publics et parcours, pour répondre à l'évolution des usages du territoire?**

L'espace public est le premier des équipements publics, celui qui accueille les parcours du quotidien de chaque habitant de la métropole, aussi bien que les autres usages, plus conviviaux, voire festifs, touristiques, économiques... L'espace public traduit aussi l'attention qu'un territoire porte à ses habitants, à travers la qualité du cadre de vie, du paysage, de confort, de sécurité qu'il leur offre

En ce sens, le projet devra notamment s'attacher à repenser l'espace public comme support des pratiques urbaines, y compris celles qui émergent, en cherchant à favoriser la convivialité, la cohésion sociale et la valorisation du cadre de vie.

L'espace public et les parcours à aménager sur l'ensemble du territoire en créant des continuités, des liens et en profitant de l'extraordinaire diversité paysagère du territoire sont aussi des support d'activités sportives et de loisir et de détente, dans une métropole qui érige la Santé comme premier pilier stratégique de son épanouissement.

Par ailleurs, la Métropole est activement engagée dans une démarche de « smart city », à travers des actions innovantes de recherche et développement, associant universités, grands comptes et start-up. Le projet interrogera les effets liés la mise en place des nouvelles technologies en matière d'amélioration du mieux vivre ensemble.

Pour la conception du projet de territoire, la Métropole s'appuiera sur une équipe pluridisciplinaire pilotée par un urbaniste, recouvrant les champs de l'urbanisme et l'aménagement du territoire, le paysage, l'environnement, l'économie territoriale, la sociologie, la programmation urbaine et les mobilités. Une consultation nationale d'équipes pluridisciplinaires a été engagée en avril 2015. L'équipe en charge de l'élaboration du projet sera retenue courant octobre 2015 et accompagnera la Métropole durant environ 3 ans.

Pendant l'élaboration du projet, il est prévu que les communes soient étroitement associées dans le cadre de 2 instances principales :

- des Ateliers de travail organisés par secteur du SCoT avec les élus municipaux, visant à construire collectivement et pas-à-pas le projet de territoire,
- la Conférence des Maires, où seront débattues et soumises pour validation les principales étapes du projet.

La population sera largement consultée, notamment à travers une information régulière effectuée sur de multiples supports et la tenue de réunions dans les communes.

Le 1<sup>er</sup> temps de maturation de la réflexion se déroulera sur une période d'environ 10 mois, d'octobre 2015 à juillet 2016. Ces études sont destinées à nourrir l'ensemble des réflexions et des démarches de planification et de programmation de la Métropole. La révision du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), du PCEAT (Climat, Air, Énergie), du PLH (Habitat), du PDU (Déplacement) et élaboration du PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) seront les premières étapes de traduction de ce projet de territoire.

Le projet de territoire s'enrichira lui-même tout au long de ces démarches intégrées, au travers des réflexions qu'elles susciteront, dans un même objectif : favoriser le mieux vivre ensemble et l'attractivité du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet Montpellier Métropole Territoires ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



## **AFFAIRE N°8 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2014, RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte : Conformément aux articles L. 2121-14 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif. Le Conseil en application des dispositions susvisées élit Madame Catherine DARDE en tant que Présidente de séance.

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président délégué aux finances rapporte le Compte Administratif de l'exercice 2014, dressé par Monsieur Saurel, Président.

Monsieur le Président de la Métropole se retire.

La Présidente de séance :

**I-** donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2014, lequel est résumé par les tableaux ci-joints,

**II-** constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour les comptabilités annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable, la stricte concordance avec le compte de gestion pour l'ensemble des données relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

**III -** reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

**IV-** déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2014, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle pas de réserve,

**V -** arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

Au titre de l'exercice 2014, les services publics des transports urbains, de l'eau et de l'assainissement ont été exploités dans le cadre de contrats de délégation de service public. Il en a été de même pour l'unité de méthanisation Ametyst, la patinoire Vegapolis, le Corum et le Zenith, l'Aquarium Mare Nostrum, le Marché d'Intérêt National ;

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports des délégataires au titre de l'année 2014, annexés au présent Compte Administratif, sont soumis à l'examen de l'assemblée délibérante, qui doit en prendre acte.

### **BUDGET PRINCIPAL**

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>	<b>Restes à</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellés</b>	<b>l'exercice 2014</b>	<b>réaliser</b>
001	Résultat d'investissement reporté	83 556 687,91	
900	Services généraux	3 707 035,01	1 674 757,27
901	Sécurité et salubrité publiques	51 965,24	60 179,62
903	Culture	9 111 485,55	2 375 063,94
904	Sport et jeunesse	7 589 106,08	5 510 444,81
907	Logement	8 795 707,83	703 303,00
908	Aménagement services urbains environnement	91 802 577,68	11 664 880,65
909	Action économique	21 678 250,53	1 099 613,71
910	Opérations patrimoniales	62 624 778,26	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	48 888 171,33	10 500,00
912	Dotations, subventions et participations	13 974 574,34	0,00
914	Transferts entre sections	14 625 680,61	0,00
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>366 406 020,37</b>	<b>23 098 743,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>389 504 763,37</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2014	réaliser
900	Services généraux	297 408,00	0,00
901	Sécurité et salubrité publiques	0,00	0,00
903	Culture	289 756,92	0,00
904	Sport et jeunesse	1 260 558,93	0,00
907	Logement	6 221 376,00	302 124,00
908	Aménagement-services urbains-environnement	28 169 781,82	50 010,31
909	Action économique	2 499 074,71	319 898,20
910	Opérations patrimoniales	62 624 778,26	
911	Dettes et autres opérations financières	63 991 217,48	22 427 000,00
912	Dotations, subventions & participations	86 657 063,35	
914	Transferts entre sections	41 027 812,54	
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>293 038 828,01</b>	<b>23 099 032,51</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>316 137 860,52</b>	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2014	réaliser
920	Services généraux	24 234 623,34	2 500,00
921	Sécurité et salubrité publiques	15 873 634,67	0,00
922	Enseignement - formation	11 848 186,80	0,00
923	Culture	52 317 764,75	0,00
924	Sport et jeunesse	31 332 572,27	1 500,00
927	Logement	58 620,00	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	150 017 315,41	192 083,42
929	Action économique	8 804 694,23	396 750,00
931	Opérations financières	27 847 819,07	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	34 030 052,91	0,00
934	Transferts entre sections	41 027 812,54	
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>397 393 095,99</b>	<b>592 833,42</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>397 985 929,41</b>	

TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2014	réaliser
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	17 449 568,88	
920	Services généraux	2 009 403,33	0,00
921	Sécurité et salubrité publiques	572 656,63	0,00
922	Enseignement - formation	9 618 585,00	0,00
923	Culture	4 444 706,35	0,00

924	Sport et jeunesse	3 500 150,63	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	14 030 525,06	0,00
929	Action économique	5 913 727,91	0,00
931	Opérations financières	1 080 269,66	0,00
932	Dotations et participations non affectées	75 322 215,00	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	338 978 041,27	0,00
934	Transferts entre sections	14 625 680,61	0,00
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>487 545 530,33</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>487 545 530,33</b>	

**Le résultat brut global 2014 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 12 428 315,52 euros.** Ce résultat enregistre l'apurement du compte 1069 par opération d'ordre non budgétaire conformément à la délibération n°12365 du 31 juillet 2014. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 11 835 771,61 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2013	Apurement du compte 1069	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2014	Résultat de clôture 2014	Résultat de reports 2014	Résultat net 2014
Inv	-83 556 687,91	- 4 356 926,46		10 189 495,55	-77 724 118,82	289,51	-77 723 829,31
Fonct	101 002 966,71		83 553 397,83	72 702 865,46	90 152 434,34	-592 833,42	89 559 600,92
<b>TOTAL</b>	<b>17 446 278,80</b>	<b>- 4 356 926,46</b>	<b>83 553 397,83</b>	<b>82 892 361,01</b>	<b>12 428 315,52</b>	<b>-592 543,91</b>	<b>11 835 771,61</b>

#### **BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES**

<b>SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>
011	Charges à caractère général	1 500 582,91
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 292 818,66
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	417 493,31
65	Autres charges de gestion courante	107 097,50
66	Charges financières	17 787,59
67	Charges exceptionnelles	24 717,30
69	Impôt sur les bénéfices et assimilés	103 908,00
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>4 464 405,27</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 864 654,75
013	Atténuation de charges	45 016,11
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	5 047 393,91
75	Autres produits de gestion courante	16 615,90
77	Produits exceptionnels	269 457,47
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>9 243 138,14</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2014	
16	Emprunts et dettes assimilées	29 069,27	0,00
20	Immobilisations incorporelles	270,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	290 234,60	13 432,06
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>319 573,87</b>	<b>13 432,06</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>333 005,93</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2014	
001	Résultat d'investissement reporté	299 542,78	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	417 493,31	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>717 036,09</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>717 036,09</b>	

Le résultat brut global 2014 du Budget annexe des Services Funéraires, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, y compris les réserves, est de + 5 176 195,09 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 5 162 763,03 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2013	Réserves	Résultat de l'exercice 2014	Résultat de clôture 2014	Résultat reports 2014	Résultat net 2014
Inv	299 542,78		97 919,44	397 462,22	-13 432,06	384 030,16
Fonct	3 864 654,75		914 078,12	4 778 732,87	0,00	4 778 732,87
<b>TOTAL</b>	<b>4 164 197,53</b>	<b>0,00</b>	<b>1 011 997,56</b>	<b>5 176 195,09</b>	<b>-13 432,06</b>	<b>5 162 763,03</b>

#### **BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2014
011	Charges à caractère général	2 439 994,43
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 557 353,43
65	Autres charges de gestion courante	735 499,72
66	Charges financières	3 106 040,98
67	Charges exceptionnelles	70 008,78
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 784 718,32
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>16 693 615,66</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2014



002	Résultat de fonctionnement reporté	12 595 350,48
013	Atténuation de charges	112 990,77
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	19 558 731,18
74	Subventions d'exploitation	3 648 657,33
75	Autres produits de gestion courante	366 085,75
77	Produits exceptionnels	64 126,42
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 534 329,43
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>38 880 271,36</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2014	
001	Résultat d'investissement reporté	1 102 387,50	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 534 329,43	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 024 092,26	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 708 798,44	10 160,91
20	Immobilisations incorporelles	154 119,88	12 960,00
21	Immobilisations corporelles	41 848,44	6 680,95
23	Immobilisations en cours	14 041 041,42	1 688 019,58
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>24 606 617,37</b>	<b>1 717 821,44</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>26 324 438,81</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2014	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 784 718,32	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 024 092,26	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 475 980,70	0,00
13	Subventions d'investissement	635 338,71	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 024 092,26	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>13 944 222,25</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>13 944 222,25</b>	

**Le résultat brut global 2014 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, y compris les réserves, est de + 11 524 260,58 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 9 806 439,14 euros.**

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2013	Part affectée à l'investissement et Réserves	Résultat de l'exercice 2014	Résultat de clôture 2014	Solde des Reports 2014	Résultat net
Inv	-1 102 387,50		-9 560 007,62	-10 662 395,12	-1 717 821,44	-12 380 216,56

Fonct	16 071 331,18	3 475 980,70	9 591 305,22	22 186 655,70	0,00	22 186 655,70
-------	---------------	--------------	--------------	---------------	------	---------------

**TOTAL**    **14 968 943,68**        **3 475 980,70**        **31 297,60**            11 524 260,58        -1 717 821,44        9 806 439,14

**BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

<b>SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>
011	Charges à caractère général	3 259,04
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00
65	Autres charges de gestion courante	34 941,57
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>39 781,61</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	36 140,50
70	Vente de prod. Fab., prest. serv, marchandises	43 937,00
74	Autres subventions	5 140,00
77	Produits exceptionnels	355,69
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>85 573,19</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>	
21	Immobilisations corporelles	0,00	11 169,94
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>11 169,94</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>11 169,94</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES</b>		<b>Réalisations de</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>	
001	Résultat d'investissement reporté	6 281,72	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>7 862,72</b>	
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>7 862,72</b>	

**Le résultat brut global 2014 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 53 654,30 euros.** Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 42 484,36 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2013	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2014	Résultat de clôture 2014	Résultat reports 2014	Résultat net 2014
Inv	6 281,72		1 581,00	7 862,72	-11 169,94	-3 307,22
Fonct	36 140,50	0,00	9 651,08	45 791,58	0,00	45 791,58
<b>TOTAL</b>	<b>42 422,22</b>	<b>0,00</b>	<b>11 232,08</b>	<b>53 654,30</b>	<b>-11 169,94</b>	<b>42 484,36</b>

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE**

<b>SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>
011	Charges à caractère général	146 171,77
65	Autres charges de gestion courante	26 321,96
67	Charges exceptionnelles	288,38
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	42 702,08
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>215 484,19</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES</b>		<b>Réalisations de</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	109 006,98
70	Vente de produits fabriqués, prestations...	217 724,04
77	Produits exceptionnels	184,36
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	41 268,24
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>368 183,62</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>		<b>Réalisations de</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	
23	Immobilisations en cours	10 107,61	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	41 268,24	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>51 375,85</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>51 375,85</b>	

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES</b>		<b>Réalisations de</b>	<b>Restes à réaliser</b>
<b>Chap.</b>	<b>Libellé</b>	<b>l'exercice 2014</b>	
001	Résultat d'investissement reporté	7 000,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 369,89	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	42 702,08	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>60 071,97</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>60 071,97</b>	

**Le résultat brut global 2014 du Budget annexe de l'Eau Brute, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 161 395,55 euros.** En l'absence de restes à réaliser, le résultat net global de l'exercice est identique.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2013	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2014	Résultat de clôture 2014	Résultat reports 2014	Résultat net 2014
Inv	7 000,00		1 696,12	8 696,12	0,00	8 696,12
Fonct	119 376,87	10 369,89	43 692,45	152 699,43	0,00	152 699,43

<b>TOTAL</b>	126 376,87	10 369,89	45 388,57	161 395,55	0,00	161 395,55
--------------	------------	-----------	-----------	------------	------	------------

#### BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2014
011	Charges à caractère général	2 135 486,39
012	Charges de personnel et frais assimilés	392 740,37
65	Autres charges de gestion courante	220 000,00
66	Charges financières	106 186,81
67	Charges exceptionnelles	923,6
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 823 981,15
<b>TOTAL - DEPENSES</b>		<b>4 679 318,32</b>

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2014
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 156 262,36
013	Atténuation de charges	114 804,97
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	74 816,11
70	Vente de prod. fab., prest. serv. marchandises	5 955 950,04
75	Autres produits de gestion courante	309 480,49
77	Produits exceptionnels	166 384,53
<b>TOTAL - RECETTES</b>		<b>8 777 698,50</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2014	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	74 816,11	0,00
041	Opérations patrimoniales	244 876,94	0,00
13	Subventions d'investissement	1 200 135,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	499 559,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 726,72	21 750,00
21	Immobilisations corporelles	362,72	2 221,00
23	Immobilisations en cours	3 662 234,84	1 536 097,01
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>5 685 711,33</b>	<b>1 560 068,01</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)</b>		<b>7 245 779,34</b>	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2014	
001	Résultat d'investissement reporté	4 121,03	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 823 981,15	0,00
041	Opérations patrimoniales	244 876,94	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 077 824,75	0,00



13	Subventions d'investissement	1 080 332,76	0,00
27	Autres immobilisations financières	244 876,94	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>4 476 013,57</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)</b>		<b>4 476 013,57</b>	

**Le résultat brut global 2014 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 2 888 682,42 euros**, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 1 328 614,41 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2013	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2014	Résultat de clôture 2014	Résultat reports 2014	Résultat net 2014
Inv	4 121,03		-1 213 818,79	-1 209 697,76	-1 560 068,01	-2 769 765,77
Fonct	3 234 087,11	1 077 824,75	1 942 117,82	4 098 380,18	0,00	4 098 380,18
<b>TOTAL</b>	<b>3 238 208,14</b>	<b>1 077 824,75</b>	<b>728 299,03</b>	<b>2 888 682,42</b>	<b>-1 560 068,01</b>	<b>1 328 614,41</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2014 du budget principal et des budgets annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°9 : FINANCES – RÉPARTITION 2015 DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

Le montant des ressources du FPIC au niveau national a été déterminé par la loi de finances pour 2012 qui l'a institué. D'un montant de 150M€ en 2012, il a été porté à 360M€ en 2013 puis à 570M€ en 2014 et 780M€ en 2015.

Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et redistribuées entre elles selon des critères de richesse et d'effort fiscal et de revenu par habitant.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2015 s'élève à 9 923 441€, en hausse de 36,8% par rapport à 2014.

Selon la répartition de droit commun, notifiée par la préfecture de l'Hérault, les montants de FPIC pour 2015 s'établissent comme suit :

	<b>FPIC 2015</b>
<b>Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>4 738 851</b>

<b>Total communes</b>	<b>5 184 590</b>
Baillargues	80 913
Beaulieu	24 713
Castelnau le Lez	176 708
Castries	70 151
Clapiers	70 868
Cournonsec	33 846
Cournonterral	78 288
Le Crès	97 669
Fabrègues	67 921
Grabels	77 318
Jacou	72 280
Juvignac	90 500
Lattes	157 267
Lavérune	24 092
Montaud	12 979
Montferrier-sur-Lez	40 497
Montpellier	3 274 492
Murviel-lès-Montpellier	25 649
Pérols	87 319
Pignan	85 665
Prades-le-Lez	57 340
Restinclières	23 670
Saint-Brès	36 189
Saint-Drézéry	28 702
Saint Geniès des Mourgues	24 055
Saint Georges d'Orques	59 148
Saint Jean de Védas	77 496
Saussan	19 648
Sussargues	35 954
Vendargues	49 218
Villeneuve lès Maguelone	124 035

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) ainsi définie,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°10 : COHÉSION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE 2015-2020 DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONTRAT-CADRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la promulgation de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

A cette fin, elle prévoit l'élaboration puis la mise en œuvre d'un Contrat de ville de nouvelle génération pour la période 2015-2020 qui succède au contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).

Les nouveaux contrats de ville reposent sur les grands principes structurants suivants :

- un contrat adossé au projet de territoire porté par l'intercommunalité,
- un cadre unique pour les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique,
- une meilleure implication des politiques publiques de droit commun,
- une large mobilisation des acteurs (institutionnels, société civile et habitants des quartiers),
- un contrat calé sur le mandat municipal et mieux articulé avec les outils contractuels et de planification (PLH, CPER, programmation européenne,...).

En vertu de la loi dite « LAMY » précitée, Montpellier Méditerranée Métropole a pris la pleine et entière compétence en matière de politique de la ville, et est le pilote coordinateur de ce nouveau contrat de ville, en étroite association avec l'Etat et la Ville de Montpellier sur le territoire de laquelle se situent les 12 quartiers prioritaires retenus par l'Etat (décret du 30 décembre 2014) : Pompignane, Aiguelongue, Vert Bois, Celleneuve, Lemasson, Mosson, Près d'Arènes, Petit-Bard/Pergola, Cévennes, Figuerolles, Gély, Pas du Loup/Val de Croze.

Le contrat de ville cadre proposé à la validation du Conseil a été élaboré sur la base d'une démarche interinstitutionnelle impliquant de nombreux partenaires.

Conformément à la loi, il repose sur:

- 3 piliers : le développement de l'activité économique et de l'emploi, le cadre de vie et renouvellement urbain et la Cohésion sociale.
- 4 approches transversales : le soutien à la jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations auxquels il a été rajouté la lutte contre toutes les formes de communautarismes.

Il s'appuie sur les 7 pôles stratégiques métropolitains :

- la santé au sens de l'OMS ;
- le numérique dans le cadre de la dynamique French Tech
- le transport et les mobilités ;
- L'agro-écologie et l'alimentation ;
- le développement économique, le tourisme, et l'industrie ;
- la culture, le patrimoine, et l'université ;
- l'égalité des chances, le développement social, et la citoyenneté.

En ce sens, le contrat de ville se nourrit du projet social, économique et territorial métropolitain tout en l'irrigant lui-même par la prise en compte de préoccupations que la Métropole doit intégrer. Ces préoccupations s'expriment à travers 4 principes prenant en compte les quartiers prioritaires dans le projet métropolitain :

- une métropole qui intègre ;
- une métropole citoyenne ;
- des quartiers attractifs ;
- une métropole innovante.

A partir des problématiques identifiées au cours de la phase diagnostic et de réflexions partagés en groupe de travail avec les partenaires intéressés entre début février et mi-mars, les priorités stratégiques suivantes ont

été arrêtées :

1. **Rapprocher les activités économiques des quartiers.** Le développement économique dans et pour les quartiers prioritaires doit être significativement amplifié pour contribuer de manière volontariste à la création d'emplois. L'action déterminée des partenaires du contrat doit viser le développement de l'activité, au sein même des quartiers, ainsi qu'en greffe sur leurs franges et en confortement des pôles économiques qui les environnent.
2. **Responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion.** La lutte contre le chômage est un thème majeur. Une multitude de dispositifs existent dont les résultats peuvent être améliorés. Il convient d'une part de mettre en place une coordination des acteurs appuyée sur le pilotage du Contrat de ville et d'autre part de connecter toutes les démarches à l'économie réelle en impliquant activement l'écosystème économique. L'emploi et les richesses sont générés par les entreprises : les acteurs économiques doivent être associés pour renforcer l'insertion professionnelle des habitants, dans le cadre du Contrat de ville.
3. **Mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire.** Les opérations passées de renouvellement urbain ont montré toutes les difficultés et limites rencontrées pour mettre en œuvre le droit au logement pour tous à l'échelle communale ; promouvoir la mobilité résidentielle et assurer la mixité dans tous les territoires de la Métropole, voire jusque dans chaque résidence sociale, est une priorité forte du contrat de ville.
4. **Renforcer aussi la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège.** C'est une condition indispensable pour favoriser la réussite scolaire de tous les élèves et améliorer le vivre ensemble sur le terrain. Un engagement fort est nécessaire pour expérimenter l'adaptation de la carte scolaire sur un territoire à définir et mettre à disposition tous les moyens pour rendre attractifs les établissements concernés.
5. **Engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement.** Le nouveau projet national de renouvellement urbain, pour lequel la Mosson a été retenue par l'ANRU, doit être l'occasion de doter le quartier d'un projet de réinvestissement urbain susceptible d'accroître significativement sa mixité, la qualité de son cadre de vie, le « vivre ensemble » et son image. Les objectifs à atteindre sont nécessairement ambitieux : attractivité résidentielle et mixité sociale, intégration d'activités économiques et de services, greffe urbaine, intégration des équipements structurants et de proximité, réduction de la précarité énergétique, réaménagement des espaces publics et privés, liens avec l'environnement naturel et urbain du quartier. Outre ce projet, d'autres opérations de renouvellement urbain pourront concerner d'autres quartiers.
6. **Promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés.** Améliorer le « bien vivre ensemble » en luttant contre le sentiment d'insécurité, les actes d'incivilité et toutes les formes de communautarismes, par la présence sur le terrain et la mise en réseau d'une pluralité d'acteurs (médiateurs, policiers, agents des bailleurs...) ainsi que par la mise en place d'une gestion des espaces publics et privés performante qui responsabilise les propriétaires (bailleurs, copropriétés, collectivités...).
7. **Valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyens de la Métropole.** Les jeunes en priorité, doivent faire l'objet de toutes les attentions pour favoriser leur intégration dans la société et dans le territoire. Une politique intergénérationnelle attentive et coordonnée doit également permettre d'insérer durablement leurs parents, en particulier les femmes, celles et ceux qui ne maîtrisent pas la langue française ou se sentent exclus et qui n'accèdent pas aux droits. Les initiatives prometteuses doivent être favorisées, sachant que les quartiers regorgent de talents humains qui ne demandent souvent qu'à être entendus et valorisés.

Ces priorités sont déclinées de manière à aboutir à l'automne prochain à un plan d'actions pluriannuel, chiffré et cofinancé par les signataires du présent contrat de ville cadre, aux côtés de la Métropole : l'Etat, la Ville de Montpellier, le Département, la Région, la Caisse d'Allocations Familiales, le CCAS de la Ville de Montpellier, Pôle emploi, la Caisse des Dépôts et Consignations, les bailleurs sociaux, l'Agence Régionale de Santé, le Rectorat, le procureur de la République et les chambres consulaires.

Un schéma de gouvernance partenariale, valant à la fois pour l'élaboration du contrat de ville et sa mise en œuvre, a été adopté à l'occasion de l'installation d'un comité de pilotage le 17 décembre 2014. Coprésidé par le Maire de Montpellier et Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Préfet, ce comité de pilotage est composé de quatre collèges :

- le collège des partenaires publics ;
- le collège des acteurs de l'économie et de l'emploi ;
- le collège des partenaires publics de la cohésion sociale et du renouvellement urbain ;



- le collège des conseils citoyens.

Un comité des financeurs et des instances techniques sont en outre prévus dans ce schéma.

L'expertise territoriale et d'usage des conseils citoyens pour lesquels la Ville a délibéré le 22 janvier 2015 et qui seront mis en place d'ici début juillet, sera sollicitée pour la déclinaison opérationnelle territoriale de la stratégie retenue au titre du présent contrat de ville cadre.

Le suivi du contrat et son évaluation porteront en particulier sur le suivi des engagements des signataires, tout particulièrement en ce qui concerne l'affectation des crédits de droit commun pour les actions retenues. Au-delà du suivi des engagements financiers, des indicateurs seront mis en place pour mesurer la réalisation et les résultats obtenus par rapport aux enjeux définis dans le présent contrat et des actions précises définies avant l'automne. Ils pourront donner lieu à une évaluation à mi-parcours pour, le cas échéant, ajuster la stratégie d'intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de contrat de ville / contrat-cadre 2015-2020 de Montpellier Méditerranée Métropole annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président à signer toute charte ou convention avec les partenaires souhaitant s'associer à la dynamique du contrat de ville,
- autoriser Monsieur le Président à signer le contrat de ville cadre 2015-2020 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°11 : COHÉSION SOCIALE – POLITIQUE DE LA VILLE - ADHÉSION À L'ASSOCIATION VILLES ET TERRITOIRES LANGUEDOC-ROUSSILLON - CENTRE RESSOURCE RÉGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE - APPROBATION**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale du 21 février 2014 dite loi « Lamy » a réformé en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à élaborer un contrat de ville unique et global, piloté et coordonné par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le contrat cadre est proposé à l'approbation de ce même Conseil de Métropole, dans le cadre d'une délibération distincte.

Le Centre de Ressources Régional Politique de la Ville Languedoc-Roussillon a été mis en place en janvier 2012 à l'initiative des services de l'Etat en région et des professionnels concernés après une phase de préfiguration de 6 mois. Il existe en France 19 centres de ressources similaires qui interviennent à l'échelon régional. Les premiers centres ont été créés au début des années 1990. Ils couvrent actuellement près de 80% des territoires ayant un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Dénommé « Villes et territoires LR », le centre de ressources Languedoc-Roussillon mène plusieurs missions :

- information : site internet, lettre d'information, relais documentaire ;
- formation des acteurs de la politique de la ville, notamment des collectivités : cycle de formation, journées thématiques ;
- mise en réseau de ces mêmes acteurs à travers des journées d'échanges, visites de sites et rencontres partenariales ;
- production d'une connaissance territorialisée dans un rôle d'observatoire.

Le centre de ressources LR est constitué sous forme associative avec un conseil d'administration dans lequel les financeurs, notamment la Métropole depuis l'an dernier, ont une place particulière.

En 2014, vingt conférences et groupes de travail, ont été organisés par « Villes et territoires LR », et ont contribué à une meilleure appréhension de la réforme de la politique de la ville par les collectivités. Ils ont porté sur diverses thématiques comme la nouvelle programmation européenne en lien avec la politique de la ville ou l'observation des territoires prioritaires.

Pour le premier semestre 2015, 11 conférences et groupes de travail ont eu lieu avec pour thématiques notamment le développement économique et l'emploi dans les quartiers prioritaires ou la gestion urbaine de proximité.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion à cette structure dont de nombreuses autres collectivités et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

(EPCI) en région sont déjà membres.

Le montant de la participation des communes et/ou des EPCI est fixé au prorata de la population, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole une subvention de 8 000€ au titre de l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Villes et Territoires Languedoc-Roussillon pour l'année 2015 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°12 : COHÉSION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPEL À PROJETS TRANSITOIRE 2015 DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Les contrats urbains de cohésion sociale mis en place en 2007 sont arrivés à échéance au 31 décembre 2014. La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine fixe les principes de la nouvelle politique de la ville dont les contrats de ville sont le cadre d'action pour la période 2015-2020.

Localement, l'élaboration du contrat de ville a été engagée sous le pilotage et la coordination de Montpellier Méditerranée Métropole, en très étroite collaboration avec l'Etat et la Ville de Montpellier, sur la base d'un projet territorial intégré. Ce projet s'appuie sur un diagnostic partagé conduisant à la définition d'enjeux territoriaux et d'axes stratégiques. La rédaction du contrat de ville a demandé un travail de conception et de concertation avec les partenaires concernés de plusieurs mois qui aboutit ce jour à un contrat cadre dont l'approbation est proposée à l'ordre du jour du présent Conseil dans le cadre d'une délibération distincte.

Sans attendre la signature du nouveau contrat de ville et de son avenant à l'automne qui doit préciser les pistes d'actions définies dans le contrat cadre, les partenaires de l'ancien Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2014 ont décidé en novembre 2014 de relancer, de manière transitoire pour 2015, un appel à projets auprès des acteurs de terrain, essentiellement associatifs, oeuvrant dans les quartiers prioritaires. Il s'agissait d'éviter les ruptures de financement préjudiciables au déroulement d'actions pertinentes pour les habitants des quartiers et de ne pas fragiliser le secteur associatif qui représente sur les quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier plus de 1300 emplois.

Cet appel à projets était destiné aux opérateurs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires retenus dans le cadre du Contrat de ville de Montpellier : Mosson, Celleneuve, Petit Bard/Pergola, Cévennes, Pas du Loup-Val de Croze, Gély, Figuerolles, Vert-bois, Aiguelongue, Pompignane, Près d'Arènes et Lemasson.

Il a été conçu comme un moyen d'impliquer les porteurs de projet dans l'élaboration du contrat de ville. Les associations étaient invitées à répondre à l'appel à projets en indiquant en quoi leurs propositions s'inscrivent dans la dynamique nouvelle du contrat de ville, dans les territoires et thématiques prioritaires. Les projets déposés devaient ainsi décliner les 3 piliers du Contrat de ville (Cohésion sociale, cadre de vie et renouvellement urbain, développement de l'activité économique et de l'emploi) et les 3 axes transversaux (jeunesse, égalité hommes/femmes, lutte contre les discriminations).

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 98 projets (contre 50 en 2014), pour un montant total de 435 607 € (contre 180 336 € en 2014).

Ces projets ont été instruits de manière coordonnée par les services de l'ensemble des partenaires financeurs en fonction des critères retenus en commun : réponse au besoin avéré du territoire, impact attendu sur les publics bénéficiaire, partenariat mobilisé, savoir-faire de l'opérateur...

Dans ce contexte, il est proposé que la Métropole apporte son soutien à 33 projets proposés par 27 associations pour un total de 132 000 € de subvention, dont 90 000 € relevant du domaine de l'emploi et de l'insertion.

Nom de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée
<b>Insertion professionnelle et Emploi</b>		

Association Euro-méditerranéenne pour le Travail et les Echanges (AETE)	Animation Territoriale Mosson	7 500 €
Association Euro-méditerranéenne pour le Travail et les Echanges (AETE)	Le Printemps de la création d'entreprise	3 000 €
Boutique de GEstion Montpellier	Service d'amorçage de projet	14 500 €
Ass. pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE)	Accompagnement renforcé des porteurs de projet	10 000 €
UNI'CITE	Programme de service civique	20 000 €
Centre APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Webaction - médiation emploi	5 000 €
Comité de quartier Paillade	Zup de com	3 000 €
FACE Hérault	Entreprises et quartier en ZFU	10 000 €
FACE Hérault	Diagnostic emploi-métier	5 000 €
Fédération des Entreprises d'Insertion	Créer son entreprise dans les quartiers	5 000 €
H2M (Haut De Massane)	Tremplin pour l'emploi	7 000 €

#### Accès aux droits

Adages/MDL	Action de médiation linguistique sur le logement	2 500 €
UDAF 34	Médiation locative Cévennes	2 500 €

#### Amélioration de la vie quotidienne des habitants

Ass. Nationale Compagnon Bâisseurs LR	Ateliers de Quartier - Chantiers d'auto-réhabilitation	8 000 €
Ass. Nationale Compagnon Bâisseurs LR	Espace ressource habitat	2 500 €
CLCV - union locale	Accompagnement des habitants du quartier petit Bard	1 000 €
CLCV - union locale	Accompagnement des habitants du quartier Cévennes	1 000 €
Justice Pour le Petit Bard	Accueil Solidarité Médiation des Habitants	1 500 €

#### Apprentissage du français

Boutique d'Ecriture &CO	Citoyenneté et apprentissage du français	1 000 €
Tin Hinan	Vers une intégration sociolinguistique réussie	3 000 €

#### Culture

Accord production	Festival 2+2=5	1 000 €
Cie Didier Théron	Paillade Vive	450 €
i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté (i.PEICC)	Tiers lieu culturel	1 000 €
L'Ateline	Na Capa Tanta	2 050 €
PLUX	District Danse	1 000 €
Solidarité DOM TOM	La mobilité par la culture et le jeu	2 000 €

#### Education

Boutique d'Ecriture &CO	Education parentalité	2 000 €
-------------------------	-----------------------	---------

#### Promotion de la citoyenneté

Association Jeunes Phobos Paillade Nord (AJPPN)	Accès des jeunes à la vie de la cité	1 500 €
i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté (i.PEICC)	Université du citoyen	1 000 €
UFOLEP 34	Sport Citoyen 11-17 ans	1 000 €
<b>Santé</b>		
Aqualove Sauvetage	Devenir secouriste	1 000 €
comité départemental sport adapté de l'Hérault (CDSAHA)	Sport insertion handicap	1 000 €
Institut de victimologie LR	accompagnement psychologique de jeunes	4 000 €
<b>TOTAL APPEL A PROJET 2015</b>		<b>132 000 €</b>

Les subventions accordées par la Métropole et par la Ville de Montpellier, vont permettre l'engagement des autres signataires du Contrat de ville : Etat, Département et Caisse d'Allocations Familiales. Ainsi l'ensemble des crédits apportés au titre du Contrat de ville s'élèverait à environ 2,2 millions d'euros pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 et 936 ;
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacune des structures bénéficiaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°13 : COHÉSION SOCIALE – ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE - MÉTIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, souhaite soutenir un chantier d'insertion novateur. Ce chantier est tourné vers les métiers de la communication et du tertiaire ; et présente l'intérêt d'offrir davantage de mixité que les habituels chantiers dans les métiers du bâtiment. Pour pré-professionnaliser aux métiers du tertiaire, il s'appuie sur la réalisation d'actions de communication au service des communes de la Métropole et de Montpellier Méditerranée Métropole elle-même.

Ainsi, dans le cadre de sa compétence "Insertion par l'économie", Montpellier Méditerranée Métropole a déjà apporté son soutien à l'action en 2010/2011 avec une subvention de 30 000 € et 12 000 € de prestations de communication, puis en 2011/2012 avec une subvention de 30 000 € et 8 000 € de prestations de communication, puis en 2012/2013 avec une subvention de 15 000 € accompagné d'un co-financement du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire) dans le cadre du PLR (Programme Local de Redynamisation) de 15 000 € et 4 000 € de prestations de communication, puis en 2013/2014 avec une subvention de 15 000 € accompagnée d'un co-financement du FNADT dans le cadre du PLR de 15 000 €.

Au titre du soutien accordé en 2014, sur 24 bénéficiaires de l'action: 4 personnes sont sorties vers un emploi durable (1 CDI, 2 CDD supérieurs à 6 mois et une création d'entreprise), 5 vers un emploi de transition (CDD ou période d'intérim de moins de 6 mois, contrats aidés). Par ailleurs, 14 bénéficiaires ont suivi une formation qualifiante en cours de chantier d'insertion.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accorder à nouveau son soutien à cette action, pour la cinquième année consécutive, par une subvention de 15 000 € avec un co-financement de 15 000 € du FNADT obtenu dans le cadre de la signature du PLR.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :



- DIRECCTE : 184 536 euros, (dont salaires, CDDI, FDI)
  - Département de l'Hérault : 68 200 euros,
- Vente de produits / Prestations de services : 28 084 euros,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 euros,
- Le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire : 15 000 euros.

Les travaux prévus sur 12 mois comprennent la réalisation de documents administratifs, de supports de communication et participation au montage et à l'accueil d'événements publics.

Il est prévu que chaque salarié alterne à différents postes de travail et découvre, ou se perfectionne, sur l'ensemble des techniques mises en œuvre sur le chantier.

Ce chantier permettra de créer 11 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de six mois renouvelable. Le chantier pourra ainsi bénéficier à près de 22 personnes.

Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers du tertiaire et de la communication. Sont principalement visés les métiers du secrétariat, d'agent d'accueil, agent administratif, et d'aide comptable. Le chantier est un support pédagogique dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi où il s'agit de déceler, de faire grandir, de renforcer, les compétences techniques initiales des personnes qui seront recrutées. Le but est d'améliorer leur champ de compétences, vers des métiers dont les exigences technologiques évoluent sans cesse. Le salarié est au centre du dispositif, il participe à sa reconstruction sociale et professionnelle dans le cadre du chantier.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget de 310 820 euros sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Le Passe Muraille une subvention de 15 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion « Métiers du tertiaire et de la communication » sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°14 : HORS COMMISSION – BUREAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ÉLECTION DU 19ÈME VICE-PRÉSIDENT**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Sur proposition du Président, le Conseil est appelé à élire le 19<sup>ème</sup> Vice-Président, membre du Bureau, suite à l'élection du nouveau Conseil Municipal de la commune de Pignan et de ses deux représentants au sein du Conseil de la Métropole, dans le cadre du mode de scrutin par fléchage.

L'ordre d'élection des membres du Bureau constitue l'ordre du tableau.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-7 et L.5211-2, chaque membre du Bureau doit être élu au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Pour cette élection, il est pris acte des candidatures après présentation de l'affaire.

La candidature de Madame Michelle CASSAR est proposée par Monsieur le Président. Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder dans les conditions définies ci-dessus à l'élection du 19<sup>ème</sup> Vice-Président et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'Assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Présents (émargement dont pouvoirs) : 85

Votants : 80

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral) : 4

Bulletins blancs : 5

Suffrages exprimés : 71

Majorité absolue : 36

Madame Michelle CASSAR est élue 19ème Vice-Présidente avec 71 voix.

**AFFAIRE N°15 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OR (SYMBO) - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or a pour missions les compétences suivantes :

La gestion des compétences exercées à l'échelle du bassin versant ou de la zone humide de l'étang de l'Or :

- réflexion et concertation, études globales, animation, coordination, suivi et évaluation :

\* de la politique globale de l'eau et des milieux aquatiques, à l'échelle du bassin, schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan d'actions de prévention contre les inondations,

\* des actions de conservation, de la biodiversité à l'échelle de la zone humide de l'étang de l'Or ;

- dans ces domaines de compétences et champ territoriaux :

\* participation aux réseaux nationaux et internationaux des gestionnaires des milieux aquatiques et ressources naturelles,

\* sensibilisation et information au public.

La gestion, le fonctionnement et l'entretien des ouvrages hydrauliques départementaux permettant de réguler les apports d'eau douce et salée de l'étang de l'Or.

A la suite du renouvellement du Conseil et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et aux statuts de ce Syndicat Mixte, le Conseil a procédé à l'élection au scrutin secret des six représentants titulaires et six représentants suppléants de la Métropole en séance du 19 mai 2014 par délibération n°12235, complétée par délibération n°12359 du 19 juin 2014.

<u>Représentants titulaires :</u>	<u>Représentants suppléants :</u>
R.REVOL	G.PASTOR
L.JAOUL	P.DUDIEUZERE
JL.MEISSONNIER	K.PHOUTTHASANG
S.JANNIN	P.KRZYZANSKI
S.TORTORICI	P.BONNAL
JP. RICO	A.MOYNIER

Il est proposé au Conseil de procéder à l'élection d'un nouveau représentant titulaire en lieu et place de Monsieur Sauveur TORTORICI, qui ne souhaite plus siéger au sein de l'assemblée délibérante de cette structure, selon les mêmes modalités que celles évoquées ci-dessus.

La candidature de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES est proposée par Monsieur le Président. Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection d'un représentant titulaire au sein du SYMBO dans les conditions mentionnées ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- confirmer l'ensemble des autres représentants de la Métropole ;

- autoriser M. le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'Assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Présents (émargement dont pouvoirs) : 85

Votants : 81

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L.65 et L.66 du Code électoral) : 3

Bulletins blancs : 0

Suffrages exprimés : 78

Majorité absolue : 40

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est élue en qualité de représentante titulaire au sein du SYMBO, avec 78 voix.

#### **AFFAIRE N°16 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DU LEZ (SYBLE) - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat mixte du Bassin du Lez (SYBLE) a pour compétence de gérer les volets « animation et études d'intérêt général » pour la mise en œuvre des plans d'action du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez Mosson Etangs Palavasiens et du programme d'actions et de prévention des inondations (PAPI) :

- animation et coordination des actions du SAGE et du PAPI
- maîtrise d'ouvrages des études globales inscrites aux programmes d'actions du SAGE et du PAPI.

A la suite du renouvellement du Conseil, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et aux statuts de ce syndicat, le Conseil a procédé à l'élection au scrutin secret et en son sein des représentants de la Métropole au sein du Comité Syndical du SYBLE.

Les huit représentants titulaires et les huit représentants suppléants élus en séance du 19 mai 2014, par délibération n°12236 sont les suivants :

<u>Représentants titulaires :</u>	<u>Représentants suppléants :</u>
C.MEUNIER	T.BREYSSE
JM.LUSSERT	M.CASSAR
M.FRAYSSE	R.CAIZERGUES
T.DEWINTRE	I.TOUZARD
R.REVOL	JL.SAVY
JP.RICO	N.SEGURA
S.TORTORICCI	M.BODKIN
S.JANNIN	J.VERA

Monsieur Michel FRAYSSE ne souhaitant plus être délégué titulaire au sein du Comité Syndical et Madame Maud Bodkin ayant manifesté son souhait de ne plus siéger au sein de cette assemblée délibérante, il est proposé de procéder à l'élection d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, au scrutin secret.

Le Président propose la candidature de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de représentante titulaire, et celle de M. Michel FRAYSSE en qualité de représentant suppléant.  
Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein du SYBLE et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer l'ensemble des autres représentants ;
- autoriser M. le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'Assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Présents (émargement dont pouvoirs) : 85  
Votants : 76  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral) : 0  
Bulletins blancs : 0  
Suffrages exprimés : 76  
Majorité absolue : 39

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES et M. Michel FRAYSSE sont élus avec 76 voix, respectivement en qualité de représentante titulaire et en qualité de représentant suppléant au sein du SYBLE.

**AFFAIRE N°17 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS-LANGUEDOC (SBL) - REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE - ÉLECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) assure à la carte les missions de protection et d'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable pour les communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan, Frontignan, Balaruc-les-bains, Balaruc-le-Vieux, Agde, Marseillan, Pinet, Bouzigues, Gigan, Mèze Loupian, Mireval, Montbazin, Poussan, Sète, Vic-la-Gardiole et Villeveyrac.

A la suite du renouvellement du Conseil, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et aux statuts de ce syndicat, le Conseil a procédé à l'élection au scrutin secret et en son sein des représentants de la Métropole au sein du Comité Syndical.

Conformément à l'article L.5711-1 alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales peuvent être désignés au Comité syndical, les conseillers métropolitains et les conseillers municipaux des communes membres.

Les 18 représentants titulaires et les 18 représentants suppléants élus en séance du 19 mai 2014, par délibération n°12238 sont les suivants :

Représentants titulaires :

J.MARTINIER  
JM.ALAUZET  
R.ILLAIRE  
G.NURIT  
R.MARTY  
T.BREYSSE  
F.PETIT  
R.CAIZERGUES  
I.TOUZARD  
R.REVOL  
M.CASSAR  
S.CINCON  
J.VERA  
R.CELIE  
H.FONTVIEILLE  
I.GUIRAUD  
JF.AUDRIN  
J.HARDEMAN

Représentants suppléants :

T.VIDAL  
JO.JOB  
M.IMZOURH  
N.BOUZEREAU  
T.AUGUST  
M.ALBERT  
JP.WEBER  
P.LENOIR  
A.VALLETTE-VIALLARD  
M.BATITI  
J.BIEGEL  
D.DELAUZE  
A.ROUX  
N.SOLBES  
P. De BOISGELIN  
D.SCIALOM  
G.EVOUNA NGUEMA C.CHOMEL

Madame EVOUNA NGUEMA de la commune de Saint-Georges-d'Orques ne souhaitant plus être déléguée suppléante au sein du Comité Syndical, il est proposé de procéder à l'élection d'un délégué suppléant, au scrutin secret.

La candidature de M. André COEURVEILLE de la commune de Saint Georges d'Orques est proposée par Monsieur le Président. Aucune autre candidature n'est proposée.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection d'un représentant au sein du SBL ;
- confirmer les autres représentants titulaires et suppléants ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'Assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Présents (émargement dont pouvoirs) : 85

Votants : 79

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral) : 5

Bulletins blancs : 1

Suffrages exprimés : 73

Majorité absolue : 37

M. André COEURVEILLE de la commune de Saint Georges d'Orques est élu en qualité de représentant suppléant au sein du SBL, avec 73 voix.

**AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - NOUVELLES DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Sur proposition du Président, il est proposé de procéder à la désignation de nouveaux représentants titulaires et suppléants de la Métropole au sein des organismes mentionnés dans le tableau ci-dessous.

<b>Organismes</b>	
GIP DSUA (Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier)	1 représentant suppléant
CRADT (Conférence Régionale de l'Aménagement et du Développement du Territoire)	1 représentant titulaire
Commission Locale de l'Eau	1 représentant titulaire
Collège Fontcarrade	1 représentant titulaire
ADIL (Association Départementale Information Logement)	1 représentant titulaire

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

<b>Organismes extérieurs</b>	<b>Représentation actuelle</b>	<b>Propositions</b>
GIP DSUA (Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier)	Mme Bouallaga, représentante suppléante au sein de l'Assemblée Générale	Mme Miralles
CRADT (Conférence Régionale de l'Aménagement et du Développement du Territoire)	M. Lévit, représentant titulaire	Mme Jannin
Commission Locale de l'Eau	M. Martinier, représentant titulaire	Mme Galabrun-Boulbes
ADIL		M. Ségura

Collège Fontcarrade	Mme BOUALLAGA, représentante titulaire	M. Di Ruggiero

Aucune autre candidature n'est proposée.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder à aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Métropole au sein des différents organismes extérieurs tels que mentionnés ci-dessus ;
- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°19 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ - MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La composition des commissions de travail chargées d'étudier les questions soumises au Conseil a été entérinée par le Conseil lors de sa séance du 31 mars 2015, ce par la délibération n°12895.

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'inscription d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- entériner la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser M. le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLÉ AVEC LES COMMUNES - VOLET OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°1 - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers constituent l'avenant n°1 à la convention initiale signé en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des communes de Grabels, Villeneuve lès Maguelone et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les avenants n°1 aux conventions de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Grabels et Villeneuve lès Maguelone ;

- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Grabels et Villeneuve lès Maguelone, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC ROUSSILLON - ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB) - EUSRL MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL (MAHB) - RAPPORTS D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

En application de l'article L. 243-5 du Code des juridictions financières, les rapports d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon concernant la gestion de l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball (MAHB), ainsi que la gestion de l'association Montpellier Handball (MHB) font l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 29 juin 2015. Ils sont joints à la convocation adressée à chacun de ses membres. Ces rapports donnent lieu à un débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon sur l'examen de la gestion de l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball (MAHB),
- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes de Languedoc Roussillon sur l'examen de la gestion de l'association Montpellier Handball (MHB),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

**AFFAIRE N°22 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ÉVOLUTION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12723 en date du 5 février 2015, le Conseil de Métropole a voté la création du Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole. Le Conseil de Développement a vu son rôle renforcé en un organe privilégié de la réflexion, de la prospective et de la concertation sur notre territoire.

Fort du succès des deux premières sessions plénières du Conseil, il convient d'adapter la constitution et le fonctionnement du Conseil en renforçant son rôle d'espace d'échanges et de débats sur les enjeux et les perspectives du bassin de vie de la Métropole.

Le Conseil de développement est composé d'acteurs issus d'horizons diversifiés institutionnels, sociétaux, professionnels et associatifs et s'articule autour d'une assemblée, de commissions thématiques de travail et d'un bureau qui évolueraient comme suit :

- l'assemblée passerait de 200 à 250 membres afin d'ouvrir celle-ci à un plus large panel d'acteurs ;
- les commissions thématiques corresponderaient aux piliers stratégiques de la Métropole: Santé, Développement numérique, Mobilité et Déplacement, Développement économique, touristique et industriel, Agro-Ecologie et Alimentation, Culture, Patrimoine et Université. Le septième pilier, Citoyenneté, Développement Social et Egalité des Chances, serait transversal à l'ensemble des commissions ;
- Le bureau serait composé d'une Présidente, d'un Vice-Président, relais de la Présidente et de douze animateurs de commissions.

Au-delà des thèmes définis, le Conseil de Développement aura la faculté de s'autosaisir de toute question d'intérêt général en lien avec les compétences de la Métropole.

Les règles de mandat des membres du Conseil de Développement restent inchangées et celui-ci durera le temps du mandat de l'exécutif de la Métropole. Les membres du Conseil de Développement sont bénévoles.

Le Conseil de Développement aura la charge de proposer une charte de fonctionnement ayant pour objet de

définir les modalités d'organisation des séances des commissions et du conseil afin de permettre la sérénité et la qualité des échanges et des débats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'évolution du nombre de membres, le mode d'organisation et de fonctionnement du Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 513 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISÉS PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1ER JUILLET 2015 ET LE 30 JUIN 2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Par délibération n°11748 du 25 juillet 2013, modifiée par la délibération n°12735 du 5 février 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a approuvé le cautionnement global des prêts contractés par l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier, devenu Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), entre le 1er août 2013 et le 31 janvier 2015. Cet accord a concerné 17 opérations, représentant 789 logements, pour un montant total d'emprunt de 79 681 788 €, garanti à hauteur de 100% par Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur la base du plan d'affaires d'ACM Habitat couvrant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, la CDC et le bailleur ont décidé de conclure une nouvelle lettre d'offre globale, regroupant l'ensemble des financements qui seront apportés par la Caisse des Dépôts et Consignation à l'organisme durant cette période. Celle-ci concerne la réalisation de 17 opérations prenant place dans les communes de Cournonsec, Grabels, Lattes, Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone, dont la liste prévisionnelle est annexée à la présente délibération, représentant 513 logements locatifs sociaux. Elle fait état de prêts pour un montant maximum de 53 255 819 €.

Dans ce cadre, la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est proposée à hauteur de 100% des emprunts à contracter par ACM Habitat auprès de la CDC, pour la durée totale des prêts, soit 40 ans pour les prêts PLUS et PLAI construction, et 50 ans pour les prêts PLUS et PLAI foncier, sans période de préfinancement. La garantie est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Aussi, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ACM Habitat, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques précises des prêts consentis par la CDC dans la cadre de la lettre d'offre sont annexées à la présente délibération. Le taux d'intérêt et de progressivité des prêts indiqués en annexe sont susceptibles d'évoluer en fonction de la variation du taux du livret A. Chaque contrat de prêt à intervenir entre ACM Habitat et la CDC dans le cadre de la lettre d'offre, devra être préalablement soumis pour avis à Montpellier Méditerranée Métropole, à qui il sera ensuite adressé copie dudit contrat signé.

ACM Habitat et la CDC pourront être amenés à modifier à la marge les opérations financées, ainsi que les montants versés, toujours à la baisse. Dans cette hypothèse, une nouvelle délibération devra être soumise à l'approbation du Conseil de Métropole, avant la fin de la validité de la Lettre d'Offre Globale, afin de prendre acte des opérations réellement financées et du montant des prêts effectivement émis dans le cadre de

celle-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole associée à la lettre d'offre globale qui sera accordée par la Caisse des Dépôts et consignations à ACM Habitat, pour une période de 12 mois, ainsi que la liste des opérations annexées à la présente délibération ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 53 255 819 €, représentant 100% des prêts qui seront consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à ACM Habitat, au titre de la lettre d'offre globale, et dont les caractéristiques sont annexées à la présente délibération, ainsi que l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur dans ce cadre ;
- actualiser son engagement aux termes d'une délibération rectificative au plus tard à l'issue de la durée de validité de la lettre d'offre dans l'hypothèse où des montants de prêts réalisés diffèrent à la baisse ou si une ou plusieurs opération(s) financée(s), et/ou des caractéristiques des prêts émis diffèrent des éléments mentionnés en annexe de la présente délibération ;
- approuver le projet de convention partenariale annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames R. ILLAIRE, C. LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES et Messieurs R. COTTE, A. EL KANDOUSSI, G. CASTRE, J.L. SAVY et B. TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – DÉMOLITION - RECONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX - OPÉRATION EUROMÉDECINE 2, RUES D. LARREY ET DE LA VALSIÈRE À MONTPELLIER - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et de la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Par délibération n°10197 du Conseil du 23 juin 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a garanti, dans le cadre d'un réaménagement global de prêts relatifs à des programmes de logements déjà livrés, les emprunts qui avaient été contractés par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) pour la construction de la résidence Euromédecine 2, située rues D. Larrey et de la Valsière à Montpellier (contrat n°1204203). Ce programme, composé de 26 logements locatifs sociaux, apparaît aujourd'hui vétuste et sa typologie inadaptée. Le bailleur projette ainsi, après sa démolition, la construction sur site de 39 nouveaux logements sociaux.

Selon l'article L 443-15-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'avis préalable des garants des prêts, tout comme celui du représentant de l'Etat dans le département et de la commune d'implantation, est requis pour la démolition d'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré. En cas d'avis favorables, le bailleur procèdera au remboursement anticipé du capital restant dû (1 031 122,86 € au 9 avril 2015), mettant fin à la garantie accordée par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la démolition par l'Office Public de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, de l'opération Euromédecine 2 située rues D. Larrey et de la Valsière à Montpellier ;
- autoriser monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « MAS COBADO » - TRANCHE 1 ET 2 - ZAC DES GRISETTES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale



dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 9 logements en location-accession, tranche 1 et 2, ZAC des Grisettes lot 5A1-5A2 à Montpellier. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un projet d'habitat participatif, permettant aux futurs habitants, regroupés en association et accompagnés par une assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée dans ce type de projets, de s'impliquer dans la programmation, la conception et la gestion de leur logement. Elle comprend au total 23 logements dont :

- 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI),
- 9 logements en accession social à la propriété (PSLA),
- 10 logements en accession libre.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 480 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	1 480 000 €
Durée :	32 ans maximum
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement :	25 ans
<b>Phase de mobilisation</b>	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondi au 1/100ème de point supérieur) + 1,30 %
Echéances :	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Périodicité des échéances :	trimestrielles
Versement des fonds :	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 200 000 €
<b>Phase de consolidation</b>	
Durée :	30 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
Amortissement du capital :	progressif
Conditions financières :	Idem phase mobilisation
Echéances :	Idem phase mobilisation
Périodicité des échéances :	Idem phase mobilisation
Remboursement anticipé :	Indemnité : 3% du capital remboursé par anticipation, sauf en cas de levée d'option accession Frais de gestion : 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 € Frais de dossier : 1 500 €

Au cas où PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses

lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 1 480 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Mas Cobado », tranche 1 et 2, ZAC des Grisettes lot 5A1-5A2 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre de Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « SAINT-ROCH » - RUE SAINT-CYPRIEN TOUREL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe Ciléo) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 8 logements en location-accession résidence « Saint-Roch », rue Saint-Cyprien Tourel à Montpellier. L'opération comprend également 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet « Jauré S. Architecte DPLG ».

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 830 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	830 000 €
Durée :	32 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement	25 ans
<b>Phase de mobilisation</b>	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondi au 1/100ème de point supérieur) + 1,30 %
Echéances :	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Périodicité des échéances :	trimestrielles
Versement des fonds :	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 100 000 €

Phase de consolidation	
Durée :	30 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
Amortissement du capital :	progressif
Conditions financières :	Idem phase mobilisation
Echéances :	Idem phase mobilisation
Périodicité des échéances :	Idem phase mobilisation
Remboursement anticipé :	Indemnité : 3% du capital remboursé par anticipation, sauf en cas de levée d'option accession Frais de gestion : 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 € Frais de dossier : 1 500 €

Au cas où PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 830 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 8 logements en location-accession, résidence « Saint-Roch », rue Saint-Cyprien Tourel à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre de Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « MADISON AVENUE » - VOIE MARCEL DASSAULT / AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 34 logements en location-accession, résidence « Madison Avenue », voie Marcel Dassault / avenue de l'Europe à Castelnau le Lez. Le projet, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pragma, a été conçu par le cabinet d'architecture Archiz. La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 4 350 000 € qu'il sollicite auprès du Grédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour

les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	4 350 000 €
Durée :	30 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
dont amortissement	23 ans
<b>Phase de mobilisation</b>	
Durée :	2 ans maximum
Conditions financières :	Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondi au 1/100ème de point supérieur) + 1,30 %
Echéances :	règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés
Périodicité des échéances :	trimestrielles
Versement des fonds :	en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 500 000 €
<b>Phase de consolidation</b>	
Durée :	28 ans maximum
dont différé d'amortissement :	5 ans
Amortissement du capital :	progressif
Conditions financières :	Idem phase mobilisation
Echéances :	Idem phase mobilisation
Périodicité des échéances :	Idem phase mobilisation
Remboursement anticipé :	Indemnité : 3% du capital remboursé par anticipation, sauf en cas de levée d'option accession Frais de gestion : 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 € Frais de dossier : 1 500 €

Au cas où PROMOLOGIS, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 4 350 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par PROMOLOGIS auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 34 logements en location-accession, résidence « Madison Avenue », voie Marcel Dassault / avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre de Crédit Foncier de France et PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE SOLSI » - 1 406 AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 56 logements sociaux, résidence « Le Solsi », 1046 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez. L'opération, comprend 41 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 15 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Jean-Paul GUEZ / Atelier d'architecture / Marc Galligani, architectes à Montpellier.

La SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 093 905 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 2 156 996 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 849 926 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 779 740 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 307 243 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 156 996 €	849 926 €	779 740 €	307 243 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.39 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.39 %</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			



Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
-----------------------------------	--------	--------	--------	--------

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE / Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 070 428,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 093 905 €, sollicités par la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 56 logements sociaux, résidence « Le Solsi », 1046 avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

N. SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre de sa politique de l'habitat. Elle est sollicitée par trois d'entre elles pour l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2015.

### **1- L'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL)**

L'ADIL, association loi 1901, a pour vocation d'offrir gratuitement au public un conseil personnalisé sur les questions juridiques, fiscales et financières relatives au logement et à l'habitat.

En 2014, 6 867 consultations ont été effectuées par l'ADIL pour des personnes demeurant dans la Métropole.

En 2015, l'ADIL fournira à la Métropole des données et analyses relatives à ses interventions dans le domaine de l'accession à la propriété et du logement des personnes défavorisées notamment (prêt à taux zéro, recours au droit opposable...).

### **2- L'Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault**

Le diagnostic du contrat de ville - contrat cadre 2015-2020 dont la signature doit intervenir début juillet a montré la nécessité de conforter le «parc social de fait», envisagé comme le parc de statut privé mais d'occupation sociale comparable à celle du parc HLM, au travers de différentes formules comme l'intermédiation locative, le mandat de gestion, le conventionnement ANAH...

Créée en 2007, l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) a pour objet de favoriser la location de logements à des personnes et familles à revenus modestes. La mission de l'association repose sur la prise en mandat de gestion de biens, dans le parc privé, dont les loyers sont situés entre 15% et 30% au-dessous du niveau du marché.

Les candidats à la location sont orientés vers l'association par les services sociaux et sont proposés pour attribution d'un logement à une commission composée des associations d'insertion par le logement partenaires de l'AIVS, du service Espace Logement du Département de l'Hérault et de la Caisse

d'Allocations Familiales de Montpellier.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole qui finance la rénovation du parc privé ancien, l'AIVS constitue un partenaire privilégié, venant renforcer le volet social des opérations engagées et notamment de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », relancée en décembre 2013. La médiation de l'AIVS constitue en effet un levier supplémentaire pour convaincre les propriétaires bailleurs de réhabiliter et de louer leur bien à un loyer modéré. Proposant des honoraires de gestion et de couverture d'impayés de loyers inférieurs à ceux pratiqués par une agence immobilière classique, elle offre aux propriétaires une solution locative sécurisée. Elle mobilise en effet les différentes aides possibles en cas de difficultés du locataire.

Au 31 décembre 2014, l'AIVS disposait de 68 logements en gestion sur la Métropole, soit 34% de son parc sur le Département. Pour l'année 2015, elle propose de mobiliser 10 logements supplémentaires sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

### **3 – L'association Consommation Logement Cadre de Vie – Union Locale (CLCV)**

La CLCV est une association de dimension nationale intervenant dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie pour la défense des consommateurs, des locataires, des copropriétaires et des usagers. Son action s'appuie sur un réseau d'associations locales, départementales et régionales.

Sur le territoire de la Métropole, la CLCV accompagne les particuliers dans le règlement de leurs litiges personnels et les informe sur des sujets de consommation variés dont le logement, notamment dans les quartiers concernés par le Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier ; elle représente les locataires au sein des différentes instances consultatives en matière d'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole. La CLCV participe ainsi aux travaux de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat qui statue pour avis sur l'attribution des aides à la rénovation de l'habitat privé de l'Agence Nationale de l'Habitat, déléguée à Montpellier Méditerranée Métropole.

Des conventions seront signées avec chacune des trois associations, qui préciseront les résultats attendus et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement une subvention de 4 500 €, à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault une subvention de 4 000 € et à l'association Consommation Logement et Cadre de Vie / Union Locale une subvention de 1 000 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 935, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°30 : LOGEMENT – OBSERVATOIRE DES COPROPRIÉTÉS - CONVENTION DE COFINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine marque une nouvelle étape de la politique de la ville conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. A cette fin, elle prévoit l'élaboration puis la mise en œuvre d'un Contrat de ville de nouvelle génération pour la période 2015-2020 qui succède au contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), acteur historique de la politique de la ville et du renouvellement urbain, intervient sur les volets développement économique et développement urbain des futurs contrats de ville, en matière d'expertise et de financement en vertu d'une convention d'objectifs signée le 18 juin 2014 avec l'Etat.

Le diagnostic du Programme local de l'habitat (PLH) 2013-2018 a mis en exergue le poids des copropriétés dans le parc de logement, qui représentent 70% des logements privés de la Métropole et comprennent plus de la moitié des logements potentiellement indignes du territoire.

L'outil statistique de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et du Ministère du logement indique que le département de l'Hérault est l'un des départements où le taux de copropriétés potentiellement fragiles est le plus important avec plus de 27%.

A lui seul, le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole regroupe 1485 copropriétés potentiellement fragiles.

Dans ce contexte le PLH 2013-2018 et le Plan Climat Energie Territorial, adopté le 6 février 2014, ont prévu, au-delà de l'achèvement des opérations déjà engagées, la mise en œuvre de nouvelles actions en direction des

copropriétés au moyen d'outils sur mesure proposés par l'Anah ou par l'ANRU.

Au préalable, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires doivent disposer d'une vision complète des copropriétés de son territoire à travers le déploiement d'un observatoire. Cet outil a pour objet de devenir un élément stratégique de l'intervention des pouvoirs publics sur les copropriétés dégradées ou susceptibles de l'être, afin de prioriser leurs interventions.

Par décision en date du 31 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a retenu la société URBANIS, pour un montant de 86 415 € H.T. sur 3 ans pour mettre en œuvre l'observatoire. Elle devra, en regard des objectifs, repérer, classer, selon leur état, les copropriétés (dégradées, fragiles, ...) et identifier les principales difficultés rencontrées (sociales, financières, techniques) mais également les potentiels de rénovation thermique envisageables notamment grâce à l'examen du bâti, des charges et de la consommation énergétique induite.

L'observatoire porte sur les copropriétés de plus de 50 logements construites avant 1982 et concerne l'ensemble du territoire métropolitain. Considérant la forte présence de copropriétés dégradées dans les 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville, il sera notamment particulièrement précieux pour le suivi du contrat de ville.

Au regard de ces éléments, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) propose d'intervenir financièrement, en complément de l'aide prévisionnelle de l'Anah de 41 650 €, à hauteur de 20 825 €, sous réserve de la signature d'une convention de cofinancement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de cofinancement de l'observatoire des copropriétés à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°31 : LOGEMENT – OBSERVATOIRE DES LOYERS DU PARC LOCATIF PRIVÉ - CONCOURS À L'AGENCE DÉPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE L'HÉRAULT**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte : Afin d'améliorer l'information du public, de disposer d'une connaissance du marché locatif privé précise, complète et homogène, et de pouvoir cibler plus finement les politiques publiques du logement, le Ministère du logement et de l'égalité des territoires a mis en place en 2013, à titre expérimental, un réseau national d'observatoire des loyers à l'échelle des agglomérations sur 19 sites pilotes, parmi lesquels l'agglomération de Montpellier ; l'objectif initial de l'Etat étant de déployer à terme l'observation des loyers sur l'ensemble du territoire national.

Grâce à son expérience acquise dans le cadre du suivi de l'observatoire départemental des loyers de l'Hérault, l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de l'Hérault (ADIL 34) a été retenue pour mettre en œuvre cette mission sur le périmètre initial de Montpellier Méditerranée Métropole, élargi à l'agglomération de Sète compte tenu des forts enjeux résidentiels auxquels est confrontée cette partie du territoire héraultais.

A l'occasion d'un comité de pilotage réuni en Préfecture à Montpellier en juillet 2014, les partenaires professionnels, institutionnels et associatifs ont pris connaissance des éléments permettant de qualifier le marché locatif 2013 du parc de logements privés de la Métropole de Montpellier. Ainsi, sur la base de plus de 10 000 références collectées auprès d'agences immobilières et de particuliers, le loyer médian observé en 2013 atteint 11,8 € / m<sup>2</sup>, ce montant de loyer fluctuant selon la typologie des logements, l'époque de construction et la localisation des biens.

Le résultat du traitement statistique de près de 11 000 références à l'issue de la campagne de collecte 2014 après d'agence immobilières et de particuliers doit être présenté lors d'un comité de pilotage reporté à l'automne. Pour rappel, le Conseil Communautaire a décidé par délibération en date du 31 juillet 2014 de participer à hauteur de 15 000 euros au financement de cet observatoire pour 2014.

La qualité et la diversité des variables collectées ainsi que la rigueur des analyses opérées font de l'observatoire des loyers du parc privé un outil de connaissance fin du marché locatif permettant d'orienter les politiques publiques en matière d'habitat et pour la Métropole un outil de suivi de son Programme Local

de l'Habitat.

Alors que s'engage la campagne de collecte 2015 des données utiles, il est proposé par la présente délibération de reconduire la participation financière de la Métropole de Montpellier à hauteur de 15 000 euros. Le financement de l'observatoire des agglomérations de Montpellier et de Sète est assuré par ailleurs par l'Etat pour un montant prévisionnel de 85 400 euros (65 000 euros en 2014) et par Thau Agglomération à hauteur de 2000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de l'Hérault une subvention de 15000 € pour la mise en œuvre de l'observatoire des loyers du parc privé 2015 sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 935 et que la subvention sera versée sous réserve de la signature de la convention fixant les engagements des parties;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention à intervenir avec l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de l'Hérault ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°32 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE VINGT-DEUX LOGEMENTS SITUÉS DANS HUIT COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %. Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-deux logements situés dans les communes de Castries, Le Crès, Fabrègues, Grabels, Lattes, Lavérune, Montpellier et Saint Geniès des Mourgues, pour un montant total de 89 409 €. Seize de ces logements sont occupés par des propriétaires ou locataires (cas particulier de l'adaptation au handicap) disposant de ressources modestes ou très modestes, et six seront loués après travaux. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés.

Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers à appliquer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement



subventionnée ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°33 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017- QUARTIERS SAINT GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur ».

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes, une subvention de 10 % du montant HT des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation de trois logements, dont un logement occupé par un propriétaire disposant de ressources très modestes et deux logements locatifs, pour un montant total de 12 700 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;

- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du conventionnement ;

- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°34 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DOUZE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :



- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant HT des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de neuf logements locatifs et trois logements occupés par des propriétaires aux ressources très modestes, pour un montant total de 57 410 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°35 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE MONTPELLIER 2010-2015 - COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE CINQ LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :  
Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes. Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires disposant de ressources très modestes et un logement locatif pour un montant total de 4 553 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°36 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC EXTENSION EUREKA - CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE DE DEUX EMPRUNTS À LA SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIERAINE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District de Montpellier a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants, à 95 hectares. Cette concession a son échéance en 2022.

Elle couvre un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- Le Parc d'activité Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire, les Ateliers Relais du Millénaire et le MIBI),
- Le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,
- L'extension du parc Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur une ZAC créée en 2008, visant l'accueil d'activités tertiaires d'affaires, de tertiaire technologique, d'activités mixtes, et de services aux entreprises, pour une SHON indicative de 250.000 m².

Au 31 décembre 2014, le foncier est maîtrisé à plus de 95%. Des fouilles archéologiques ont été menées sur la partie Verchant, et les travaux de viabilisation ont été engagés fin 2014. Le portage des acquisitions et des travaux de viabilisation conduit la SERM à solliciter deux emprunts à hauteur de 2 500 000 € chacun, soit un total de 5 000 000 €, pour une durée de 5 ans.

La convention d'aménagement prévoit, en son article 3, qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Métropole de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de la société Caisse d'Épargne.

. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- montant attribué : 2,5 M€,
- taux fixe de 1,34%
- Durée : 5 ans
- Pas de différé d'amortissement
- Échéances trimestrielles,
- Échéance constante
- Commission d'engagement : 0.10% du montant soit 2 500 €
- Remboursement anticipé : possible totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole: 80%

La SERM sollicite également la garantie de la Métropole de Montpellier sur un emprunt auprès de la société Crédit Agricole.

. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant attribué : 2,5 M€,
- Taux fixe : 1.30%
- Durée : 5 ans
- Deux ans de différé d'amortissement
- Échéances annuelles
- Frais de dossier : 1 000 €
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité

actuarielle.

- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Métropole de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 2,5 M€ sollicité parla SERM auprès de la banque CAISSE D'EPARGNE, soit 2 M€,
- garantir 80% de l'emprunt de 2,5 M€ sollicité parla SERM auprès de la banque CREDIT AGRICOLE, soit 2 M€,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Guiraud, Miralles et Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Trortorici et Krzyzanski ne prennent pas part au débat et ne participent au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°37 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT - RENOUVELLEMENT URBAIN - PRADES-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Commune de Prades-le-Lez, dans le cadre de son projet urbain, a décidé de lancer une intervention globale, dénommée « Renouvellement et Développement urbain du village » sur l'essentiel de la partie urbanisée du village concernant aussi bien le centre ancien que certains secteurs adjacents dont l'urbanisation constitue un élément indissociable et nécessaire du renouvellement du village.

L'ambition de la Collectivité, au travers de l'opération d'aménagement, est d'améliorer le cadre de vie général des habitants et usagers du village. Dans cette optique, trois objectifs ont été définis :

- réactiver et diversifier le marché du logement par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes, par des constructions neuves, et par la remise sur le marché de locaux vacants, ainsi que l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs en liens étroits avec les parties actuellement urbanisées du village ;
- revitaliser le commerce et l'artisanat, avec notamment le renforcement et l'adaptation de l'offre immobilière dans ce domaine ;
- répondre à la demande des habitants pour un cadre de vie de qualité, durable et attractif grâce à la création d'équipements de proximité, l'aménagement ou le réaménagement d'espaces publics et la mise en valeur du patrimoine.

L'ensemble des démarches à conduire pour atteindre ces objectifs conjugue des actions de développement urbain, de renouvellement urbain et de réhabilitation, des interventions foncières incluant le relogement des occupants, y compris les occupants professionnels, des études technico-financières et la coordination avec les promoteurs, constructeurs et acteurs divers du marché immobilier ; la réalisation de ces actions nécessitent enfin l'intervention des hommes de l'art et de divers corps de métiers ainsi que leur coordination.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération du Conseil Municipal du 12 mai 2005, la Commune de Prades-le-Lez a décidé de confier ces interventions à la SERM, via une convention publique d'aménagement signée le 16 juin 2005

Cette convention publique d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale

dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts : l'un d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole, l'autre de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises destinés au financement des travaux d'aménagement pour l'opération de renouvellement et de développement urbain de la commune de Prades-le-Lez qui prévoit au moins 25% de logements sociaux.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

- **1 M€ auprès du CREDIT AGRICOLE aux conditions suivantes :**
  - Taux fixe : 1.25%
  - Durée : 3 ans
  - Deux ans de différé d'amortissement
  - Échéances annuelles
  - Frais de dossier : 700 €
  - Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
  - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%
- **1 M€ auprès de la BANQUE POSTALE CREDIT ENTREPRISES aux conditions suivantes :**
  - Taux fixe : 1.22 %
  - Durée : 3 ans
  - Un an de différé d'amortissement puis amortissement constant
  - Échéance annuelle
  - Commission d'engagement : 0.1% soit 1 000 €
  - Possibilité de remboursement anticipé à chaque échéance d'intérêt pour tout ou partie du montant du capital moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
  - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé de garantir 80% des emprunts l'un d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole, l'autre de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% des emprunts l'un d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole, l'autre de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Guiraud, Miralles et Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Trortorici et Krzyzanski ne prennent pas part au débat et ne participent au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°38 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE - ZAC CANTAUSEL- SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 24 décembre 2004, la ville de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain sur le secteur prioritaire de développement de la Commune conformément aux grandes orientations d'aménagement définies dans le SCoT de l'Agglomération de Montpellier.

Cette opération d'aménagement « dite Aménagement du secteur Est du Territoire » dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération en date du 21 juin 2006.

Par délibération en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal a confirmé son intention de conduire le projet d'aménagement du secteur Est du territoire de Saint-Brès.

Le projet communal s'inscrit dans une perspective de croissance de population estimée à environ 3 600 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1400 logements à l'horizon 2025-2030, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de «Cantaussel », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Cette opération publique d'aménagement (25 ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2006, par la Commune en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- des équipements publics communaux (groupe scolaire) et communautaire (piscine Héraclès),
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Le projet s'inscrit parfaitement dans les orientations générales portées par le SCoT en mettant en œuvre les objectifs d'intensité (30 logements par hectare à l'échelle de l'opération) et de mixité urbaines prévus.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La Commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une Concession d'aménagement signée le 30 mai 2007.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contacter auprès du Crédit Foncier, destiné au financement des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement pour l'opération d'ensemble.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

Montant : 2 000 000 €

§ Taux : EURIBOR 6 M +1.07%

§ Option de passage à taux fixe contractuelle sur la base de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur

§ Durée : 5 ans

§ Deux ans de différé d'amortissement

§ Échéance semestrielle

§ Amortissement constant

§ Frais de dossier : 2 000 €

§ Commission de non utilisation : 0.15% de la partie du prêt non utilisée

§ Remboursement anticipé : possible avec une indemnité de 3% du capital remboursé avec frais de gestion de 1% (minimum 800€, maximum 3 000 €) depuis indexEuribor ou indemnité actuarielle en cas de RA



depuis index taux fixe avec un minimum de 6 mois d'intérêts et frais de gestion de 1% (minimum 800€, maximum 3 000 €)

§ Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : caution personnelle et solidaire à hauteur de 80% du montant du prêt

Cette offre a été présentée au Conseil d'Administration de la SERM en date du 19 mai 2015, lequel l'a approuvé.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt d'un montant de 2.000.000 €, à contracter auprès du Crédit Foncier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Foncier,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Guiraud, Miralles et Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Trortorici et Krzyzanski ne prennent pas part au débat et ne participent au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°39 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER - COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier aujourd'hui devenue Montpellier Méditerranée Métropole a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6663 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frèche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie. A cette fin, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme. Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération n°10 480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) .

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m<sup>2</sup>H.O.N nouvelles réparties comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m<sup>2</sup> de bureaux et activités,
- 100 000 m<sup>2</sup> de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m<sup>2</sup> d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SAAM sur un emprunt d'un montant de 15.000.000 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et consignations.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Montant : 15 000 000 €
- o Périodicité des échéances : annuelle
- o Durée de la période de préfinancement : 3 à 24 mois maximum
- o Durée de la période d'amortissement : 7 ans dont 2 ans de différé d'amortissement
- o Index : livret A
- o Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt plus +0.60%
- Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
- o Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire avec échéance déduite
- o Modalité de révision : « Simple révisibilité » (SR),
- o Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80% soit 12 000 000 €,
- o Caution de la Caisse d'Epargne sur les 20% non garantis (commission annuelle de 0.65% calculée sur le Capital Restant Dû et prélevée annuellement et d'avance)

Au cas où la SAAM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquittait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé de garantir 80% de l'emprunt de 15 000 000 € sollicité par la SAAM auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit 12 000 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 15 000 000 € sollicité par la SAAM auprès de la caisse des dépôts et consignation, soit 12 000 000 €,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°40 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA2000 N°9112020 PLAINE DE FABRÈGUES POUSSAN - MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS DOCOB - DEMANDE DE SUBVENTION - PLAN DE FINANCEMENT - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », depuis sa désignation lors du Comité de Pilotage (COPIL) du 22 novembre 2011.

Ce site d'une superficie proche de 3700 hectares impacte 8 communes sur 3 EPCI, dont 5 sont situées sur le territoire de la Métropole de Montpellier : Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues, Saussan.

La présidente du Comité de Pilotage pour la mise en œuvre et l'animation du Document d'objectifs est

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-présidente déléguée au développement et à l'aménagement durable du territoire et de l'espace public et à l'habitat.

Approuvé en Comité de pilotage du 18 février 2014 avec des modifications de périmètre, le Document d'objectifs du site Natura 2000 est depuis lors entré dans sa phase de mise en œuvre. Il comprend un programme d'actions pluriannuel et une charte, cette dernière ayant été partiellement validée.

La phase d'élaboration étant achevée, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé en mai 2014 pour une durée de trois ans la convention-cadre fixant les modalités du suivi, de l'animation et de la mise en œuvre du Document d'Objectifs Natura 2000 du site FR9112020 « Plaine de Fabrègues Poussan ».

Dans ce cadre, une demande de subvention a été déposée pour la première année d'animation, courant du 1<sup>er</sup> juin 2014 au 31 mai 2015, afin de mettre en œuvre les premières actions via une prestation de service.

Parallèlement, le contexte continue d'évoluer fortement, depuis la réforme de la Politique Agricole Commune jusqu'à la gestion du Fond européen agricole pour le développement rural (FEADER), pour laquelle la Région devient autorité de gestion. De ce fait, l'année 2015 est une année charnière durant laquelle les nouvelles modalités opératoires et de financement sont redéfinies.

Dans ce contexte, il convient à présent de déposer une demande de subvention pour la période transitoire du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2015, afin d'assurer la continuité de la mise en œuvre du programme d'action dans l'attente de la validation du Programme de Développement Rural, document de cadrage régional.

La demande de subvention est axée sur les actions prioritaires réalisables en l'état actuel des moyens financiers, techniques et humains.

Le budget global estimé est de 25.000 € TTC maximum dont 80% subventionnables à parité par l'Etat et l'Europe.

Concrètement, une consultation sera lancée en juin 2015 pour désigner le prestataire qui sera chargé d'assister la Métropole dans la mise en œuvre pluriannuelle de ces actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan de financement;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter des subventions auprès de l'État et de l'Europe et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°41 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°58/14 en date du 19 novembre 2014, Monsieur le Maire de Saint-Geniès-des Mourgues a engagé la 1<sup>ère</sup> modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune afin d'ajuster certaines dispositions réglementaires et poursuivre l'objectif de simplification et d'harmonisation du règlement.

Conformément à l'article L.123-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération n°58/14 du Conseil Municipal de Saint-Geniès-des-Mourgues, le 24 novembre 2014.

Par délibération en date du 2 février 2015, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification, par Montpellier Méditerranée Métropole, aux personnes publiques associées mentionnées aux I et III de l'article L. 121-4 du Code de l'urbanisme, conformément à la charte de gouvernance du PLU.

Les modalités de mise à disposition du dossier ont alors été portées à la connaissance du public le 1<sup>er</sup> avril 2015, soit plus de 8 jours avant le début de la concertation, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de Montpellier Méditerranée Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, le dossier de concertation et le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public ont été tenus à la disposition du public en Mairie de Saint-Geniès-des-Mourgues, du 13

avril 2015 au 13 mai 2015 inclus.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de mise à disposition du projet de 1<sup>ère</sup> modification simplifiée du PLU et que le projet n'appelle aucune observation particulière de la part du Département et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la concertation ;
- approuver le projet de 1<sup>ère</sup> modification simplifiée du PLU de Commune de Saint Geniès des Mourgues tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°42 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION AUTOUR DE MUR-CLOCHER DE L'EGLISE - VILLE DE CLAPIERS - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers approuvé le 24 janvier 2013, a été engagée par arrêté municipal en date du 24 septembre 2014 avec pour principaux objets :

- l'actualisation du règlement du PLU au regard de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (Loi ALUR) du 24 mars 2014 : suppression de toute référence à une superficie minimale des terrains et suppression de l'article 14 relatif au Coefficient d'Occupation des Sols ;
- la réglementation de l'emprise au sol sur les zones et secteurs sur lesquels elle n'était pas définie par le règlement du PLU approuvé (UT, II AU1 et II AU2) et modulation du Coefficient d'Emprise au Sol en zones UD1 et secteur UD1a en fonction de la typologie bâtie et de la sensibilité paysagère ;
- la définition d'un pourcentage minimum d'espaces verts plantés sur les zones et secteurs sur lesquels il n'était pas défini par le règlement du PLU approuvé (UT, II AU1, II AU2) ;
- l'adaptation des règles de recul en bordure de la RD 65 en zones UD1, UD6, UE3 et II AU2 et l'autorisation d'un seul logement par unité foncière en zone II AU2 ;
- l'augmentation de la hauteur autorisée en UD3 à 10,50 m et R+2 pour les équipements publics ou d'intérêt collectif ;
- l'abaissement de 30% à 25% de la surface à affecter aux logements locatifs sociaux dans les programmes de logements de 600 ou plus de 600 m2 en zone UA et l'adaptation des obligations de stationnement sur cette même zone UA, de façon à favoriser la faisabilité d'opérations de réinvestissement urbain ;
- l'actualisation des références et textes réglementaires, notamment des arrêtés préfectoraux relatifs à la prévention des incendies et au débroussaillage et au classement sonore des infrastructures de transport terrestre ;
- la création d'un emplacement réservé supplémentaire pour une voie de liaison entre le Plan des Garrigues et l'Allée Yves Stourdze.

Le Conseil Municipal de Clapiers a par ailleurs arrêté, par délibération en date du 16 décembre 2014, le Périmètre de Protection Modifié (PPM) autour du Monument historique classé "Le mur-clocher de l'Eglise" établi par le Service Territorial de l'Architecture et de Patrimoine (STAP).

Le dossier de modification n°1 du PLU et le dossier de Périmètre de Protection Modifié ont été notifiés aux personnes publiques visées à l'article L 123-13 du Code de l'urbanisme. Cinq avis ont en réponse été adressés en Mairie de Clapiers : la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier qui a émis un avis favorable sans remarques particulières et le Service Territorial d'Architecture et du Patrimoine (STAP), le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), le Département de l'Hérault et l'Agence Régionale de Santé (ARS) qui ont émis des remarques dont certaines ont effectivement été intégrées au dossier de PLU pour approbation.

Par arrêté n°A2015-32 du 19 janvier 2015, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant à la fois sur :

- le projet de modification n°1 du PLU ;
- le projet de Périmètre de Protection Modifié (PPM) du mur-clocher de l'Eglise.



L'enquête publique s'est déroulée du 9 février au 12 mars 2015.

M. Jean-Paul de Roffignac, désigné commissaire enquêteur par décision de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 24 décembre 2014, a, le 7 avril 2015 remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées, d'où il résulte que le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur le projet de modification du PLU et sur le projet de Périmètre de Protection Modifié du mur-clocher de l'Eglise. En collaboration étroite avec la Commune, un mémoire en réponse a été établi par Montpellier Méditerranée Métropole, le 23 février 2015, à la suite de l'envoi par le commissaire enquêteur, le 17 février 2015, de son procès-verbal de synthèse des observations. De ce mémoire en réponse, il résulte que peu d'observations méritent d'être prises en considération lors de l'approbation de la modification n°1 du PLU ; les adaptations apportées résultent pour trois d'entre elles des demandes de Personnes Publiques Associées et pour une d'entre elle d'une remarque du public exprimée au cours de l'enquête. En l'espèce :

- à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault : intégration en annexe du règlement, des prescriptions techniques liées à l'accessibilité des engins de secours et à la défense extérieure contre le risque incendie et à la prise en compte des risques majeurs ;
- à la demande de l'Agence Régionale de la Santé (ARS) : adaptation de la rédaction des articles 2 et 4 du règlement des zones A et N ;
- à la demande du Département de l'Hérault : complément à l'article 3 du règlement des zones urbaines et d'extension urbaines concernées, interdisant toutes créations nouvelles d'accès sur les routes départementales ; complément à l'article 6 du règlement de la zone UD précisant la prise en compte des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des infrastructures routières en cas d'ouverture à une dérogation dans la bande des 75 mètres.
- à la demande du public : complément à l'article 13 du règlement des zones UD1 et UD5 visant à préserver le caractère boisé des parcelles (1 arbre a minima pour 100 m<sup>2</sup> de surface de terrain ; préservation des arbres existants ou, à défaut, remplacement par des arbres dont les essences sont désormais précisées).

Au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté n°A2015-32 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 19 janvier 2015 ;
- des avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier, le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP), le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), le Département de l'Hérault et l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique ;
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur ;
- de la prise en compte des avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU ;
- de la délibération du Conseil Municipal de Clapiers en date du 28 mai 2015 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure de modification du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme ;
- de la compatibilité du projet de modification au regard des orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Clapiers ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de Clapiers tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°43 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - VILLE DE SAUSSAN - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération en date du 26 mai 2014, le Conseil Municipal de Saussan a pris acte de la décision de Monsieur le Maire d'engager la modification n°1 du PLU dont l'objectif est de permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU0 au sein de laquelle une Zone d'Aménagement Concerté, dite "Les Horts de Vernis", a été créée par délibération du 24 février 2014.

Par délibération complémentaire du 26 septembre 2014, le Conseil Municipal a prescrit :

- l'ouverture à l'urbanisation de la portion de la zone AU0 non comprise dans le périmètre de la ZAC (2,8



ha) ;

- le classement du secteur des équipements scolaires et sportifs de la zone UD vers la zone UC ;
- la mise en conformité du règlement du PLU avec les nouvelles dispositions applicables (loi Grenelle II, loi ALUR, Programme Local de l'Habitat).

A cette occasion, le Conseil Municipal a justifié l'utilité de cette ouverture à l'urbanisation au regard des faibles capacités disponibles dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle du projet dans cette zone.

Le projet de ZAC "Les Horts de Vernis" comprend la réalisation de 224 logements à terme dont 30 % de logements locatifs sociaux ; elle répond aux besoins d'extension du village et aux objectifs de production de logements déterminés par le Programme Local de l'Habitat et le PLU.

Dans cette perspective, la modification n°1 du PLU a pour effet de créer une nouvelle zone opérationnelle, dite AUZ, comprenant deux sous-secteurs 1AUZa et 1AUZb, afin d'y intégrer les dispositions spécifiques de la ZAC. Plus précisément, la modification apporte les évolutions de zonage suivantes :

- le passage d'une partie de la zone AU0 en AUZ pour une superficie de 10,32 ha correspondant au périmètre de la ZAC ;
- l'identification de deux sous-secteurs au sein de la zone AUZ : le sous-secteur 1AUZa (secteur de maisons individuelles groupées, logements sociaux en collectif et maison de retraite, autorisant des constructions en R+2) et le sous-secteur 1AUZb (secteur de maisons individuelles groupées, maisons individuelles, logements sociaux en groupés d'habitation, autorisant des constructions en R+1).

Complémentairement, la modification n°1 du PLU a pour objet :

- le passage de 2,8 ha de la zone AU0 en zones 1AUC1 et 1AUC2 correspondant à des parcelles situées au Sud et Sud-Ouest, qui ne sont pas intégrées dans le périmètre de la ZAC, mais permettent de traiter l'entrée de ville sud et l'accroche urbaine avec la zone AU<sub>i</sub> dite "Le Pouget" ;
- le passage d'une partie de la zone UD en UC, pour une superficie de 2,6 ha correspondant au secteur des écoles, du stade et des cours de tennis, afin de permettre l'implantation d'équipements pour la petite enfance et, à plus long terme, de commerces, de services, de logements et d'une esplanade en lieu et place des équipements sportifs.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13-1, le dossier de modification n°1 du PLU a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 23 décembre 2014.

Par arrêté n°A2015-35 du 26 janvier 2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 16 février au 18 mars inclus, portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Saussan.

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- le premier émane de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier qui n'a aucune observation à formuler ;
- le second émane de la Chambre d'Agriculture de Montpellier qui regrette le déclassement des zones AU0 du PLU en zone 1AUC et 1AUZ « traduisant une perte de potentiel agricole » de plus de 12,8 ha, ainsi que le caractère inconstructible de la zone AP, qu'elle assimile à une interdiction générale d'édifier tout bâtiment en zone agricole ;
- le troisième émane du Département de l'Hérault qui émet un avis favorable à cette première modification du PLU, sous réserve de la complétude de l'étude de trafic et du raccordement de la RD à la voirie de la ZAC, ainsi que des études de connexion du projet « entrée Sud » avec la ZAC, de conception des accès aux zones 1AUC et d'impact du trafic sur la RD27.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, le commissaire enquêteur a relevé la visite de neuf personnes, représentant un total de seize signataires dont huit ont consigné leurs observations dans le registre mis à la disposition du public.

Ces dernières observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- des demandes d'adaptations mineures du règlement afin de permettre la mise en œuvre du projet de ZAC ;
- une demande de report des projets situés en entrée de ville (secteur 1AUC) hors périmètre de ZAC ;
- des remarques relatives à la suppression du projet de crèche au sein de la ZAC ;
- des remarques relatives au projet de déplacement des terrains de football et des cours de tennis ;
- des remarques relatives à la suppression d'emplacements réservés ;
- une remarque relative à la disparition de l'aire de remplissage des citernes pour les agriculteurs ;
- une remarque relative à l'absence d'évaluation environnementale ;
- des demandes relatives à une prise en compte du patrimoine historique et paysager ;
- des remarques concernant les modalités d'information et de concertation prises dans le cadre de la procédure de modification du PLU.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse transmis à son attention le 4 avril 2015.

Dans ce contexte, M. le Commissaire enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 15 avril 2015. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, M. le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve à cette modification n°1 du PLU en ce qui concerne sa partie principale, à savoir les zones 1AUZ destinées à la réalisation de la ZAC « Les Horts de Vernis ». Il recommande néanmoins de reporter l'examen des projets de zones 1AUC et de zone UC dans le cadre de la procédure de révision prescrite le 23 décembre 2014.

S'agissant de la recommandation de M. le commissaire enquêteur relative à l'examen des projets de zones 1AUC et de l'observation du Département, il convient de noter que les zones 1AUC1 et 1AUC2 font l'objet, comme tout projet d'aménagement, de toutes les études indispensables à leur réalisation (voirie, hydraulique ...). D'une part, la demande du Département est d'ores et déjà prise en compte puisque cette étude complémentaire est en cours. D'autre part, à la demande de la municipalité, l'évaluation environnementale et l'étude d'impact réalisée dans le cadre de la ZAC et de son dossier de création ont portées sur l'ensemble de l'ancienne zone AU0 (soit les 12,8 ha) et sur les bases de sa capacité d'accueil totale. Dans le souci de traiter cette entrée de ville et d'assurer le raccordement de la zone du Pouget à la zone urbaine, la Commune souhaite donc poursuivre cette démarche par l'élaboration d'un projet d'ensemble, la conduite des études indispensables à l'échelle de la zone AU0 initiale et la poursuite de la concertation avec la population.

Concernant la transformation de la zone UD en zone UC, il convient de noter que l'implantation d'équipements pour la petite enfance, sur des terrains maîtrisés par la Commune, constitue un impératif du fait de la vétusté des locaux actuels. En l'état actuel et provisoire de la situation (installation de bungalows), la menace d'une réduction de l'effectif de seize à neuf enfants est réelle alors que la demande est déjà supérieure à l'offre. Le projet impliquant la délocalisation des terrains de sport fera, par ailleurs, l'objet d'une procédure ultérieure et appropriée, menée en concertation avec la population.

Au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté n° A2015-35 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en date du 26 janvier 2015 ;
- des avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier, de la Chambre d'Agriculture et du Département de l'Hérault ;
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique ;
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable assorti d'une recommandation du Commissaire enquêteur sur le projet de modification du PLU de Saussan ;
- de la prise en considération des avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU ;
- de la prise en compte de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU ;
- de la délibération du Conseil Municipal de Saussan en date du 26 mai 2015 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure de modification du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Saussan ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de Saussan tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°44 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – APPEL À PROJETS "TERRITOIRES À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA CROISSANCE VERTE" - ENGAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DÉSIGNATION D'UN ÉLU RÉFÉRENT**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, adopté en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale le 26 mai 2015, réaffirme et prolonge à 2030, dans son article I<sup>er</sup>, les ambitions de la politique énergétique européenne et nationale, dite des « 3x20 » à l'horizon 2020 : efficacité énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et augmentation de la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique.

Par-delà le projet de loi, la mobilisation des territoires apparaît comme une condition essentielle à l'atteinte de ces objectifs. Ainsi, répondant à la volonté de les inscrire dans la transition énergétique, l'Etat, en lien avec l'ADEME, a lancé, fin 2014, un appel à projet auprès des territoires les plus exemplaires, dénommé « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV), ces territoires devant être prêts à s'engager, ou être déjà engagés, dans une dynamique permettant de tendre vers ou d'atteindre l'équilibre entre la demande d'énergie et la production d'énergie renouvelable à l'horizon 2050.

Dans la continuité de sa stratégie de développement qui intègre déjà les enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté, lors du Conseil du 6 février 2014, son Plan Climat Energie Territorial (PCET). Ce document, qui a vocation à diffuser une approche globale et intégrée de la politique énergie-climat au sein de l'ensemble des politiques publiques portées par l'EPCI, a pris la forme d'un programme d'action pour les années 2013 à 2018 – actions ciblées et opérationnelles – structuré en 8 orientations stratégiques. Cette stratégie doit permettre, à l'horizon 2020, l'atteinte des objectifs du « 3x20 », adaptés au contexte local, dans le respect des objectifs fixés par le Schéma Régional Climat Air Energie du Languedoc-Roussillon (SRCAE) :

- réduction des émissions de gaz à effet de serre de 21 % par rapport aux émissions de 1990, par habitant ;
- diminution de la consommation d'énergie de 12 %, dans un scénario volontariste, par rapport au scénario tendanciel, à l'horizon 2020 ;
- poursuite de l'augmentation de la part d'énergie de source renouvelable dans le mix énergétique et renforcement des actions de maîtrise de l'énergie.

Depuis l'adoption de son PCET, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole et l'adoption par cette dernière de 7 piliers stratégiques fondateurs de son développement intégré et équilibré (la Santé au sens de l'OMS, le Numérique, le Développement économique-le Tourisme-l'Industrie, la Mobilité-les Transports, l'Agroécologie-Alimentation, le Patrimoine-la Culture-l'Enseignement supérieur-la Recherche, le Développement social-l'Égalité des chances-la Citoyenneté) Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans la transition énergétique, en revisitant ses politiques publiques en profondeur, afin d'amplifier et de garantir l'efficacité de ses programmes d'actions pour une Métropole plus économe et plus respectueuse de son exceptionnelle qualité environnementale. Ces programmes d'actions renouvelés sont à inscrire à l'actif de sa stratégie énergie-climat dans une logique d'amplification et amélioration continue de politiques publiques. Plusieurs d'entre elles peuvent dès à présent être identifiées comme marqueur de cet engagement :

- l'agro-écologie et l'alimentation, dont les bénéfices attendus, au-delà de la viabilisation des exploitations et de la pérennisation des emplois créés, porteront sur la santé et une gestion durable des ressources et des risques ;
- la mise en œuvre d'une politique de l'eau cohérente au travers de la régie publique et plus économe en énergie ;
- l'aménagement durable du territoire à travers le projet Montpellier Métropole territoires en cours d'engagement, décliné à toutes les échelles des communes et de leurs quartiers et hameaux jusqu'au grand territoire afin de réinscrire le développement de Montpellier du Pic St Loup à la Mer, aussi bien qu'à travers, par exemple, des projets de l'EcoCité, laboratoire d'expérimentations et d'innovations à valeur reproductibles en matière de développement durable ;
- les schémas directeurs de la mobilité, de la logistique et des pistes cyclables en inscrivant l'offre de déplacements et la politique de transports dans une démarche d'amélioration continue ;
- la politique de rénovation thermique des logements permettant de lutter contre la précarité énergétique ;
- la métropole intelligente, à travers le déploiement d'une plateforme d'échanges de données multiservices, permettant d'amplifier les actions en faveur du développement de nouveaux services tout en réduisant les consommations et en favorisant les évolutions de comportement des consommateurs à travers leur intervention active dans les gestes du quotidien ;
- la sensibilisation de la population sur le territoire métropolitain à la préservation des ressources et de la biodiversité au travers des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- ainsi qu'un engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'exemplarité dans la gestion et le renouvellement de son patrimoine et des ressources liées à son fonctionnement.

Fort de ses engagements, Montpellier Méditerranée Métropole a présenté, en réponse à l'appel à projet TEPCV, le plan d'action de son Plan Climat 2013-2018, au titre duquel elle a été lauréate le 9 février dernier,

avec 200 autres territoires au niveau national.

La labellisation TEPCV, qui vise les mêmes enjeux que ceux relevant du Plan Climat, permet d'accéder, au travers du financement d'actions rapides à initier et aux effets immédiats, à une enveloppe de 500 000 €. Cette enveloppe pourrait être portée à 2 M€ pour les dossiers les plus ambitieux et intégrés. La formalisation des engagements financiers se fera, au plus tôt, au travers d'une convention-cadre entre Madame la Ministre de l'Ecologie, ou son représentant en Région, et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle identifiera, dans son annexe 2, la liste des actions que la Métropole souhaite voir financées dans le cadre de ce fonds.

Enfin, pour mener à bien ce projet, un élu référent doit être désigné au sein du Conseil de la Métropole pour en assurer le portage politique. A cet effet, il est proposé au Conseil de la Métropole de ne pas voter au scrutin secret mais de procéder à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président propose la désignation de Mme Jannin, le Plan climat faisant explicitement partie de sa délégation. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affirmer l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans la transition énergétique, à travers la mise en œuvre du programme d'action de son plan climat ;
- désigner par un vote à main levée Madame Jannin comme élu référent ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention particulière de mise en œuvre de l'appui financier au projet "Territoire à énergie positive pour la croissance verte, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°45 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - RÉCEPTION D'UNE DÉLÉGATION DE LA VILLE DE SHANGHAI - MISSION D'AFFAIRE À AUSTIN (USA) - MISSION D'AFFAIRE À CHENGDU ET QINGDAO (CHINE) - RENOUVELLEMENT DES ACCORDS DE COOPÉRATION TECHNOLOGIQUE - FINANCEMENTS DES MISSIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XXème siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement, principalement dans le cadre de l'économie, avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et douze Provinces centrales chinoises.

**Réception d'une délégation de la Ville de Shanghai du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2015 - Renouvellement de l'accord de Coopération Technologique avec le Réseau des Incubateurs de la Ville de Shanghai**

Depuis 2004 avec le Réseau des Incubateurs de la Ville de Shanghai, Montpellier Méditerranée Métropole a entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Cette stratégie de collaborations économiques conduite avec la ville de Shanghai a permis à 60 entreprises de la Métropole et à 20 entreprises shanghaiennes d'accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Seize d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique dans le pays partenaire.

Entreprises montpelliéraines : RP Soft, Racing Live, TMI-Orion, Coronis, VQS Systems, l'Arsoie, Textile High Tech, Vivaligne, Intrasure, Radio-Shop, HDI-Electronic ...

Entreprises shanghaiennes : Ixento, Huanghe Photovoltaïque Technology, Jinko Solar, VA France ...



Le partenaire historique à Shanghai, le Shanghai Technology Innovation Center (réseau des Incubateurs de la Ville de Shanghai) qui représente plus de 60 incubateurs souhaite effectuer une mission dans la Métropole début juillet afin de renouveler cet accord.

Le premier accord a été signé en 2004, renouvelé en 2007 et 2010.

L'accord de coopérations économiques permet aux entreprises de haute technologie chinoises d'être accueillies dans les meilleures conditions possibles à Montpellier Méditerranée Métropole afin d'entretenir des partenariats technologiques et d'aborder le marché français et euro-méditerranéen et, réciproquement, de permettre aux entreprises de la Métropole d'investir le marché chinois en bénéficiant des meilleurs conseils et des réseaux nécessaires.

De surcroît, ces accords de coopérations économiques ont permis de renforcer significativement les échanges de savoir-faire entre les incubateurs de Montpellier et de Shanghai.

Cet accord, valable pour une durée de trois ans, prévoit, selon un principe absolu de réciprocité, les conditions d'hébergement de l'entreprise dans la ville d'accueil, les services d'accompagnement et de relation avec l'environnement économique du pays d'accueil, et les supports techniques permettant d'accéder aux financements privés ou publics du pays d'accueil.

Les entreprises chinoises agréées se verront donc appliquer la grille tarifaire appliquée au BIC ou au MIBI aux entreprises françaises et bénéficieront d'un bureau d'accueil mis à disposition gratuitement pendant six mois renouvelables.

#### **Mission d'affaire à Chengdu et Qingdao (Chine) du 3 au 12 novembre 2015 - participation au Xème Congrès EUPIC - Renouvellement de l'accord de Coopération Technologique**

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Ce partenariat a permis l'organisation par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise initialement représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guansi, Chongqing et Guizhou) vient d'obtenir en janvier 2015 la labellisation européenne EEN afin d'être aussi acteur auprès des 6 Provinces du nord et nord-est (Pékin, Shandong, Liaoning, Jilin, Hebei et l'Heilongjiang). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Par conséquent, dans le cadre d'accords bilatéraux, Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine, à Qingdao et Chengdu du 3 au 12 novembre 2015. Cette mission doit permettre le développement de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité du territoire métropolitain en Chine.

Cela fait 5 ans que la Métropole a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit une délégation d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de participer au Congrès EUPIC.

2015 étant l'année des célébrations du 40<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Union Européenne, la France occupera une place prépondérante. Ce sera aussi la 10<sup>ème</sup> édition du Congrès EUPIC.

Avec l'extension aux 6 Provinces du Nord-Est de la Chine de la zone d'influence d'EUPIC, le Congrès se tiendra à 2 endroits du 4 au 5 novembre à Qingdao et du 9 au 11 novembre à Chengdu.



Pour cette mission il est proposé de porter un focus particulier sur les domaines de la santé, du numérique, des relations universitaires et hospitalières ainsi qu'un point important sur la viticulture.

Plusieurs événements vont marquer la mission :

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 4 500 participants) :
  - stand de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
  - rendez-vous B to B pendant deux journées pour les entreprises et acteurs du développement économique de la Métropole,
  - interventions lors des conférences plénières.
- Soirée dédiée aux relations entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Chengdu avec présentation et dégustation des vins de la Métropole.
- Plusieurs rencontres acheteurs/producteurs de vins seront organisées,
- Rencontres inter-hôpitaux,
- Rencontres avec les officiels chinois
- Rencontre avec le Tianfu Software Park dans le cadre de la French Tech.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 45 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 800 € TTC par participant soit 22 800 € TTC pour l'ensemble des 6 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € TTC par entreprise.

Il est proposé aussi la participation de trois domaines viticoles. Concernant les entreprises du secteur viticole, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas et d'assurance. Ces frais sont estimés à 2 500 € TTC par participant soit 7 500 € TTC pour les 3 domaines.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 14 700 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès....., ainsi qu'aux frais de déplacement des élus et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Compte tenu de l'importance de l'événement, pour des raisons de logistiques, EUPIC a mis en place des réservations de chambres d'hôtel et de vols intérieurs à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement et des vols intérieurs de la mission pourront être facturés directement par EUPIC à Montpellier Méditerranée Métropole. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place si besoin.

**Mission d'affaire à Austin (USA) du 12 au 19 septembre 2015 ou du 26 septembre au 3 octobre 2015– Dans le cadre de la French Tech lancement d'un « StartupXchange »**

Les Etats-Unis, 1<sup>er</sup> marché mondial, constituent une zone géographique clé, aussi bien comme zone de déploiement pour les entreprises du territoire que comme source de prospects pour étoffer l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire de la Métropole. Plusieurs missions d'entreprises ont à ce titre déjà été organisées avec succès aux Etats-Unis. Ces missions correspondent à des attentes fortes de la part des entreprises du territoire, très désireuses de se développer sur le marché américain.

Dans le cadre de la labellisation French Tech de Montpellier Méditerranée Métropole, les USA sont un acteur majeur de l'économie numérique et de l'innovation. Le volume d'affaires en 2011 concernant la filière numérique aux USA est estimé à 725 milliards de \$ avec une croissance du marché deux fois supérieure à celle du PIB américain.

Dans le cadre de la consolidation et du redéploiement géographique de nos offres d'accueil sur le territoire américain auprès de nos entreprises, il apparaît que la Ville d'Austin est un lieu stratégique.

La Ville d'Austin a été élue, par le Wall Street Journal en 2015, la ville la plus intéressante pour créer sa startup devant San Francisco, Londres et Tel-Aviv.

C'est une ville avec un écosystème complet pouvant être porteur d'opportunités pour nos startups. La présence française y est importante ce qui facilite les liens et les opportunités.

A Austin il est proposé :

- Le lancement d'un « StartupXchange » pour aider les startups de Montpellier à découvrir un écosystème complet correspondant à leur besoin.
- Il s'agit d'une première pour une ville labellisée French Tech, permettant ainsi de développer le rayonnement de la Métropole de Montpellier à l'international et tout particulièrement aux USA.
- Le but de cette mission est de générer des opportunités d'affaires (clients, fournisseurs, partenaires, accélérateurs, investisseurs) mais aussi opportunités R&D et open innovation (université et grands groupes).
- 10 startups seront choisies selon leur domaine de compétence qui devront être en adéquation avec les compétences de l'écosystème local.
- Les rencontres seront diverses : grands groupes (Dell, Facebook, Google, PayPal,...) startups, espace de co-working, universités, consultants (avocats et consultants américains), accélérateurs et investisseurs.

Ainsi, le programme de la mission sera entièrement conçu en fonction des attentes des entreprises et comprendra des rendez-vous d'affaires sur mesure avec :

- des partenaires scientifiques et technologiques ;
- des partenaires commerciaux : clients cibles, distributeurs... ;
- des infrastructures nécessaires à l'élaboration du projet d'implantation sur place (visite et évaluation des plateformes et outils mis à disposition au sein des partenaires sollicités) ;
- les responsables des structures partenaires qui accompagneraient et hébergeraient l'entreprise lors de son implantation.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 25 000 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit :

Il est proposé la participation de 10 entreprises du secteur. La prise en charge financière par Montpellier Méditerranée Métropole portera uniquement sur les frais de transports internationaux ainsi que les frais d'assurance. Ces frais sont estimés à 1 300 € TTC maximum par participant soit 13 000 € T.T.C pour 10 entreprises. A titre d'information le coût global par entreprise (avion, hébergement, Networking, séminaires) est estimé à 3 000 € T.T.C.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 12 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, etc., ainsi qu'aux frais de déplacement des élus et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

#### **Portage salarial de la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu – Frais de fonctionnement en Chine et en France – Délibération du 5 février 2015 n°12728**

Il convient d'apporter les précisions suivantes au paragraphe définissant la mise en place des frais de missions et de fonctionnement en Chine et en France de la délibération du 5 février 2015 n°12728 :

*Pour réaliser ses missions en Chine et en France, la représentante se déplacera auprès de divers partenaires. Le coût annuel inclut : transports internationaux et internes, frais de réception, frais d'hébergement hors Chengdu, participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception...), frais de visa etc. En dehors de ces missions, la représentante bénéficiera d'un aller/retour France – Chine au début et au terme ou renouvellement de son contrat, ainsi qu'un aller/retour Chine – France permettant à la représentante d'effectuer ses congés d'été en France et d'y accoler une semaine de travail avec la Direction du Développement Economique de la Métropole. L'ensemble de ces frais estimés à 9 300 € T.T.C. comme précédemment délibéré, seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole. La prise en charge des frais inhérents se fera sur la base des frais réels.*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de l'accord de coopération économique entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Réseau des Incubateurs de la Ville de Shanghai,

- approuver le renouvellement de l'accord de coopération économique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Zone des hautes Technologies de la Ville de Chengdu et EUPIC,
- dire que les tarifs applicables aux entreprises chinoises hébergées dans les pépinières de Montpellier Méditerranée Métropole sont ceux applicables aux entreprises de la Métropole et qu'un bureau pourra être mis à leur disposition gratuitement pendant six mois éventuellement renouvelables,
- approuver l'organisation d'une mission d'affaires pour 6 entreprises et acteurs du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole, plus 3 domaines viticoles en Chine à Chengdu et Qingdao du 3 au 12 novembre 2015,
- approuver l'organisation d'une mission d'affaires pour 10 entreprises et acteurs du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole à Austin (USA) du 12 au 20 septembre ou du 23 septembre au 4 octobre 2015,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation d'élu(e-s-es) et technicien(ne-s-es) à ces missions et éventuellement de la presse,
- approuver la prise en charge financière de la mission Chine estimée à 45 000 €,
- approuver la prise en charge financière de la mission à Austin estimée à 25 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°46 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MAINTIEN DES OFFICES DE TOURISME EXISTANTS JUSQU'À LA CRÉATION DE L'OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La transformation, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, a entraîné le transfert de la compétence « Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » des communes membres à la Métropole, en application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'ordonnance n°2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique, crée par son article 1, l'article L.134-1-1 du Code du Tourisme, indiquant que [...] les métropoles [...] se prononcent sur le maintien des offices de tourisme existants dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle ils leur sont rattachés. En cas de maintien, la délibération de l'organe délibérant [...] des métropoles [...] fixe les modalités d'organisation des offices de tourisme concernés dans les conditions prévues à l'article L.134-5 du Code précité.

Une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015. Celle-ci précise dans son article 1<sup>er</sup>, que la commune exerce, sur son territoire, toutes les compétences exercées jusqu'alors par les communes et qui relèvent au 1<sup>er</sup> janvier 2015 de la Métropole.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, les offices de tourisme existants continuent donc à être gérés par les communes les ayant institués sur leur territoire, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole. Le tourisme est par ailleurs un axe majeur du développement métropolitain et l'un des sujets de coopération proposés au pôle métropolitain.

La politique touristique métropolitaine est porteuse de nombreux enjeux pour l'ensemble de notre territoire, et se situe à la croisée de plusieurs autres politiques publiques :

- La politique de développement économique, d'emploi et d'insertion,
- La politique culturelle et sportive,
- La politique d'aménagement durable du territoire, .

La promotion du tourisme est l'une des composantes essentielles d'une politique touristique, elle a un rôle majeur à jouer :

- En matière de rayonnement et d'attractivité, pour ce qui est de la promotion à l'extérieur du territoire.
- En matière de développement économique, social, culturel, sportif, pour ce qui est de la promotion des loisirs à destination des résidents.

Elle peut concerner aussi bien le tourisme de loisirs que le tourisme d'affaires.

La conférence des Maires, consciente de ces enjeux, a acté le 9 février, l'ouverture de trois chantiers majeurs

pour l'année 2015.

D'une part, préparer la constitution d'un office de tourisme métropolitain et la définition des missions qui lui seront déléguées en fonction des grands axes du projet touristique, et en tenant compte des offices et services de tourisme préexistants. D'autre part, préparer l'instauration d'une taxe de séjour métropolitaine se substituant aux taxes de séjour communales, dans le respect du principe de neutralité financière.

Enfin, préparer l'élaboration du projet touristique métropolitain qui se construira en deux temps.

D'abord avec la définition des grands axes du projet touristique et des missions à déléguer à l'office de tourisme et/ou autres opérateurs du champ touristique (dans le cadre du chantier concernant l'office de tourisme métropolitain). Ensuite avec la construction du projet, dans la durée, en concertation avec l'ensemble des acteurs du tourisme dans le cadre d'un schéma de développement et d'aménagement touristique.

En conclusion, jusqu'à l'issue des conventions de gestion provisoire précitées, les modalités d'organisation et de gestion des offices de tourisme des communes demeurent déterminées par les conseils municipaux en coordination et en cohérence avec les orientations et projets définis par la Métropole dans le cadre de la conférence des Maires. Ces offices de tourisme créés à l'initiative des communes continuent à assurer l'accueil des touristes ainsi que la promotion touristique du territoire de la Métropole, dont celui de leur commune de rattachement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le maintien des offices de tourisme existants dans l'attente de la création d'un office de tourisme métropolitain, selon les modalités définies ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°47 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC EUROMÉDECINE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SERM SUR CAP SIGMA (BIOPOLE) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District de Montpellier a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II (92 hectares) sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.). Cette concession intègre l'aménagement du parc Euromédecine II ainsi que la réalisation et l'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisés dans le domaine des biotechnologies, dénommé Biopôle (CAP GAMMA, CAP DELTA et CAP SIGMA).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II sur l'année 2013, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 31 juillet 2014, prévoit un bilan de concession équilibré à 96 461 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € H.T, entièrement versé à ce jour. Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 33 606 000 euros de la part de la S.E.R.M., aménageur et titulaire de la concession d'aménagement de la Z.A.C. Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels. Au 31 décembre 2014, le concessionnaire a déjà emprunté 29 606 000 € dont 15 378 000 € ayant déjà été remboursés.

Afin de maintenir l'équilibre de la trésorerie de l'opération, et plus spécifiquement de l'hôtel d'entreprises CAP SIGMA, la SERM souhaite réaliser un nouvel emprunt de 2 000 000 € au cours de l'exercice 2015.

A la suite d'un appel d'offres de la S.E.R.M., l'emprunt pour CAP SIGMA est envisagé auprès la Banque Postale Crédit Entreprises selon les conditions suivantes :

- Montant : 2 000 000 € à un taux de 1.50%,
- Durée : 7 ans,
- Deux ans de différé d'amortissement puis amortissement constant,
- Échéance annuelle,
- Commission d'engagement : 0.1% soit 2 000 €,
- Commission de dédit : indemnité actuarielle,
- Possibilité de remboursement anticipé à chaque échéance d'intérêt pour tout ou partie du montant du capital moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires.

Ce taux proposé est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80%.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat de Prêt n°LBP-00000530 contracté par l'Emprunteur auprès du Bénéficiaire. Dans l'hypothèse où la SERM ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Considérant le traité de concession dénommé ci-après « Convention » signé entre le Concessionnaire et le Concédant, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que le Concédant accepte de réitérer au bénéfice de la Banque, le Concédant s'engage selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Contrat de Prêt n'est pas soldé.

La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% des emprunts d'un montant total de 2 millions d'euros sollicité soit un montant de 1,6 millions d'euros selon les conditions définies dans la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Guiraud, Miralles et Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Trortorici et Krzyzanski ne prennent pas part au débat et ne participent au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°48 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. GAROSUD ET SON EXTENSION- COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'année 2013 pour la Zone d'Aménagement Concerté GAROSUD a fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 31 juillet 2014. Celui-ci prévoit un bilan de concession équilibré à 60 481 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 15 008 000 € H.T., entièrement versé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.), aménageur et titulaire de la concession d'aménagement de la Z.A.C. GAROSUD et de son extension sur les communes de Montpellier et de Lattes.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a apporté des avances de trésorerie à la S.E.R.M. pour un montant total de 4 524 000 € qui seront remboursés par la SERM avant le terme de la concession (remboursement prévu d'ici 2018).

Enfin, au 31 décembre 2014, 19 622 000 € ont été empruntés par le concessionnaire dont 14 826 000 € ont déjà été remboursés. Néanmoins, afin de préserver l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la S.E.R.M. souhaite réaliser un nouvel emprunt de 3 000 000 € au cours de cette année 2015.

A la suite d'un appel d'offres de la S.E.R.M., cet emprunt de 3 000 000 € est envisagé auprès d'ARKEA dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €
- EURIBOR 3 mois + 1.05%
- Durée : 4 ans
- Pas de différé d'amortissement
- Échéances trimestrielles
- Amortissement progressif
- Commission d'engagement : 0.10% du montant soit 3 000 €



- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance sous préavis d'un mois et sans indemnité
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant (soit 2 400 000 €). Ainsi dans l'hypothèse où la S.E.R.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 3 millions d'euros sollicité par la S.E.R.M. auprès d'ARKEA soit pour un montant de 2,4 millions d'euros,
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Guiraud, Miralles et Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Trortorici et Krzyzanski ne prennent pas part au débat et ne participent au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°49 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2015, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

#### **8<sup>ème</sup> édition des Rencontres Moustic 2015 « Former à coopérer, se former en coopérant – Le numérique au service de nouvelles pratiques »**

Montpellier SupAgro, sous l'autorité de sa Directrice générale Mme Anne-Lucie WACK a organisé du 25 au 27 mars 2015, sur le Campus de Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « 8<sup>ème</sup> édition des Rencontres Moustic 2015 – Former à coopérer, se former en coopérant – Le numérique au service de nouvelles pratiques »

Ce rendez-vous unique dans le grand Sud a été consacré pour cette édition aux pratiques collaboratives dans la formation et l'éducation, avec la formation coopérative au cœur des échanges et des partages d'expérimentation. Plus de 200 personnes, formateurs, enseignants, animateurs de réseau, bénévoles, gestionnaires d'association ou de PME, étudiants étaient présents.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **12<sup>ème</sup> Colloque de la Société des Neurosciences**

La Société des Neurosciences, sous l'autorité de son Président, Monsieur Christophe MULLE, a organisé du 19 au 22 mai 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 12<sup>ème</sup> Colloque de la Société des Neurosciences ».

Ce colloque, organisé en partenariat avec les sociétés de neurosciences d'Amérique du Sud, a été l'occasion de réunir les chercheurs et cliniciens français et étrangers concernés par les maladies neurologiques. Des conférences, des présentations scientifiques, une exposition d'équipements ainsi qu'un forum ouvert aux entreprises innovantes et de Biotech ont été programmés. Entre 1 200 et 1 500 participants, chercheurs, médecins, doctorants et organismes de recherche, se sont déplacés.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **Rencontre Désertif'actions 2015**

Le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI), sous l'autorité de son Président, Monsieur Alain LEPLAIDEUR, a organisé du 10 au 13 juin 2015, à l'Institut de Biologie de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontre Désertif'actions 2015 ».

Ce Forum international de lutte contre la désertification et la dégradation des terres a proposé un large programme de débats avec 3 jours d'ateliers participatifs dans le domaine de la lutte contre la désertification, du changement climatique et de ses conséquences au nord comme au sud. Cette manifestation s'est clôturée par une journée complète d'animation et de rencontres avec le grand public au cœur de Montpellier. Plus de 300 participants venus de plus de 100 pays différents, organisations de la société civile, scientifiques, collectivités locales, acteurs du développement international, organisations paysannes, institutions privées et publiques, se sont réunis.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **Congrès BFFM 2015 – « Biorefinery for food, fuels and materials » (Bioraffinerie pour l'alimentation, l'énergie et les biomatériaux)**

Agropolis International, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bernard HUBERT, a organisé du 15 au 17 juin 2015, à Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « Congrès BFFM 2015 – Biorefinery for food, fuels and materials – (Bioraffinerie pour l'alimentation, l'énergie et les biomatériaux) »

Cette conférence de portée mondiale a conforté l'image de pôle d'excellence de Montpellier dans le domaine de la bioraffinerie, mettant en valeur les savoir-faire des équipes de recherche et des entreprises locales auprès de leurs homologues du monde entier.

Cette édition s'est focalisée sur la thématique « Comment la bioraffinerie peut-elle être développée dans un schéma systémique permettant de répondre aux principaux défis sociétaux du 21<sup>ème</sup> siècle ? ». Plus de 250 participants étrangers, scientifiques et industriels se sont déplacés.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **24<sup>ème</sup> colloque des jeunes chercheurs doctorants de l'Institut de Recherche CNRS/Université de biologie cellulaire de Montpellier – CRBM**

Le CNRS de Montpellier, sous l'autorité de sa Déléguée Régionale du Languedoc-Roussillon, Madame Ghislaine GIBELLO, a organisé du 18 au 19 juin 2015, au Campus Saint-Priest de Montpellier, une manifestation intitulée « 24<sup>ème</sup> colloque des jeunes chercheurs doctorants de l'Institut de Recherche CNRS/Université de biologie cellulaire de Montpellier – CRBM »

Cette manifestation scientifique a permis de présenter au sein de la communauté scientifique universitaire et entrepreneuriale les derniers résultats de recherche en biologie-santé. Événement important pour la formation des étudiants dans le domaine de la biologie cellulaire avec un intérêt économique significatif grâce à la participation d'entreprises privées en biologie et technologie pour la santé. Environ 140 personnes, chercheurs, universitaires, post doctorants, doctorants et entreprises privées se sont réunies.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **Tomosynthèse Mammaire**

L'association ISTS (Imagerie du Sein par Tomosynthèse), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marion MORIZET, organisera du 10 au 11 septembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Tomosynthèse Mammaire ».

Ce colloque national est une première en France et doit permettre de faire le point sur cette technique devenu incontournable en sénologie. Plus de 400 participants français et européens, sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

#### **Festival Climat « Refaisons le climat avec FNE »**

France Nature Environnement Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Céline MESQUIDA, organisera du 25 au 26 septembre 2015, à Montpellier, une manifestation intitulée « Festival Climat - Refaisons le climat avec FNE ».

Ce festival sera l'occasion de mettre le territoire en valeur et en mouvement pour lutter contre les dérèglements climatiques (réduction des émissions de gaz à effet de serre et adaptation dès à présent) autour d'échanges, de débats, de partages et de rencontres d'expériences de territoires qui marchent et de citoyens qui agissent. Environ 5 000 personnes sont attendues.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mme Marion et Monsieur Saurel ne participent pas part débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°50 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC CORUM-PALAIS DES CONGRÈS-OPÉRA ET ZÉNITH SUD - SUBDÉLÉGATION PARKING CORUM - SAEML TAM - NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Enjoy Montpellier devenue Montpellier Events. La convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour une durée de 10 ans.

Le parking situé sous le Corum-Palais des Congrès-Opéra, fait partie intégrante de cet équipement délégué à Montpellier Events. Ce dernier a confié l'exploitation de ce parking à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM au travers d'un contrat de subdélégation pour une durée identique au contrat de délégation de service public. Actuellement, le parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra dispose d'une tarification à l'heure et d'une tarification à la demi-heure pour certaines tranches horaires.

La loi Hamon du 17 mars 2014 relative à la consommation introduit l'obligation de la tarification au quart d'heure dans les parkings publics à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015. La mise en application de la loi permettra à l'usager de disposer d'un coût plus en adéquation avec la durée réelle de son stationnement.

Pour tenir compte de ces modifications législatives et parceque la tarification des usagers repose sur les principes d'égalité de traitement et de transparence, une harmonisation avec les tarifs des parkings gérés par TaM, situés sur la Ville de Montpellier est proposée.

4 grilles tarifaires répondant à une logique de zone ont été mises en œuvre sur le territoire de la Ville de Montpellier :

- une grille spécifique relative au parking du Nouveau Saint Roch,
- une autre relative aux parkings d'échanges Tramway,
- une grille relative aux parkings périphériques (Arceaux / Pitot / Antigone / Europa / Hôtel de Ville / bassin Jaques Cœur),
- et une autre relative aux parkings de l'hyper centre (Comédie / Foch Préfecture et Marché aux Fleurs / Arc de Triomphe / Gambetta / Laissac).

Le parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra dépend de cette dernière zone relative aux parkings de l'hyper centre.

Le passage à la tarification au quart d'heure a été élaboré en concertation avec les exploitants TaM et Montpellier Events afin que les niveaux de recettes du délégataire soient préservés.

La grille tarifaire horaire du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra, est modifiée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Les autres grilles tarifaires (abonnement et forfaits séjours congrès) restent inchangées.

Conformément à l'article 14 de la délégation de service public Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, le délégant Montpellier Méditerranée Métropole doit approuver préalablement à sa signature le contrat de subdélégation entre Montpellier Events et TaM. Ce contrat de subdélégation et ses avenants constituent à cet effet l'annexe 9 au contrat de délégation de service public Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud. De plus, l'article 21.2 du contrat de délégation de service public Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud prévoit que toute modification soit soumise à l'approbation de Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitant assurer l'évolution à l'identique des tarifs des parkings au sein des zones susvisée ; Montpellier Events s'attachera, dans la limite du maintien du niveau des redevances versées par TaM, à faire évoluer les tarifs horaires du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra en concertation avec l'autorité de tutelle des autres parkings du centre-ville, notamment concernant l'application de la règle d'arrondi des tarifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra,
- autoriser l'avenant au contrat de subdélégation entre Montpellier Events et TaM,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°51 : AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – PROJET DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (THÈSE CIFRE) AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Les demandes sociales pour une alimentation « relocalisée » et une agriculture « écologique » se traduisent en Europe par la volonté de plusieurs collectivités de développer des politiques alimentaires territoriales. Cependant, les agricultures urbaines et périurbaines sont plurielles, et déstructurées en partie. La Métropole a connu une croissance urbaine sans précédent à la fin du siècle dernier. Le territoire est, comme plusieurs aires urbaines de Méditerranée, marqué par une consommation importante de terres agricoles de plaine. Pour contrer cet étalement urbain, l'intercommunalité, mosaïque d'espaces urbains, agricoles et naturels, a conçu en 2006 un SCoT qui s'appuie sur l'armature « verte » pour la planification de l'urbanisation future.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement territorial, dont l'un d'eux est intitulé « Agro-écologie et Alimentation ». Aujourd'hui en effet, la Métropole veut agir sur le renouvellement de l'agriculture en s'appuyant sur sa fonction nourricière et sa transition vers l'agro-écologie.

C'est en ce sens que le Conseil est appelé à se prononcer sur le cadre stratégique et méthodologique proposé pour élaborer la politique agro-écologique et alimentaire de la Métropole.

Aussi apparaît-il stratégique de formuler clairement et de façon concertée une politique publique, basée sur la conjugaison du développement économique et social, de l'urbanisme et de l'agronomie, au service d'une amélioration de la qualité des pratiques agricoles et alimentaires. Les enjeux sont de taille : création et diversification d'activités et d'emplois, structuration de filières territorialisées, éducation alimentaire, prévention des déchets, paysage, prévention des risques naturels, gouvernance territoriale, etc.

Dans un contexte agricole périurbain caractérisé par un tissu mixte, diversifié, peu organisé au-delà des filières historiques et des agricultures nomades, comment favoriser l'implantation de nouvelles pratiques agro-écologiques et nourricières, pourtant attendues par les habitants et leurs collectivités locales ? L'émergence de nouvelles pratiques agricoles périurbaines se traduit-elle par une participation effective d'une diversité de pratiquants agricoles à la gouvernance alimentaire territoriale ? Comment intégrer agriculture et alimentation aux pratiques d'ingénierie territoriale ?

C'est à ces questions que le projet de thèse présenté tente de répondre, en s'appuyant sur les concepts et méthodes de la géographie sociale, de l'agronomie systémique et des sciences politiques.

Parmi les défis à relever, celui de la participation des acteurs agricoles à cette orientation nouvelle apparaît essentiel. Notre projet de recherche a donc pour but de « **concevoir et mettre en œuvre une organisation formalisée de gouvernance alimentaire territoriale permettant d'inclure et valoriser une diversité de pratiquants agricoles** ».

Les avancées envisagées concernent essentiellement la méthodologie de conception de nouveaux espaces de gouvernance, ouverts et multi-acteurs, autour des questions agro-écologiques et alimentaires à une échelle de territoire agri-urbain, comme une Métropole en France.

Une **Convention Industrielle de Formation par la recherche (thèse CIFRE)** a pour objet de cofinancer la formation d'un doctorant qui servira de support à la préparation d'une thèse.

Il est ainsi proposé d'engager une thèse de « recherche-action », sous la forme d'un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) qui fera l'objet d'un contrat à durée déterminée de droit privé financé par la Métropole et, pour près de moitié, par une subvention d'Etat versée par l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT), organisme responsable de la gestion des fonds dédiés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Sous réserve de la validation de la thèse par l'ANRT, la direction de thèse sera assurée par l'UMR Innovation à l'INRA et le tutorat par la Direction du Développement Economique de la Montpellier Méditerranée Métropole. Des publications seront régulièrement effectuées via les supports adéquats (revues scientifiques, communication de la Métropole).



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dispositif de la CIFRE sur les missions sus-mentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°52 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE COORDINATION DES RELATIONS PRESSE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé leur direction générale des services, leur direction et chef de cabinet, leur direction de la culture ainsi que du protocole et de l'événementiel.

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de créer un service commun de coordination des relations presse.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015 et concernera le seul poste de Responsable relations presse. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de coordination des relations presse sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole sera saisi, le 26 juin 2015, pour avis sur cette convention, l'organisation du service commun de coordination des relations presse et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique, le 9 juin 2015, et son assemblée délibérante, le 18 juin 2015, aux fins de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de coordination des relations presse,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°53 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE L'ÉVÉNEMENTIEL - MODIFICATION - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leur direction du Protocole et de l'Événementiel dans le cadre d'une



convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la création du service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel portant sur le seul poste de directeur par sa délibération du 28 avril 2015, suite à avis du Comité Technique du 21 avril 2015.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de direction Protocole et de l'Événementiel est géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction et notamment de la fréquence des événements et manifestations organisés par les deux collectivités et requérant la présence d'un représentant relevant du niveau de direction, il est proposé d'élargir le périmètre de mutualisation à un nouveau poste créé de Directeur adjoint.

Un avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel est en conséquence proposé.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole sera saisi, le 26 juin 2015, pour avis sur cette avenant, l'organisation du service et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique, le 9 juin 2015, et son assemblée délibérante, le 18 juin 2015, aux fins de signer ledit avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du service commun de direction du protocole et de l'événementiel par avenant,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°54 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I- Création de poste :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans **l'annexe 1** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 juin 2015.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 juin 2015.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **III- Confirmation de poste :**

a/ Par délibération n°12637 du 27 novembre 2014, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions d'attaché de presse (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès du cabinet du Président.

- nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte de la création, des transformations et confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°55 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - MARCHÉ N°3998MG15 DE PRESTATIONS DIVERSES DE REPROGRAPHIE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE DES MARCHÉS**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a besoin pour la bonne marche des services de procéder à l'achat de prestations diverses de reprographie pour l'ensemble de ses services. A titre indicatif et non exhaustif, les documents susceptibles d'être reprographiés sont les documents de consultation des entreprises, les plans ainsi que tous les documents comptables de type budget primaire, budget supplémentaire ainsi que le compte administratif.

Le marché actuel à bons de commande, concernant ces fournitures arrivant à échéance le 31 décembre 2015, il est nécessaire de lancer une consultation dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3<sup>o</sup>al, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Ce marché devra suivre les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Le montant annuel estimatif des besoins de Montpellier Méditerranée Métropole représente 96 000 €. T.T.C. Ce nouveau marché à bons de commande sans montant minimum et maximum, prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (ou à compter de sa notification si elle est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2016 et pourra être expressément reconduit par période d'un an pour les années 2017, 2018 et 2019, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à lancer la procédure de consultation,

- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché, y compris le cas échéant sa résiliation, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°56 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3384MG13 - LOT 1 - AVENANT N°2 - NETTOYAGE DES LOCAUX DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°11580 du 23 mai 2013, le Conseil a autorisé le lancement d'un Appel d'Offres Ouvert pour le marché de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération devenu Métropole au 01/01/2015.

Après analyse des offres, ce marché n°3384MG13 a été octroyé à la Société Sud Service et notifié le 14 avril 2014 pour un an, renouvelable trois fois, pour un montant annuel de 221 833,46 € H.T.

Par délibération n°12580 du 30 octobre 2014, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 portant le marché à 224 047,34 € H.T.

Montpellier Méditerranée Métropole a récemment acquis des bureaux supplémentaires au 7<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Coupole Sud et est en cours d'acquisition du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages afin d'y accueillir ses services, annexe du siège de la Métropole.

Pour prendre en compte l'accroissement de surface à nettoyer, il est nécessaire de passer un avenant n°2 au marché n°3384MG13 à l'entreprise Sud Service, titulaire du marché.

Les prestations de nettoyage respecteront le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché n°3384MG13, chapitre « fréquence et description des prestations ».

Cet avenant représente une plus-value annuelle de 20 800,80 € H.T. Le montant annuel total du marché est ainsi porté à 244 848,14 € HT pour le prix global et forfaitaire.

La Commission d'Appel d'Offres du 23 juin 2015 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3384MG13,
- dire que les crédits seront inscrits aux Budgets 2015 et 2016, aux chapitres 930 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°57 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNÉE 2014**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-37 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières effectuées au cours de l'année 2014.

Ces acquisitions et cessions ont été réalisées dans le cadre des compétences suivantes :

**1 – Au titre de la compétence Assainissement :**

Acquisition de 5 590 m<sup>2</sup> pour un montant de 16 517,15 euros

Acquisition sur la commune de Saint Drézéry de 62 m<sup>2</sup> pour un montant 2 489,74 euros ; sur la commune de Montaud de 58 m<sup>2</sup> pour un montant de 541,32 euros ; sur la commune de Sussargues de 5 470 m<sup>2</sup> pour un montant de 13 486,09 euros.

**2 – Au titre de la compétence Développement Economique :**

Acquisition de 151 540 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 038 764 euros :

Acquisition sur la commune de Juvignac de 76 697 m<sup>2</sup> pour un montant de 462 195 euros et sur la commune de Saint Jean de Védas de 74 843 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 576 569 euros.

Cession de 49 824 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 446 772,80 euros.

Cession sur la commune de Castelnau-le-lez de 1 426 m<sup>2</sup> pour un montant de 442 528 euros et sur la commune de Montpellier de 48 398 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 004 244,80 euros.

**3 – Au titre de la compétence Développement Foncier Opérationnel**

Acquisition de 766 661 m<sup>2</sup> pour un montant de 14 559 700,02 euros :

Acquisition sur la commune de Juvignac de 75 440 m<sup>2</sup> pour un montant de 487 414,66 euros ; sur la commune de Lattes de 22 264 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 840 186,18 euros ; sur la commune de Montpellier de 668 031 m<sup>2</sup> pour un montant de 12 211 729,18 euros et sur la commune de Saint Jean de Védas de 926 m<sup>2</sup> pour un montant de 20 370 euros.

#### **4 – Au titre de la compétence Inondation :**

Acquisition sur la commune de Lattes de 488 133 m<sup>2</sup> pour un montant de 247 164,31 euros

Cession sur la commune de Lattes de 8 877 m<sup>2</sup> pour un montant de 3 508 euros

#### **5 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SERM :**

Acquisition de 28 179 m<sup>2</sup> pour un montant de 623 157,25 euros :

Acquisition sur la commune de Montpellier de 9 118 m<sup>2</sup> pour un montant de 1€, sur la commune de Saint-Brès de 6 247 m<sup>2</sup> pour un montant de 178 265 euros ; sur la Commune de Castelnau-le-Lez de 8 562 m<sup>2</sup> pour un montant de 188 000 euros ; sur la commune de Prades le Lez de 3 157 m<sup>2</sup> pour un montant de 6 891,25 € ; sur la commune de Saint Jean de Védas de 1 095 m<sup>2</sup> pour un montant de 250 000 €.

Cession de 46 679 m<sup>2</sup> pour un montant de 4 979 407,89 euros

Cession sur la commune de Montpellier de 31 516 m<sup>2</sup> pour un montant de 3 483 781,33 euros ; sur la commune de Saint-Brès de 1 809 m<sup>2</sup> pour un montant de 529 123,53 euros ; sur la commune de Grabels de 4 159 m<sup>2</sup> pour un montant de 375 830 euros ; sur la commune de Saint Jean de Vedas de 5 595 m<sup>2</sup> pour un montant de 391 650 euros ; sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone de 3 600 m<sup>2</sup> pour un montant de 199 023,03 euros.

#### **6 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SAAM :**

Acquisition de 68 396 m<sup>2</sup> pour un montant de 6 254 106,80 euros :

Acquisition sur la commune de Montpellier de 50 951 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 004 245 € ; sur la commune de Pérols de 4 100 m<sup>2</sup> pour un montant de 3 730 000 euros ; sur la commune Castries de 7 606 m<sup>2</sup> pour un montant de 290 301,80 euros et sur la commune de Saint Georges d'Orques de 5 739 m<sup>2</sup> pour un montant de 229 560€;

Cession de 12 530 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 917 250 euros :

Cession sur la commune de Montpellier de 12 530 m<sup>2</sup> pour 2 917 250 euros

Compétences	Acquisitions		Cessions	
	Surface m <sup>2</sup>	Montant €	Surface	Montant
Assainissement	5 590	16 517,15	-	-
Développement Economique	151 540	2 038 764,00	49 824	2 446 772,80
Développement Foncier Opérationnel	766 661	14 559 700,02	-	-
Inondation	488 133	247 164,31	8 877	3 508,00
Aménagement - Mandat SERM	28 179	623 157,25	46 679 <sup>2</sup>	4 979 407,89
Aménagement - Mandat SAAM	68 396	6 254 106,80	12 530 m <sup>2</sup>	2 917 250,00
Total	1 508 499	23 739 409,53	117 910	10 346 938,69

#### **Le total des opérations pour l'année 2014 représente :**

- Pour les acquisitions 1 508 499 m<sup>2</sup> pour un montant de 23 739 409,53 euros.

- Pour les cessions 117 910 m<sup>2</sup> pour un montant de 10 346 938,69 euros.

Ce bilan est annexé au compte administratif 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des acquisitions de la politique foncière pour l'année 2014,
- approuver le bilan des cessions de la politique foncière pour l'année 2014,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°58 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE TRAITEMENT ET L'EXPLOITATION DES ARCHIVES**

## **AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE COOPÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, souhaite renouveler la convention de coopération avec la Ville de Montpellier pour le traitement et l'exploitation des archives en application des articles L.5215-27 et L.5217-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Mise en place en 2006, cette convention permet d'apporter à Montpellier Méditerranée Métropole l'assistance technique et scientifique pour le traitement et l'exploitation de ses archives dans le respect du Code du patrimoine.

Les Archives de la Ville de Montpellier peuvent en redéployant leur activité, déléguer un agent pour assurer une assistance technique et scientifique au Service des Archives de Montpellier Méditerranée Métropole. L'agent sera choisi en fonction de la mission à remplir : conservateur en chef ou attaché pour l'assistance scientifique, agent du patrimoine pour l'analyse des versements, magasiniers pour le transfert des versements.

Telle qu'elle apparaît aujourd'hui après analyse des besoins, l'assistance technique et scientifique sera assurée à raison d'une journée par semaine, soit sept heures hebdomadaires qui seront effectuées en fonction des contraintes des Archives de la Ville de Montpellier et des besoins du Service des Archives de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une convention définit les modalités de cette coopération, elle fixe la durée à une année, renouvelable deux fois par tacite reconduction et pourra être rompue par l'une ou l'autre des parties avec préavis de trois mois par lettre recommandée. Ce document détermine l'indemnité due par Montpellier Méditerranée Métropole sur la base du taux horaire (salaire, primes et charges, congés compris) d'un assistant de conservation du patrimoine, en milieu de carrière, correspondant au taux horaire moyen des différents intervenants délégués par les Archives Municipales pour réaliser assistance scientifique et technique (soit un montant annuel de 6 552 €, six mille cinq cent cinquante-deux euros).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention de coopération pour le traitement des archives métropolitaines avec la Ville de Montpellier ;
- dire que les dépenses sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'assistance technique pour le traitement des Archives ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°59 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC FRANCE 5 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Du 20 juin au 11 octobre 2015, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente l'exposition « l'Âge d'Or de la peinture à Naples, de Ribera à Giordano », en collaboration avec l'Institut National d'Histoire de l'Art et l'Institut National du Patrimoine à Paris.

A travers 84 œuvres maîtresses provenant de nombreux musées français et étrangers, et avec une contribution exceptionnelle des musées de Naples, cette exposition labellisée d'Intérêt National propose un vaste panorama sur l'un des plus brillants moments de l'art italien, la peinture napolitaine au XVII<sup>ème</sup> siècle.

Depuis l'arrivée de Caravage en 1606 jusqu'au triomphe de Solimena peu avant 1700, la peinture napolitaine évolua entre un naturalisme expressionniste et tragique et un goût baroque et sensuel pour la couleur et le mouvement. Sujets religieux, mythologiques, batailles, natures mortes, paysages, témoignent de la fertilité et de l'imagination des peintres napolitains dont les plus importants sont à découvrir durant cette exposition de l'été 2015 (Caravage, Caracciolo, Ribera, Stanzione, Guarino, Cavallino, Giordano, Recco, Solimena, etc.).

A cette occasion, France 5 a exprimé sa volonté de s'associer au musée Fabre pour la promotion de l'exposition. Elle souhaite se positionner à ce titre comme le partenaire média officiel de cet événement.

Cette action de partenariat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie.

Elle précise notamment que France 5 bénéficiera de la présence de son logo sur l'ensemble des supports de



communication de l'exposition, et qu'il lui sera remis 200 entrées gratuites à l'exposition et 10 catalogues. En contrepartie, France 5 s'engage à faire écho de l'événement par le biais d'un spot publicitaire de 12 ou 15 secondes maximum diffusé en multichaînes à des créneaux horaires arrêtés conjointement en fonction des disponibilités et des prix (60 à 3000 € selon les horaires)

La valorisation totale des apports de part et d'autre est estimée à 12 000 € H.T.

Cette opportunité exceptionnelle assurera un rayonnement médiatique sur le territoire national.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec France 5,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°60 : CULTURE – MUSÉE FABRE - SOUTIEN À L'ACQUISITION D'UNE ŒUVRE D'ART - CONVENTIONS DE MÉCÉNAT AVEC LA BANQUE DUPUY DE PARSEVAL, LE CRÉDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC, PRAGMA IMMOBILIER ET ANGELOTTI PROMOTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Poursuivant sa politique d'enrichissement des collections du musée Fabre, Montpellier Méditerranée Métropole a entrepris des démarches pour procéder à l'acquisition du tableau de Bernardo Cavallino « La mort de Saint Joseph », au prix de 250 000€. Ce tableau vient compléter admirablement le fonds italien du musée Fabre, constitué essentiellement par François-Xavier Fabre lui-même, et dont les chefs d'œuvre sont présentés au grand public dans les collections permanentes du musée, notamment en salle des Griffons. Il sera présenté pour la première fois au musée lors de l'exposition « L'Âge d'Or de la peinture à Naples, de Ribera à Giordano ».

Plusieurs entreprises ont souhaité apporter leur soutien à l'entrée de cette œuvre remarquable dans les collections du musée Fabre, et à l'occasion de cette grande exposition estivale.

La banque Dupuy de Parseval, fondée à Sète, soutient fidèlement le musée Fabre dans sa politique d'acquisition avec les mécénats en 2009 du chef-d'œuvre de Nicolas Poussin Paysage au dieu Fleuve et en 2011 du tableau de Leonello Spada La Lamentation sur le Christ mort. La banque Dupuy, de Parseval a décidé de soutenir l'achat de l'œuvre de Bernardo Cavallino « La mort de Saint Joseph » au travers d'un mécénat financier de 100 000€.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole mutuel du Languedoc, ou Crédit Agricole du Languedoc, société coopérative à capital variable et premier acteur banque-assurance de la région Languedoc-Roussillon, est engagée depuis plusieurs années dans le mécénat. En partenariat avec la Fondation Crédit-Agricole Pays de France, le Crédit Agricole du Languedoc intervient dans des actions de restauration et de valorisation du patrimoine régional au sens large. Le Crédit Agricole du Languedoc, en partenariat avec la Fondation Crédit-Agricole Pays de France, a choisi d'apporter un soutien à l'acquisition du tableau « La mort de Saint Joseph » sous forme d'un mécénat financier de 30 000€.

Créé en 1979, Pragma Immobilier exerce ses activités de promoteur-constructeur dans les régions Languedoc Roussillon, Midi Pyrénées et Provence depuis plus de 30 ans. Fortement implanté dans la région, et en particulier à Montpellier où se situe son siège social, Pragma Immobilier souhaite s'engager en tant qu'acteur du rayonnement et du dynamisme de son territoire. Pour soutenir l'acquisition de l'œuvre de Bernardo Cavallino, Pragma Immobilier souhaite apporter au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole un mécénat financier de 5 000€.

Le Groupe Angelotti Promotion exerce ses activités d'aménageur-lotisseur (vente terrains à bâtir) et de promoteur (programmes neufs) sur l'ensemble des départements du Sud de la France. En tant qu'acteur de l'aménagement du territoire local, le Groupe Angelotti Promotion souhaite contribuer à la valorisation du patrimoine culturel de la région. Le Groupe Angelotti Promotion propose donc d'apporter un soutien à l'acquisition du tableau « La Mort de Saint-Joseph » en offrant un mécénat financier de 2 000€.

Le montant cumulé de ces quatre mécénats financiers proposés pour l'acquisition du tableau de Bernardo Cavallino « La Mort de Saint Joseph » s'élève donc à un total de 137 000€.

Les différents mécènes – la banque Dupuy de Parseval, le Crédit Agricole du Languedoc, Pragma Immobilier et le Groupe Angelotti Promotion – recevront un reçu fiscal et bénéficieront de contreparties sous forme de prestations au musée Fabre, en application de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et

aux fondations, dite « loi Aillagon ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des quatre conventions de mécénat avec la banque Dupuy de Parseval, le Crédit Agricole du Languedoc, Pragma Immobilier et Angelotti Promotion,
- dire que les crédits sont inscrits en recettes au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les quatre conventions de mécénat avec la banque Dupuy de Parseval, le Crédit Agricole du Languedoc, Pragma Immobilier et Angelotti Promotion, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°61 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - MODIFICATIONS DES TARIFS DE LA BOUTIQUE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Par délibérations successives dont la dernière en date, la délibération n°12519 du 1<sup>er</sup> octobre 2014, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Lattes.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient d'ajouter une liste de 26 ouvrages (prix de vente de 5 à 41,16 €) et 22 reproductions d'objets antiques (prix de vente de 7 à 39 €) ainsi que de 2 cartes postales (prix de vente de 0,5 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires de la boutique du site archéologique Lattara - musée Henri Prades,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°62 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE DU CASTELLAS, MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - TRAVAUX DE COUVERTURE DES VESTIGES DE L'AILE NORD DU FORUM - DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier a été transféré à la Métropole, dans le cadre de sa compétence construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels.

L'ensemble du site archéologique du Castellàs (22 hectares) est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques depuis 2010, et protégé par inscription à l'Inventaire des Sites Pittoresques de l'Hérault (28 mai 1970). Outre les vestiges archéologiques antiques, il renferme des vestiges du rempart antique du Castellàs, protégés au titre des Monuments Historiques (classement Monuments Historiques du 8 mai 1896 et inscription à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques du 24 mars 1971).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite procéder à des travaux de couverture des vestiges antiques de l'aile Nord du portique du Forum. Ils ont pour objectif leur protection contre les intempéries, dans une optique de préservation de ce patrimoine remarquable.

Une mission de maîtrise d'œuvre a été conclue avec le groupement F.MARTORELLO, architecte du patrimoine.

Le planning prévisionnel des investigations techniques et études de maîtrise d'œuvre s'inscrira entre mi-2015 et mi-2016, les travaux venant ensuite s'inscrire à compter du second semestre 2016. Cette opération est évaluée à 328 020,36 € H.T.

Compte tenu du classement patrimonial et historique de ce lieu, l'Etat est susceptible de participer au financement de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subventions au taux le plus élevé possible auprès de Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc Roussillon pour les travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du Forum du site archéologique du Castellans, à Murviel-lès-Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la demande de subvention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°63 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONTRAT DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION DU FILM "VACANCES SUR ALTAÏR" AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
La Collectivité a produit le film d'animation de planétarium « Vacances sur Altaïr » et dispose donc des droits d'exploitation qui peuvent être cédés pour une diffusion dans d'autres planétariums en fonction de tarifs et de contrats-types approuvés par délibération n°10829 du 17 avril 2014.  
Par contrat signé le 1er juillet 2014, la ville de Vaulx-en-Velin a acquis pour une durée d'un an des droits d'exploitation du film de planétarium « Vacances sur Altaïr », qui a été mis en exploitation le 1<sup>er</sup> octobre suivant. Compte tenu du succès rencontré, la ville a fait part de son souhait de prolonger pour une année supplémentaire l'exploitation de ce film.

Cette demande témoigne de l'intérêt porté par d'autres planétariums pour ce film produit par le planétarium Galilée, qui a été diffusé, depuis 2005, dans plusieurs planétariums américains et européens. Il est en conséquence proposé de conclure un avenant n°1 au contrat susmentionné, afin d'une part d'étendre la durée d'exploitation de un an, et d'autre part de définir une tarification préférentielle de 750€ TTC la cession des droits d'exploitation pour cette année supplémentaire, soit 50% du tarif initial. Le montant des recettes total pour la cession des droits sur les deux années sera donc porté à 2 250 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au contrat de cession des droits d'exploitation du film "Vacances sur Altaïr" avec la Ville de Vaulx-en-Velin,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°64 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE ET DES DROITS D'EXPLOITATION DU FILM "LE COUPABLE VIENT DU CIEL" - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Par délibération, n°12524 du 1<sup>er</sup> octobre 2014, le Conseil a approuvé la grille tarifaire des produits vendus à la boutique du Planétarium Galilée. Forte de plus de 700 références produits, la boutique, qui génère près de 8 000 ventes annuelles pour plus de 36 000 € de recettes, constitue un attrait important pour les visiteurs de cet équipement culturel.

Le maintien de l'attractivité de cette boutique nécessite de présenter régulièrement de nouveaux produits qui font l'objet de nouvelles références. Il convient donc de définir et valider la nouvelle grille tarifaire qui rassemble l'intégralité des références et prend en compte les nouveaux produits. Le principe de réduction de 10% pour les articles de démonstration et de 10 à 30% à l'occasion des périodes de promotion et de soldes serait maintenu.

En outre, par délibération n°8270 du 26 juin 2008, le Conseil a approuvé les tarifs de cession des droits d'exploitation du film « Le coupable vient du ciel », produit par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale en 2007. Compte tenu des prix du marché et de l'ancienneté du film, il convient d'actualiser ces tarifs comme suit :

	Planétariums de capacité inférieure à 150 sièges, par siège	Planétariums d'une capacité supérieure à 150 sièges
1 an	10 €	1 500 €
2 ans	15 €	2 250 €

5 ans	30 €	4 500 €
20 ans	40 €	6 000 €

Ces nouvelles dispositions tarifaires nécessitent de mettre à jour le contrat-type de cession du film, qui précise, outre le prix de cession, les différents droits et obligations applicables ainsi que les modalités techniques et administratives relatives à l'exploitation du film.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle grille tarifaire des produits de la boutique du Planétarium Galilée,
- approuver les tarifs de cession du film "Le coupable vient du ciel",
- approuver les termes du contrat de cession-type des droits d'exploitation de ce film,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°65 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES CONFÉRENCIERS INTERVENANT DANS LE CADRE DE L'ANNÉE DE LA LUMIÈRE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte : L'UNESCO ayant proclamé 2015 « Année internationale de la lumière et des techniques utilisant la lumière », Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité s'associer à cette initiative afin de mettre au point au sein de ses divers équipements une programmation annuelle riche et variée, abordant ce thème sous les angles culturels et artistiques autant que scientifiques ou environnementaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'y associe par la mise en valeur des monuments de la ville par la lumière, mais aussi par l'exploration de cette thématique sous toutes ses formes. Ceci permet une approche large et complète : lumière dans la peinture, sur scène, ou au cinéma, lumière dans l'univers, lumière et sciences ou encore histoire de la lumière. Spectacles, projections, expositions, conférences, ateliers et animations autour de ce thème seront donc au programme tout au long de l'année dans les différents établissements de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole participera à cet évènement, par le biais de l'organisation d'un cycle de conférences dédié au Siècle des lumières, faisant intervenir des universitaires de renom, en partenariat avec l'Université Paul Valéry.

Ainsi seront proposées :

- une conférence intitulée « L'optique au 18<sup>e</sup> siècle », le jeudi 22 octobre 2015, par Michel Blay, Professeur à l'Ecole Normale Supérieure de Paris ;
- une conférence consacrée aux « Ombres et lumières de l'éclairage urbain (17<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècle) » par Alain Cabantous, Professeur à l'Université Paris I, mardi 27 octobre 2015 ;
- une conférence sur « L'éclairage des spectacles au 18<sup>e</sup> siècle », le jeudi 5 novembre 2015, par Michèle Sajous d'Oria, Professeur à l'Université de Bari (Italie) ;
- et enfin, une conférence sur le thème des « Feux d'artifice au 18<sup>e</sup> siècle », jeudi 12 novembre 2015, par Jérôme de La Gorce, Directeur de recherche au CNRS.

Compte tenu de l'importance de cette programmation et de la notoriété de ces intervenants, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à leurs venues à Montpellier, pour un montant maximal de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de Messieurs Michel Blay, Alain Cabantous, Jérôme de la Gorce, et Madame Michèle Sajous d'Oria,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°66 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE - MARCHÉ DE NETTOYAGE N°3692DC14 - LOT N°7 - RÉSILIATION - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

Par délibération n°12757 du 5 février 2015, le Conseil a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13 relatif à cette opération, au groupement représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture. Les études ont été lancées dès notification du marché susmentionné, et sont en phase de finalisation de l'avant projet définitif.

Compte tenu de la concomitance de cette opération métropolitaine avec le projet municipal de reconstruction de l'Espace Rencontres de la Ville de Castelnau-le-Lez, situé à proximité de la médiathèque Aimé Césaire, la démolition des deux bâtiments concernés, préalable à leurs reconstructions, sera réalisée conjointement au mois de juillet 2015.

En conséquence, le marché de nettoyage n°3692DC14 – Lot n°7, attribué à la société Sud Service pour un montant annuel estimatif de 16 826,25 € H.T., notifié le 10 février 2015 pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, doit être résilié à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, au motif d'intérêt général, conformément à l'article 29 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services. Conformément à l'article 13 du CCAP du marché, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00%. A titre d'information, compte tenu de la date de résiliation susmentionnée, cette indemnisation s'élèvera à 417,50€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver pour motif d'intérêt général la résiliation du marché de nettoyage n°3692DC14 - lot n°7 : Médiathèque Aimé Césaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°67 : CULTURE – FESTIVAL DE RADIO FRANCE ET MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONVENTION DE PARTENARIAT 2015 ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE FESTIVAL RADIO FRANCE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :  
Radio France et Montpellier Méditerranée Métropole, avec le concours d'autres partenaires, collaborent chaque année dans le cadre d'un festival d'été dénommé « Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon ».

La structure juridique en charge de la manifestation est l'Association Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon, dont le Conseil d'Administration comprend des représentants de Radio France et de la Région Languedoc-Roussillon.

Le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon constitue un événement de grande envergure comprenant un nombre important de concerts et de manifestations proposés en différents lieux de la Métropole.

Ce Festival programme son cycle de concerts de jazz sur le site du Domaine d'O à Montpellier. Afin de le rendre plus attractif, il a été décidé de s'associer au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole en lui confiant la programmation musicale de 9 débuts de soirée pour cette édition 2015. Ces avant-concerts auront lieu en plein air dans la pinède du Domaine d'O, du 15 au 16 juillet et du 18 au 24 juillet 2015. Par ailleurs, dans le cadre de l'anniversaire des 30 ans du Festival Radio France Montpellier Languedoc-Roussillon, une journée « Ballades en cœur de ville » avec de nombreux concerts dans différents lieux patrimoniaux et insolites du centre-ville de Montpellier est organisée le lundi 13 juillet



2015. A cette occasion, il est convenu de confier au CRR l'organisation de trois concerts respectivement à 16h00 à la gare de Montpellier, à 18h00 à la Chapelle Haute du CRR et à 20h00 sur le parvis de la Place Sainte Anne à Montpellier.

Pour tous ces avant-concerts et concerts, le CRR assumera la programmation artistique des prestations et la fourniture des instruments.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention de partenariat 2015 entre le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur Le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°68 : CULTURE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU CAFÉ DES LETTRES À LA MÉDIATHÈQUE ÉMILE ZOLA - AVENANT DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le « Café des lettres » est un espace situé au rez-de-chaussée de la médiathèque centrale Emile Zola ayant vocation à servir de lieu de convivialité et de détente dédié à la fois aux usagers et au personnel de cette médiathèque.

Par délibération n°8721 du 23 mars 2009, le Conseil a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire de cet espace avec la société ADBS. Cette société y propose un service de petite restauration et de boissons chaudes et froides, et gère également les distributeurs de boissons situés au Café des lettres.

Le montant du loyer annuel, précisé dans la convention, s'élève à 9 000,00 € H.T., auquel s'ajoute une part variable de la redevance, fixée à 2% du chiffre d'affaire annuel HT.

La convention prendra fin au 30 juin 2015.

Compte tenu de la faible durée de la convention, du retour d'expérience sur cette période initiale, de l'analyse et de l'évolution des pratiques des usagers de la médiathèque Emile Zola, il apparaît opportun de repréciser le cadre de la future convention en établissant un nouveau cahier des charges optimisé. Vu l'échéance de la convention actuelle, il est proposé de la prolonger pour une durée d'un 1 an supplémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de prolongation à la convention d'occupation temporaire du Café des Lettres,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant de prolongation susmentionné ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°69 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2183DC09 - LOT N°1 : GROS ŒUVRE - TERRASSEMENT - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT D'ENTREPRISES LÉON GROSSE / VILLENEUVE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de la construction du musée de l'Histoire de France et de l'Algérie de Montpellier, dont les travaux ont démarré en janvier 2010, la Collectivité avait attribué le marché n°2183DC09 – Lot n°1 : Gros œuvre au groupement conjoint d'entreprises Léon Grosse / Villeneuve, dont le mandataire est la société Léon Grosse, pour un montant de 2 410 741,89 € H.T. Ce montant a été porté à 2 564 216,04 € H.T. par avenant n°1 du 16 mai 2011. Le délai d'exécution de l'ensemble des lots était de 18 mois, y compris la période de préparation du chantier.

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil a approuvé le nouveau programme fonctionnel et détaillé, rendu nécessaire par une refonte complète du programme scientifique et culturel de ce musée faisant appel à une redéfinition globale des espaces et un recours plus important aux technologies multimédias. Compte tenu des modifications substantielles que ce nouveau programme aurait induites sur le marché susmentionné, le Conseil a approuvé par délibération n°10821 du 17 avril 2012 la résiliation du marché n°2183DC09 – Lot n°1.

Cette résiliation a été notifiée à l'entreprise Léon Grosse le 11 mai 2012, avec effet au 4 juin 2012.

. Le 23 août 2012, le Groupement a notifié à la maîtrise d'œuvre son projet de décompte final d'un montant de 4 534 548,45 € H.T. Par courrier recommandé daté du 6 décembre 2012, la Collectivité a notifié à la société Léon Grosse le décompte général du marché pour un montant global de 3 060 420,04 € H.T. Le Groupement a refusé ce décompte final et a présenté un mémoire de réclamation d'un montant de 1 054 092,96 € H.T. La Collectivité a alors adressé au Groupement, en date du 18 février 2013, un décompte général modificatif d'un montant de 2 531 025,40 € H.T., à nouveau refusé par le Groupement qui a adressé le 16 avril 2013 un nouveau mémoire en réclamation d'un montant de 1 064 300,23 € H.T.

. Le 17 septembre 2013, les sociétés Léon Grosse et Villeneuve et le Groupement ont saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des litiges (ci-après CCIRA) afin qu'il donne son avis sur la réclamation.

. Le 18 décembre 2014, le CCIRA a rendu un avis n° 2013-44 selon lequel « le litige entre le groupement d'entreprises représenté par la société Léon Grosse, mandataire, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier trouverait une solution équitable par l'octroi à ce groupement de la somme de 245.914 € HT. », cette somme étant décomposée comme suit :

- 95 914 € H.T. au titre des frais restant à la charge du Groupement et compris dans le "compte prorata" dont il assurait la gestion sur le fondement des stipulations du marché,
- 150 000 € H.T. au titre des frais non couverts et liés à l'augmentation des délais du chantier induits par le changement de programme de l'opération.

. Le 13 février 2015, suite à l'avis rendu par le CCIRA, les Sociétés Léon Grosse et Villeneuve ainsi que le Groupement de ces sociétés ont déposé une requête enregistrée sous le numéro 1500813-4 au Tribunal administratif de Montpellier visant à obtenir le paiement de la somme totale de 338 449,49 € H.T. décomposée comme suit :

- Pénalités pour non remise de documents dans le délai : 84.000 € H.T.
- Impossibilité de facturer le prorata : 95.914,98 € H.T.
- Coût des bouleversements dans le déroulement des travaux : 150.000 € H.T.
- Retenue de garantie : 8.534,51 € H.T.

Eu égard à la volonté réciproque des Parties de mettre fin aux contentieux en cours et de régler définitivement leurs rapports contractuels, les Parties se sont rapprochées. Après concessions réciproques, elles ont décidé de régler à l'amiable et par une formule transactionnelle les différends les opposant. Ainsi, la Métropole s'engage à payer au Groupement une indemnité globale de 197 957 € H.T. décomposée comme suit :

- 150.000 € H.T. au titre des frais liés à la modification du programme muséographique (conformément à l'avis du CCIRA) ;
- 47.957 € H.T. au titre du compte prorata (50 % de la somme accordée par le CCIRA et s'élevant à 95 914 euros HT).

Cette issue transactionnelle nécessite la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises Léon Grosse / Villeneuve,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 197 957 € H.T. , soit 237 548,40 € T.T.C. conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole transactionnel susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°70 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3972DS15 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence sportive, Montpellier Méditerranée Métropole favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de la métropole. Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les travaux réalisés au Stade de la Mosson « Mondial 98 » afin de répondre aux normes internationales et dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans le champ de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau. Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national contribuent à l'image et au rayonnement du territoire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité participent à la promotion de la Métropole, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population des communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 80 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 40 abonnements en tribune présidentielle latérale ;
- 100 abonnements en tribune Cévennes.

La promotion de l'image de la Métropole et de son territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de la Métropole de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément à l'article 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610, du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements avec cette société.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 9 juin 2015, s'est prononcé favorablement sur le choix de la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Hérault Sport Club » comme attributaire du marché, ce pour un montant de 964 693 € H.T. pour la saison sportive 2015-2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3972DS15 tel que défini ci-dessus avec la Société par Actions Simplifiées "Montpellier Hérault Sport Club" ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015, chapitre 933 ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°71 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HANDBALL - MARCHÉ NEGOCIÉ N°3973DS15 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit chaque année sa démarche de promotion et de soutien des équipes de haut niveau qui contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain.

C'est dans le cadre de ses compétences que la Métropole assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bournol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France.

La domination du Montpellier Handball sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de la Métropole à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique. De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population du territoire métropolitain.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local et international, mais aussi récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en œuvre de ses compétences, voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Handball au sein du Palais des Sports René Bournol ou de la Park and Suites Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 60 places VIP tribune institutionnelle ;
- 20 places VIP tribune présidentielle ;
- 80 places « matchs de championnat et Coupe joués à René Bournol » ;
- 100 places « matchs de championnat et Coupe joués à l'ARENA ».

La promotion de l'image et du territoire de la Métropole à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bournol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer le logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention « Montpellier Méditerranée Métropole » dans la dénomination du club et sur son blason participe à la notoriété de la Métropole et doit à ce titre être financée.

La société par actions simplifiées (SAS) « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets, d'abonnements.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 9 juin 2015, a attribué ce marché à la société par actions simplifiées (SAS) « Montpellier Agglomération Handball » pour un montant de 781 412 € H.T. pour la saison sportive 2015-2016

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3973DS15 tel que défini ci-dessus avec la Société par Actions Simplifiées "Montpellier Agglomération Handball" ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



**AFFAIRE N°72 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3974DS15 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RUGBY - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14. La réalisation et la maintenance du complexe sportif Yves-du-Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans le champ de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club qui évolue dans l'élite du rugby national contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par le club participent à la promotion de la Métropole, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population des communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de ses compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein l'Altrad Stadium.

Afin répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations;
- 17 places « Affaires » ;
- 10 places « Corbeille » ;
- 34 places « VIP » ;
- 48 places « Twickenham latérale » ;
- 44 places « Eden Park » ;
- 12 places « Ellis Park centrale ».

La promotion de son image et de son territoire à la fois au niveau des spectateurs de l'Altrad Stadium mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de la Métropole de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs. Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 9 juin 2015, a attribué ce marché à la SASP « Montpellier Rugby Club » pour un montant de 786 886€ H.T pour la saison sportive 2015-2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3974DS15 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle "Montpellier Rugby Club";
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



**AFFAIRE N°73 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - ALTRAD STADIUM - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Rugby Club, qui évolue en championnat Top 14, dispute ses rencontres au sein du complexe sportif Yves-Du-Manoir, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole. La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national. C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite faire bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club des installations de l'Altrad Stadium pour la saison sportive 2015-2016.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club une convention de mise à disposition, pour la saison à venir.

Aussi, afin de pouvoir mener à terme les discussions en cours concernant les modalités d'une mise à disposition plus large des installations sportives utilisées par ce club, il convient d'établir une convention transitoire avec le Montpellier Rugby Club.

La convention transitoire définit les modalités de mise à disposition du stade et des espaces à compter de la date de la signature jusqu'au 31 décembre 2015. Elle prévoit l'utilisation d'espaces par la société, soit de manière non permanente pour l'organisation des manifestations sportives de l'équipe première dans le stade (jours de matchs), soit de manière permanente concernant les espaces et locaux mis à la disposition du club pour son activité.

En contrepartie de l'utilisation des installations mises à disposition, la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Métropole.

Pour les cinq premiers mois de la saison sportive 2015-2016, elle sera de 109 333€.

Une redevance variable établie en proportion des recettes du club issues de l'exploitation des installations est aussi mise en œuvre dans le cadre de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention transitoire de mise à disposition de l'Altrad Stadium pour la saison 2015-2016 de la date de signature au 31 décembre 2015 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°74 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORTS CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Sport Club qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au stade de la Mosson « Mondial 98 », transféré à la Métropole par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large

public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire bénéficier la Société par Actions Simplifiées (S.A.S) Montpellier Hérault Sport Club des installations du stade de la Mosson « Mondial 98 » pour la saison sportive 2015-2016. Dans cette perspective, il convient d'établir avec la S.A.S du Montpellier Hérault Sport Club une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société. En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade de la Mosson « Mondial 98 », la S.A.S acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour la saison 2015-2016, elle sera de 310 428 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du stade de la Mosson "Mondial 98" pour la saison 2015-2016 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°75 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1<sup>ère</sup> division, dispute ses rencontres au Palais des Sports René Bougnol, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau (14 fois champions de France) répond aux attentes d'un large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national. La Métropole souhaite donc faire bénéficier la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Agglomération Handball » des installations du Palais des Sports René Bougnol pour la saison sportive 2015-2016. Dans cette perspective, il convient d'établir avec la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Agglomération Handball » une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole. L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive, à l'exception des locaux administratifs du club. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de l'utilisation du Palais des sports, la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Agglomération Handball » acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Métropole.

Pour la saison 2015-2016, elle sera de 142 813 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol pour la saison 2015-2016
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Métropole de Montpellier, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°76 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient des actions ponctuelles à destination des publics et reconnaît des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Métropole au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil de subventionner les projets et manifestations suivantes :

### 1/ Organisation de stages multisports à la piscine Caron de Castelnau-le-Lez.

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole assure la gestion et l'animation des piscines du territoire.

Dans cette perspective, la Métropole établit chaque année un programme d'animation définissant les actions à mettre en place dans les établissements aquatiques. Cette année encore elle souhaite proposer des stages multisports à dominante natation pour les usagers de la piscine Caron de Castelnau-le-Lez.

Un appel à projet a été lancé le 10 avril 2015 auprès des associations sportives du secteur. Après analyse des candidatures, il est proposé au Conseil de Métropole d'attribuer les subventions suivantes :

- 800 € pour le « l'école et club de palmes de Montpellier » ;
- 1620 € pour l'association « Zépétra, école de Cirque ».

### 2/ Organisation du 2<sup>ème</sup> Championnat d'Europe de tambourin en salle (1000€) et organisation de la 20<sup>ème</sup> Coupe d'Europe de jeu de balle au tambourin (1000€)

Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels, tel que le tambourin, qui font la richesse et l'histoire de son territoire.

A ce titre, la Métropole souhaite soutenir financièrement la fédération française de jeu de balle au tambourin dans l'organisation de deux grandes manifestations :

- le 2<sup>ème</sup> Championnat d'Europe de Tambourin Indoor, qui se déroulera les 23, 24 et 25 octobre 2015 dans deux gymnases de Montpellier, un de Pérols et dont les finales auront lieu aux Palais des Sports de Castelnau-le-Lez.
- la 20<sup>ème</sup> Coupe d'Europe de jeu de balle au tambourin, qui se déroulera les 4 et 5 juillet 2015 sur la commune de Cournonterral. Cette compétition regroupera l'élite des clubs de tambourin français et italiens dans un lieu unique et parfaitement adapté à l'accueil d'événements sportifs de cette ampleur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2015 de la Métropole de Montpellier, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°77 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – BÂTIMENTS SPORTIFS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - MARCHÉ N°3897DS15 RELATIF AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Pour maintenir son patrimoine bâti en bon état et effectuer dans les bâtiments sportifs les aménagements et améliorations nécessaires, la Métropole a lancé une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 23 février 2015.

Il s'agit de marchés à bons de commande réalisés pour une durée d'un an à compter de leur notification et renouvelables par reconduction expresse par la personne publique pour trois nouvelles périodes d'une année.

Ces marchés à bons de commandes sont conclus sans minimum ni maximum en valeur et avec plusieurs

titulaires par lots (trois maximum). Les commandes à intervenir seront, sur chaque lot, et sans remise en concurrence des prestataires à survenance des besoins, attribuées selon la méthode dite " en cascade", qui consiste à faire appel, en priorité, aux titulaires les mieux-disant : l'acheteur contacte le titulaire dont l'offre a été classée première et, si celui-ci n'a pas la capacité de répondre dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

Les travaux, objet d'une seule tranche, sont répartis en 12 lots attribués par marchés séparés.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 12 mai 2015 a décidé de retenir pour l'exécution des travaux prévus du lot n°1 au lot n°12, les entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation et sur la base du détail quantitatif estimatif établi pour l'analyse des offres mais n'ayant pas valeur contractuelle, à savoir :

<b>LOTS</b>	<b>ENTREPRISES RETENUES</b>		<b>MONTANT ESTIM. € H.T</b>
<b>Lot n°1 Maçonnerie – Carrelage</b>	1	Balboa Frères (Grabels)	84 840
	2	Darver (Vendargues)	155 790
	3	Le Marcory (Clermont l'Hérault)	189 710
<b>Lot n°2 Couverture – Etanchéité</b>	1	ETI (Vendargues)	41 590
	2	Alfa Services (Castries)	44 921
	3	Groupement Languedoc Toiture/Technifer (Baillargues)	70 830
<b>Lot n°3 Serrurerie - Menuiseries Aluminium et PVC</b>	1	VIP Plus (Castelnau-le-Lez)	65 110
	2	Technifer (Montpellier)	120 092
	3	Aimdoc (Castelnau-le-Lez)	103 548
<b>Lot n°4 Menuiseries et agencement bois</b>	1	Menuiserie Cardonnet (St Mathieu-de-Trévières)	28 947
	2	Alvarez Frères (Mauguio)	37 760
	3	Languedoc Menuiseries Agencement (Castries)	38 002
<b>Lot n°5 Cloisons – Faux-plafonds</b>	1	FPI (Montarnaud)	38 385
	2	Ets JF Cortina (Montpellier)	38 667,5
	3	Sodac (St Georges d'Orques)	62 576
<b>Lot n°6 Peinture – Sols souples</b>	1	JLC Peinture (Montpellier)	50 425
	2	Ets Garcia et fils (Montpellier)	53 965
	3	Socamo (Villeneuve Les Maguelone)	77 130
<b>Lot n°7 Signalétique</b>	1	Deco Ader Méditerranée (St Jean de Vedas)	25 090
	2	Décor 34 (Montpellier)	30 725
<b>Lot n°8 Aménagements sportifs extérieurs - VRD</b>	1	Groupement Sport Environnement / Laquet (Montpellier)	55 925
<b>Lot N°9</b>	1	Groupement SME / REEL (Cournonsec)	73 071,6

<b>Electricité</b>	2	SNEF (Mauguio)	82 697
	3	INEO LR (Lattes)	106 563,7
<b>Lot N°10 Plomberie - VMC</b>	1	SME (Cournonsec)	26 993,79
	2	SPIE SUD OUEST (St Jean de Vedas)	46 058,63
<b>Lot N°11 Sonorisation - Vidéoprojection</b>	1	Sud Média system (Baillargues)	28 542
<b>Lot N°12 Traitement d'eau</b>	1	Chaveroche (Lattes)	49 679,21
	2	Eurotechnologie (Mudaison)	106 670,60

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant, leur résiliation ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°78 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SARL LE TRIOLET - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait réaliser des travaux, dans le courant de l'année 2012, sur le réseau d'assainissement, de l'avenue Emile Diacon à Montpellier. Monsieur Hedi MAATKI possède un établissement situé sur cette avenue, au sein duquel il exerce une activité d'alimentation générale, la SARL LE TRIOLET. Cet établissement est situé en bordure de la voie publique et un espace permet, en temps normal, aux véhicules de stationner. A l'occasion des travaux d'assainissement, l'avenue a été fermée, et l'espace de stationnement a été occupé. Cette modification de la circulation a rendu très difficile l'accès au commerce de Monsieur Maatki.

Par un premier courrier en date du 17 septembre 2012, Monsieur Maatki, faisait part, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, d'une baisse de fréquentation conséquente générée par les importantes difficultés d'accès à son commerce et, demandait, en conséquence, une indemnisation au titre de la perte de chiffre d'affaires du fait des travaux publics. Par un second courrier en date du 26 novembre 2013, le requérant chiffrait son préjudice à 22 885,81€ T.TC. Afin d'être indemnisé au titre d'un dommage de travaux publics, un tiers aux opérations doit démontrer qu'il a subi personnellement un préjudice à la fois anormal et spécial. Il est de jurisprudence constante que des difficultés d'accès à un commerce sont susceptibles de générer ce type de préjudice, à condition que les modifications de la circulation en cause, aient provoqué des difficultés d'accès, génératrices d'une perte conséquente et continue de clientèle pour l'exploitation industrielle ou commerciale concernée.

En l'occurrence, Monsieur Maatki, SARL LE TRIOLET, démontre effectivement une perte de chiffre d'affaires et impute cette perte aux modifications de circulation.

Au terme d'une analyse approfondie de cette demande, et des pièces permettant de justifier de cette perte de chiffre d'affaires qui ont été fournies postérieurement, les services de la Métropole ont estimé que le préjudice réel pouvait être évalué à hauteur de 9 000 € (neuf mille euros). C'est pourquoi il est proposé une résolution amiable de ce litige via la signature d'un protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du protocole d'accord transactionnel avec la SARL LE TRIOLET,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget annexe de l'assainissement, chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



**AFFAIRE N°79 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAINT BRÈS - DÉVOIEMENT DE CANALISATION D'EAUX USÉES ET D'EAU POTABLE EN VUE DE LA POSE D'UN RÉSEAU PLUVIAL SUR LA RUE DE FONTMAGNE - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE SAINT-BRÈS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par décret n°2014-1605 en date du 23 décembre 2014, la Métropole de Montpellier Méditerranée est créée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La Métropole exerce dorénavant les compétences prévues notamment à l'article L-5217-2 du CGCT dont celle relative à la voirie. Néanmoins, la Commune de Saint-Brès assure de manière transitoire pour l'année 2015 toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de la Métropole selon les dispositions particulières prévues par l'avenant n°1 de la convention de gestion transitoire approuvé par délibération n°12914 du 28 avril 2015.

La Commune de Saint-Brès intervient donc, selon cette convention, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole. A ce titre, elle a engagé sur l'exercice 2015 des travaux de réaménagement de la rue de Fontmagne avec la pose d'un réseau pluvial pour laquelle la Métropole doit dévier les réseaux d'eau potable et d'eaux usées dont elle a la charge. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers. Ainsi, la Commune de Saint-Brès et la Métropole envisagent le recours à un marché public commun en raison du caractère connexe des ouvrages et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. La Commune de Saint-Brès sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement en fonction des budgets sollicités. Le montant d'opération engagé par la Commune au nom de la Métropole et relevant du budget général s'élève à 229 200 € T.T.C. Le montant d'opération engagé par la Métropole s'élève à 50 400 € TTC relevant du budget annexe de l'assainissement et 12 000 € T.T.C. relevant du budget eau potable.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre entre chaque membre du groupement. La Commune de Saint-Brès dispose d'une maîtrise d'œuvre, dite générale de l'opération portant sur le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

Les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de dévoiement du réseau d'assainissement et d'eau potable seront assurées par les services de la Métropole. Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront réalisées conjointement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la commune de Saint-Brès et Montpellier Méditerranée Métropole pour le dévoiement du réseau d'eau potable et d'eaux usées dans le cadre du réaménagement de la rue de Fontmagne,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°80 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LES NAVETTES DES PLAGES - SAISON 2015 ET BILAN 2014 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et

101

Mobilité, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral montpelliérain.

Le terminus de la Ligne 3 Pérols Etang de l'Or se situe à quelques kilomètres des plages de Palavas et Carnon. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis ce terminus vers les plages (pour rappel en 2013 et 2014 : plage des Roquilles à Palavas et plage du lido de Carnon au Grand Travers).

Pour la saison 2015, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 13 juin au 30 août inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif mis en place pour 2014 et qu'il est proposé de reconduire en 2015 est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes,
- les voyageurs provenant de la ligne 3 et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance,
- enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe ce tarif à 1,50 € par trajet

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le syndicat mixte Hérault Transport et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention pour la saison 2015 précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée contractuellement à 0,9422 € HT, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Enfin, le bilan de fréquentation de juin à septembre 2014 s'établit de la manière suivante :

Nombre de validations titres TaM à bord des navettes : 205 747

Nombre de validations titres Hérault Transport (pour information) : 22 357

Dont nombre de validations « titre spécifique » vendu à bord : 17 010

Le montant de la compensation tarifaire versée par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport au titre de 2014 s'est élevé à 186 283,42 € T.T.C.

A l'issue de la saison estivale 2015, un bilan sera établi et la poursuite du dispositif en 2016 sera envisagée dans le cadre d'une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de compensation tarifaire pour le fonctionnement des navettes de plages de la saison 2015 et valider le bilan 2014 de la fréquentation de cette navette,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses de la saison 2015 sont inscrits au chapitre 65 du budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°81 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 ET PROTOCOLE AU MARCHÉ 8.141 DES MISSIONS DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ ET DES TIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1<sup>er</sup> à Montpellier.

-Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

-Par délibération n°11337 du 20 décembre 2012, le Conseil a autorisé TaM à signer le marché n°8.141 relatif à une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS) avec l'entreprise Bureau Veritas (92) pour un montant de 267 120 € HT. Il s'agit d'un marché de services à prix global et forfaitaire.

Ce marché comprend une tranche ferme portant sur la section comprise entre le rond-point Paul Fajon et Clapiers pour les phases AVP, PRO, DCE, réalisation et garantie de parfait achèvement et sur les extensions Ouest et Nord pour les phases AVP et PRO. Il comprend également une tranche conditionnelle n°1 portant sur l'extension Ouest et une tranche conditionnelle n°2 portant sur l'extension nord, dans les deux cas en phases DCE, réalisation et parfait achèvement.

A la suite de l'engagement des travaux sur le seul bouclage de la ligne 4, le projet d'avenant n°1 a pour objet :

- ✓ d'adapter la rémunération du titulaire en prenant en compte :
  - les prestations déjà réalisées par le titulaire jusqu'à la phase Projet sur le périmètre de la ligne 5,
  - les prestations restant à réaliser, sur le périmètre du bouclage de la ligne 4, de la phase DCE jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

Le nouveau montant de la tranche ferme a été établi à 56 688 € HT (valeur septembre 2012) au lieu du montant initial de 214 640 € H.T. ; le montant total du marché fixé initialement à 267 120 € H.T. est donc ramené à 109 168 € H.T.

- ✓ d'acter le nouveau calendrier d'exécution de la mission. La durée prévisionnelle du marché a été ramenée à 54 mois comprenant, comme pour le marché initial, une durée de 1 an de garantie de parfait achèvement.

Le projet d'avenant n°1 vaut également protocole transactionnel car il fixe les conditions de règlement suite à la réclamation du titulaire au titre des frais et investissements engagés pour l'exécution du marché initial. Les parties se sont rapprochées afin de trouver un accord amiable et sont convenues du versement d'une indemnité à hauteur de 5 % du montant des prestations non réalisées de la tranche ferme soit 7 897,60 € exonéré de TVA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 et les dispositions transactionnelles au marché n°8.141 des missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé et des Tiers dans le cadre de la réalisation du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant ramenant le montant total du marché à 109 168€ H.T. (valeur septembre 2012) et attribuant une indemnité transactionnelle d'un montant de 7 897,60 € exonéré de TVA, avec l'entreprise Bureau Veritas (92),
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°82 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORT EN COMMUN - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE POUR LES PARKINGS - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis plusieurs années une politique ambitieuse en matière d'investissement et de développement du réseau, constitué aujourd'hui de 4 lignes de tramway, 36 lignes de bus, 52 stations de Vélomagg', 400 vélos en libre-service et 16 parkings en contact avec le tramway, offrant 5 300 places de stationnement. Cela s'est traduit par une fréquentation croissante sur le réseau urbain de Montpellier qui atteint aujourd'hui plus de 300 000 voyages chaque jour. Par ailleurs, il faut rappeler que depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, une nouvelle gamme tarifaire a été mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole. Elle a pour but de renforcer l'attractivité du réseau de transport, par la mise en place du voyage à 1 € et la baisse de 20% de l'abonnement pour les jeunes, et permettre ainsi son accès au plus grand nombre.

Cette refonte de la gamme tarifaire s'inscrivait dans le cadre d'une stabilité des tarifs pratiqués sur le réseau de transport urbain, ces derniers n'ayant pas été augmentés depuis 2012.

La loi du 17 mars 2014 relative à la consommation, dite « loi Hamon » impose de proposer, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, une tarification au quart d'heure des parkings. Cette nouvelle disposition s'appliquera aux parkings P+Tram pour les automobilistes qui n'utiliseront pas en correspondance le réseau TaM. Pour les autres, les modalités d'utilisation des parkings P+Tram restent inchangées : pour les abonnés TaM, l'accès reste gratuit dans la limite de 24 h consécutives, au-delà la tarification horaire des P+Tram s'appliquera. Pour les non abonnés, le forfait P+Tram reste inchangé ; ce titre, qui coûte 4,60 € (ou 3,40 € sur présentation du Pass Métropole), permet de stationner sa voiture sur les 9 parkings P+Tram tout en bénéficiant d'un ticket aller-retour valable sur le réseau TaM dans la journée.

Les parkings P+Tram n'ayant pas pour vocation première le stationnement pur, il est proposé d'aligner leur grille tarifaire sur les tarifs proposés dans les parkings extérieurs du centre-ville de Montpellier tels qu'Europa, Arceaux et Antigone avec la particularité d'offrir le premier 1/4h gratuit pour favoriser la dépose des usagers du réseau.

Nouvelle grille tarifaire :

## Tarif

Durée du stationnement		Jour (de 7h00 à 19h00)	Nuit	durée		Jour (de 7h00 à 19h00)	Nuit
0:00	0:15	- €	- €	6:00	6:15	11,20 €	4,80 €
0:15	0:30	0,80 €	0,20 €	6:15	6:30	11,60 €	5,00 €
0:30	0:45	1,20 €	0,40 €	6:30	6:45	12,00 €	5,20 €
0:45	1:00	1,60 €	0,60 €	6:45	7:00	12,40 €	5,40 €
1:00	1:15	2,00 €	0,80 €	7:00	7:15	12,80 €	5,60 €
1:15	1:30	2,50 €	1,00 €	7:15	7:30	13,10 €	5,80 €
1:30	1:45	3,00 €	1,20 €	7:30	7:45	13,40 €	6,00 €
1:45	2:00	3,50 €	1,40 €	7:45	8:00	13,70 €	6,20 €
2:00	2:15	4,00 €	1,60 €	8:00	8:15	14,00 €	6,40 €
2:15	2:30	4,50 €	1,80 €	8:15	8:30	14,30 €	6,60 €
2:30	2:45	5,00 €	2,00 €	8:30	8:45	14,60 €	6,80 €
2:45	3:00	5,50 €	2,20 €	8:45	9:00	14,90 €	7,00 €
3:00	3:15	6,00 €	2,40 €	9:00	9:15	15,20 €	7,20 €
3:15	3:30	6,50 €	2,60 €	9:15	9:30	15,50 €	7,40 €
3:30	3:45	7,00 €	2,80 €	9:30	9:45	15,80 €	7,60 €
3:45	4:00	7,50 €	3,00 €	9:45	10:00	16,10 €	7,80 €
4:00	4:15	8,00 €	3,20 €	10:00	10:15	16,40 €	8,00 €
4:15	4:30	8,40 €	3,40 €	10:15	10:30	16,70 €	8,20 €
4:30	4:45	8,80 €	3,60 €	10:30	10:45	16,90 €	8,40 €
4:45	5:00	9,20 €	3,80 €	10:45	11:00	17,00 €	8,60 €
5:00	5:15	9,60 €	4,00 €	11:00	11:15	17,10 €	8,80 €
5:15	5:30	10,00 €	4,20 €	11:15	11:30	17,20 €	9,00 €
5:30	5:45	10,50 €	4,40 €	11:30	11:45	17,30 €	9,20 €

5:45	6:00	10,80 €	4,60 €	Plafond par 12h	17,40 €	9,40 €
------	------	---------	--------	-----------------	---------	--------

En complément, il est proposé de maintenir la gratuité des deux premières heures de stationnement sur le Parking Circé afin de proposer une offre similaire à l'ensemble de la zone commerciale d'Odysseum. Par ailleurs, à la gare routière Sabines, des installations sont proposées à la location par TaM pour des départs de bus nationaux et internationaux.

Il est proposé d'appliquer les tarifs suivants :

- Droit d'usage des installations (mensuel) : 1551,50 € HT;
- Prix par départ : 21,55 € HT.

Les dispositions décrites ci-dessus seront applicables à compter du 1er juillet 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouveaux tarifs applicables au 1er juillet 2015 et la mise à jour de l'annexe 19 - Grille tarifaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°83 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – OFFRE DE CONCOURS RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE ENTRE LES RD 610 ET 613 SUR LA COMMUNE DE VENDARGUES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSOUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et le Département de l'Hérault ont signé un Contrat de Partenariat sur le territoire de l'Agglomération pour la période 2012-2016, portant notamment sur la réalisation d'opérations de transport, d'infrastructure et d'aménagement de voirie, dont l'aménagement d'un carrefour-giratoire entre les RD 610 et RD 613 à l'entrée du Parc du Salaison, sur la commune de Vendargues.

Le parc d'activités du Salaison accueille en effet plus de 200 entreprises et près de 2 500 emplois, et fait l'objet d'un important projet de requalification conduit par Montpellier Méditerranée Métropole. Cette opération de réaménagement complet du carrefour entre les RD 613 et RD 610, très attendue par les usagers et les entreprises de ce secteur du fait des nombreux accidents que cette intersection a connus, porte à la fois sur des travaux de mise en sécurité par l'aménagement d'un double giratoire et sur l'amélioration de l'accès au Parc d'activités du Salaison avec la volonté de donner un caractère urbain à la voirie en phase avec la requalification et l'urbanisation du secteur. Les travaux prévus porteront notamment sur l'assainissement, les chaussées et trottoirs, bordures et caniveaux, signalisation, aménagements paysagers, équipements, éclairage public et réseaux secs.

Dans le cadre de cette offre de concours, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser au Département la somme de 500 000 € correspondant à 30 % du montant total hors taxe de l'opération estimée à 1 700 000 € H.T., selon le montant inscrit au Contrat de Partenariat. Les versements de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'échelonneront de la manière suivante :

- 50 % de la participation en 2015 sans toutefois dépasser la somme de 250 000 €, montant qu'il conviendra d'inscrire au budget 2015 de la Métropole ;
- 50 % de la participation en 2016 sans toutefois dépasser la somme de 250 000 €, montant qu'il conviendra d'inscrire au BP 2016 de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole à la réalisation par le Département de l'Hérault du carrefour giratoire à l'intersection des routes départementales 610 et 613 à Vendargues,
- approuver la convention d'offre de concours à conclure avec le Département de l'Hérault pour l'aménagement de ce carrefour,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 de la Métropole au chapitre 908,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°84 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VOIRIE ESPACE PUBLIC - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE CLAPIERS, SAINT GENIÈS DES MOURGUES, PRADES-LE-LEZ ET SAUSSAN - APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015. A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Clapiers, Saint Geniès des Mourgues, Prades-le-Lez et Saussan assurent notamment sur leur territoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en application des articles L5217-7, L5215-29 et R5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes de Clapiers, Saint Geniès des Mourgues, Prades-le-Lez et Saussan ont approuvé la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations respectives des 9 avril, 16 avril, 11 mai et 26 mai 2015.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour ces 4 communes, comme suit.

**Commune de Clapiers**

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Maitrise d'œuvre pour travaux de voirie urbaine divers	13 044,41 €	Bon de commande du 06/06/2011
Maitrise d'œuvre pour travaux de voirie urbaine divers	150,70 €	Bon de commande du 13/12/2013
Fourniture et pose de signalisation horizontale au Fesquet	2 319,60 €	Bon de commande du 29/10/2014
Travaux montée de la Fiole (études de sols, travaux de VRD, coordination SPS, diagnostic amiante et HAP, travaux d'éclairage public, achat de terrains)	400 285,80 €	Bon de commande du 23/12/2014 sur le marché de travaux VRD n° 2014-03
Enrochement et tête de buse – fossé à côté des terrains de tennis	9 392,52 €	Bon de commande du 14/10/2014
Pose tête de buse au 20 rue de Vendargues	1 130,40 €	Bon de commande du 14/10/2014
Trottoir rue du chêne liège	10 469,26 €	Bon de commande du 14/10/2014

Aménagement de voirie rue de Viviers : lisse en bois	897,60 €	Bon de commande du 23/10/2014
Aménagement de voirie – réfection de trottoir rue Fesquet	15 695,28 €	Bon de commande du 23/10/2014
Réfection de chemin et curage de fossé – chemin de la Draille	6 097,96 €	Bon de commande du 17/11/2014
Aménagement de voirie – chemin des Bosses	7 333,20 €	Bon de commande du 17/11/2014
Aménagement de voirie – traverse de l'Escoutaire	11 428,02 €	Bon de commande du 17/11/2014
Aménagement de voirie – rue des Romarins : surlargeur de chaussée	4 108,67 €	Bon de commande du 15/12/2014
Aménagement de voirie – rue des Romarins : mise à la cote des tampons	1 239,72 €	Bon de commande du 15/12/2014
Signalisation horizontale et verticale - kiosque	3 939,00 €	Bon de commande du 29/04/2014
Fourniture et pose éclairage pour passage piéton RD65	4 270,48 €	Bon de commande du 24/02/2014
Mat d'éclairage avec enveloppe béton	1 512,56 €	Bon de commande du 09/12/2014
Mat d'éclairage Allée du Bois du Prieur	1 648,80 €	Bon de commande du 09/12/2014
Globe avenue Georges Frêche	695,78 €	Bon de commande du 09/12/2014
Eclairage piétonnier RD65	2 501,33 €	Bon de commande du 09/12/2014
Borne piétonnier entre Albertine Sarrazin et Boulevard de la liberté	1 519,42 €	Bon de commande du 09/12/2014
Fourniture et pose robinet vanne hydrant n°28 – rue du Bosc	994,15 €	Bon de commande du 28/11/2011
Mise en conformité des hydrants de la commune suite au contrôle 2014	1 346,54 €	Bon de commande du 07/11/2014
Pose coffre hydrant – avenue de l'Europe	657,72 €	Bon de commande du 14/11/2014
Etudes hydrauliques suite aux intempéries de septembre 2014	17 976,00 €	Bon de commande du 20/11/2014

### **Commune de Saint Geniès des Mourgues**

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Réfection des rues du quartier des Mourguettes – tranche 2	295 360,00 €	Appel d'offres travaux du 04 septembre 2014
Rue de l'égalité et rue du moulin	41 239,12 €	Appel d'offres travaux du 23 avril 2014
PUP du quartier des Peyrouses	375 851,12 €	Appel d'offres travaux du 17

		décembre 2014
Travaux de réparation des dégâts suite aux intempéries	30 046,00 €	Délibération n°51/14 du 16 octobre 2014

- Opération décidée mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Aménagement de la rue du Bassin et de la rue des arts, pose et installation de radars pédagogiques	133 000,00 €	Délibérations n°67 et 68 du 16 décembre 2014

- Opérations décidées mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 que la commune souhaite poursuivre et financer :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Réfection des voiries du quartier des Mourguettes – tranche 3	363 800,00 €	Délibération n°70 du 16 décembre 2014 (approbation APS)
Travaux de renforcement d'électricité et d'éclairage public vers la station d'épuration	50 329,00 €	Commande du 22 décembre 2014
Achat d'une parcelle en vue de la réalisation d'un parking	424 947,00 €	Délibération n°66/14 du 16 décembre 2014

#### **Commune de Prades-le-Lez**

- Opérations décidées et dont le début d'intervention est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 que la commune souhaite transférer à Montpellier Méditerranée Métropole:

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Travaux de réfection de chaussées suite aux inondations 2014	32 050,00 €	Délibération du 25/11/2014 (demande de subvention)

#### **Commune de Saussan**

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune:

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Rue Coppe Gambe	55 978,78 €	Délibération n°03/05/2015 « conventions » - séance du 14/05/2014
Rue de Bel Air	17 513,16 €	Demande de subvention – octobre 2013
Eclairage public 2014 (maîtrise d'œuvre et travaux)	42 672,00 €	Délibération « rénovation de l'éclairage public – demande de subvention » - séance du 11/09/2012
Les Combes	121 190,00 €	Délibération « convention de PUP » - secteur de « Les Combes »

		- séance du 24/04/2012
--	--	------------------------

- Opérations décidées mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 que la commune souhaite transférer à Montpellier Méditerranée Métropole:

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Rue des Violettes	3 658,00 €	Délibération n°D 23 12 2014 4 « sollicitation de subvention » - séance du 23/12/2014
Chemin des Canaux	8 900,00 €	Délibération n° D 23 12 2014 1 « sollicitation de subvention pour la restauration de la voirie communale suite aux crues des 29/09 et 06/10/2014 – séance du 23/12/2014
Chemin des Saliniers	40 762,00 €	Délibération n° D 23 12 2014 21 « sollicitation de subvention pour la restauration de la voirie communale suite aux crues des 29/09 et 06/10/2014 – séance du 23/12/2014
Rue Courte	14 652,00 €	Délibération n° D 23 12 2014 3 « sollicitation de subvention rue courte » - séance du 23/12/2014
Place de l'Eglise	94 692,00 €	Délibération « subvention PIC – place de l'église et du monument aux morts » - séance du 08/01/2013

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Clapiers, Saint Geniès des Mourgues, Prades-le-Lez, Saussan et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Clapiers, Saint Geniès des Mourgues, Prades-le-Lez et Saussan ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5215-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°85 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE G. FRÊCHE À CASTELNAU-LE-LEZ - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION ET**

# CONVENTION ACOUSTIQUE ENTRE L'ASSOCIATION HÉLIO MARINE DE LA CÔTE OCCITANE / CENTRE MAGUELONE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

L'aménagement de l'avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2007-I-1022 du 29 mai 2007.

-Par arrêté préfectoral n°2012-I-908 du 19 avril 2012, la déclaration d'utilité publique a été prorogée jusqu'au 26 mai 2017.

-Par arrêté préfectoral n°2013-I-1973 du 14 octobre 2013, les terrains nécessaires à cet aménagement ont été déclarés cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La finalisation de l'aménagement de l'avenue Georges Frêche rend nécessaire l'acquisition, sous déclaration d'utilité publique, des parcelles où l'activité du Centre Maguelone s'est installé. Un accord sur les conditions d'acquisition des terrains a été trouvé avec le propriétaire, l'Association Hélios Marine de la Côte Occitane et le locataire exploitant, le Centre Maguelone, touchés par l'opération d'aménagement.

La promesse de vente à conclure avec l'Association Hélios Marine de la Côte Occitane est établie moyennant le prix ferme et définitif de 211 804,00 €, toutes indemnités comprises, pour les quatre parcelles (AT 126, 127, 129 et 131) impactées par le projet d'aménagement, pour une contenance totale de 1541 m², conformément à l'avis de France Domaine du 8 juillet 2014.

Le prix de vente se décompose comme suit :

? l'indemnité principale	191 640,00 €
comprenant :	
- l'acquisition du terrain d'assiette nécessaire à l'opération	41 640,00 €
- la perte de 20 places de stationnement	150 000,00 €
? l'indemnité de remploi	20 164,00 €

Afin de permettre la poursuite de l'activité du Centre Maguelone, tout en réalisant l'aménagement de la dite avenue, des travaux de reconstitution sont nécessaires. Ces travaux de reconstitution incombent à Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité d'autorité expropriante.

Le propriétaire, l'exploitant et la Métropole se sont rapprochés afin de formaliser par voie de protocole transactionnel l'échange de leurs volontés en application de l'article 2044 et suivant du Code civil.

Ainsi, le protocole transactionnel a pour objet de définir les conditions techniques et financières de prise en charge des travaux de reconstitution.

Le protocole transactionnel prévoit notamment les travaux suivants :

- la reconstitution des accès et clôtures sur la nouvelle limite de propriété,
- le déplacement de réseaux,
- le déplacement du totem d'entrée de site et de deux enseignes lumineuses,
- la reconstitution du réseau d'éclairage public,
- le réaménagement végétal avec remplacement à l'identique d'un abri de jardin en bois,
- l'isolation acoustique des fenêtres des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages impactés par l'aménagement conformément à l'étude acoustique

L'estimation des travaux sous maîtrise d'ouvrage du Centre Maguelone (Equipements du portail, alimentation électrique du site et déplacement du transformateur électrique, plantations,...) s'élève à 117 135,43 € TTC. et seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour traiter le cas particulier de l'isolation acoustique, prise en charge par Montpellier Méditerranée



Métropole, conformément à la délibération du Conseil du 24 mai 2012, une convention de financement spécifique à l'isolation acoustique sera annexée au protocole transactionnel. Le montant de ces travaux est estimé à 74 323,20 € TTC.

Aux termes de ce protocole, l'Association Hélios Marine de la Côte Occitane et le Centre Maguelone s'engagent à renoncer à toute réclamation, et par suite à tout contentieux, à l'encontre de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des conséquences de l'acquisition des parcelles visées dans le protocole.

Enfin ce protocole prévoit que l'Association Hélios Marine de la Côte Occitane se désiste de son recours n° 1402038-05 encore pendant devant le Tribunal Administratif de Montpellier contre l'arrêté préfectoral de cessibilité n°2015-I-1973 du 14 octobre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel d'indemnisation avec l'Association Hélios Marine de la Côte Occitane et le Centre Maguelone,
- approuver la promesse de vente unilatérale d'acquisition foncière entre l'Association Hélios Marine de la Côte Occitane et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux auprès de la commune de Castelnau-le-lez en vue de la réalisation des travaux,
- approuver la convention acoustique relative aux travaux d'aménagement du Centre Maguelone,
- dire que les crédits nécessaires à ces opérations seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°86 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLÉ ET LES COMMUNES DE BEAULIEU, CLAPIERS ET SAUSSAN - APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application de la convention de gestion provisoire, les communes assurent au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

C'est notamment le cas des communes de Beaulieu, Clapiers et Saussan.

En application des articles L5217-7 et L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les Communes de Beaulieu, Clapiers et Saussan ont approuvé les versements de fonds de concours suivants par délibérations respectives des 23 mars et 16 juin 2015, du 9 avril 2015 et du 26 mai 2015.

#### **Commune de Beaulieu**

-Pour l'opération de travaux de voirie du chemin piéton de la chapelle d'un montant TTC de 16 132 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 6 587 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de travaux de voirie chemin de la déchetterie d'un montant TTC de 7 745 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 3 162 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de travaux de voirie chemin de la plaine agricole suite aux inondations d'un montant TTC de 96 330 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 39 335 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de travaux de voirie avenue de Saint Geniès d'un montant TTC de 10 000 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 2 667 € HT, soit 32% du montant prévisionnel de l'opération.

### **Pour la Commune de Clapiers**

-Pour l'opération de réfection de la rue des Moulières, entre la rue Lionel Bompar et l'abribus d'un montant TTC de 150 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention, joint en annexe, s'élève à 61 250 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour l'opération de renouvellement et d'extension de l'ensemble des voiries du domaine public communal, d'un montant TTC de 159 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 66 000 € HT, soit 49,80 % du montant prévisionnel de l'opération.

### **Pour la Commune de Saussan**

-Pour l'opération de rénovation et réaménagement de la place de l'Eglise d'un montant TTC de 94 692 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 9 250 € HT, soit 16,14% du montant prévisionnel de l'opération.

-Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé et tel qu'il résulte du décompte général de l'opération, dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence et annexés aux présentes déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours, jointes en annexe,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le président à signer les conventions après approbation concordante des communes de Beaulieu, Clapiers et Saussan ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°87 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRIÉTÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3039GD12 POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANT N°2 ET MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°3997GD15 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propriété de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°11007 du 19 juillet 2012, le Conseil a approuvé le programme d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux d'une capacité de stockage de 460 000 m<sup>3</sup> de déchets pour un tonnage annuel maximum de 83 000 tonnes, correspondant à une durée d'exploitation de 5 ans. Le montant prévisionnel de l'opération a été évalué à 9 525 000 € H.T., valeur juin 2011, comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les honoraires techniques pour un montant de travaux de 8 780 000 € HT.

Par cette même délibération, le Conseil a autorisé à l'issue de la procédure d'appel d'offres, la signature du

marché de maîtrise d'œuvre n°3039GD12 avec le groupement ANTEA/MERLIN pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux d'aménagement correspondants. Ce marché fait l'objet d'un lot unique. Le taux de rémunération du maître d'œuvre est fixé à 2,51 % du montant des travaux et le forfait provisoire de rémunération s'élève à 220 350,00 euros H.T.

A l'issue des études de conception, le maître d'œuvre s'est engagé sur un coût prévisionnel des travaux de 8 570 000,00 € H.T., valeur avril 2013, en légère diminution par rapport à l'estimation initiale du maître d'ouvrage. Par délibération n°11590 du 23 mai 2013, le Conseil a approuvé en conséquence par avenant n°1, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre pour un montant de 215 079,67 € H.T.,

Les sujétions imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux, notamment dues aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre 2014, classés catastrophes naturelles par arrêté préfectoral, ont conduit d'une part à modifier le programme de l'opération en terme de phasage et de mode opératoire, et d'autre part à reprendre certains ouvrages ou parties d'ouvrages endommagés par ces intempéries, pour permettre la continuité du service public de traitement des déchets ménagers. Le montant des travaux pris en compte au titre des modifications du programme de l'opération s'élève à 2 057 423,90 € H.T.

L'avenant n°2 au marché n°3039GD12 a donc pour objet de prendre en compte l'augmentation consécutive des missions du maître d'œuvre en phase de réalisation des travaux, hors éléments de mission de conception, pour un montant de 38 648,92 € H.T., représentant 17,97 % du forfait de rémunération de 215 079,67 € H.T.

Par ailleurs, les sujétions géotechniques imprévues apparues lors des opérations de minage du front de taille pour la préparation des parois du casier nécessitent des compléments aux études de conception et au suivi de la réalisation des travaux afin de traiter de manière spécifique certaines sections pour rectifier les profils du parement et permettre la poursuite de la pose des dispositifs d'étanchéité verticaux. La réalisation de ces prestations fait l'objet du présent marché complémentaire n°3997GD15 au marché n°3039GD12 conclu en application des dispositions de l'article 35.II.5 – alinéa a du Code des marchés publics, sans mise en concurrence, avec le prestataire actuel.

En effet, ces prestations ne peuvent être confiées qu'au titulaire du marché initial, le groupement ANTEA/MERLIN, pour prendre en compte :

- les contraintes techniques de réalisation en cohérence et en complément des ouvrages prévus au marché : confortement du parement, traitement des bermes conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, nécessité de disposer d'un plan de pose adapté à la mise en œuvre du dispositif d'étanchéité ;
- l'obligation de disposer d'un délai de livraison en cohérence avec le planning général du chantier principal et des contraintes d'exploitation de l'ISDND, incompatible avec la mise en place d'une procédure d'appel d'offre ;
- la nécessité de disposer d'un acteur économique unique responsable qui intègre les interfaces entre les différents lots du marché de travaux.

Le délai d'exécution est fixé à trois mois à compter de la date de réception de l'ordre de service correspondant. Le montant des prestations s'élève à 10 500,00 € H.T. et représente 4,88 % du montant initial de 215 079,67 € H.T. du marché de maîtrise d'œuvre.

Le projet d'avenant n°2 et le marché complémentaire n°3997GD15 au marché n°3039GD12 ont reçu l'avis favorable de la commission d'appels d'offres lors de sa séance du 9 juin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 et le marché complémentaire n°3997GD15 au marché de maîtrise d'œuvre n°3039GD12 pour la conception et la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 et le marché complémentaire n°3997GD15 au marché de maîtrise d'œuvre n°3039GD12, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J. RAYMOND

**AFFAIRE N°88 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRIÉTÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2563GD11 POUR LA RÉALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANTS N°1 AU LOT N°4 (RAZEL/BEC) ET N°3 AU LOT N°5 (CROZEL TP) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propriété de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°10044 du 10 mars 2011, le Conseil a autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert pour la réalisation des travaux de captage et traitement du biogaz (lot n°4) et de constitution de la couverture définitive (lot n°5) du casier n°1 de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux et a autorisé la signature des marchés correspondants.

La durée totale du marché n°2563GD11 de 4 ans fait l'objet d'une décomposition en 5 phases de travaux comprenant chacune une période de préparation de 1 mois préalable à l'exécution des travaux. A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'offres a retenu, lors de sa séance du 19 juillet 2011, pour le lot n°4 l'offre de la société RAZEL BEC, sise 111, avenue Justin BEC, 34 680 Saint Georges d'Orques pour un montant de 199 774,65 € H.T. et pour le lot n°5, l'offre de la société Crozel TP sise ZAC km Delta, 638, rue Etienne Lenoir, 30900 NIMES, pour un montant de 808 875 € H.T.

Deux avenants ont ensuite été conclus pour le lot n°5, d'une part afin de corriger une différence de prix entre l'acte d'engagement et le détail estimatif, sans modification du montant du marché, et d'autre part pour prendre en compte la diminution des coûts de traitement à la bentonite des matériaux constitutifs de la couverture et créer des prix nouveaux pour la réalisation de prestations complémentaires non prévues dans le cadre du marché initial.

En 2013, l'autorisation d'exploiter le casier n°1 a été prolongée du 15 février au 1<sup>er</sup> mai 2014 pour prendre en compte la capacité de stockage résiduelle disponible. Au cours de la même année 2013, l'exploitation du casier n°2, aménagé dans le prolongement du casier n°1, a été autorisée, ce qui a entraîné une modification du programme et du planning des travaux du casier n°1 pour ce qui concerne la constitution de la couverture et du réseau de captage du biogaz.

Il convient ainsi de prolonger par avenants et sans modification de l'enveloppe financière la durée des marchés de réalisation des travaux de captage et de traitement de biogaz (lot n°4 – avenant n°1) et de constitution de la couverture définitive (lot n°5 – avenant n°3) de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux jusqu'au 31 août 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenants n°1 au lot n°4 et n°3 au lot n°5 du marché de travaux n°2563GD11 pour la réalisation de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants précités, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J. RAYMOND

**AFFAIRE N°89 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SYMBO - CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE L'ÉTANG DE L'OR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Depuis 2011, le Syndicat mixte du bassin versant de l'étang de l'Or (SYMBO) élabore un Contrat de Milieu, véritable projet de territoire sur la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Après plusieurs années de concertation, de recueil d'informations, de propositions d'actions avec les acteurs locaux et d'échanges avec les partenaires techniques et financiers, le SYMBO a produit un dossier définitif comprenant la justification du contrat, son programme d'actions, son plan de financement prévisionnel et un projet de convention.

L'objectif de ce contrat est de favoriser la mise en œuvre d'un programme d'actions en faveur de la reconquête ou de la protection de l'eau et des milieux aquatiques touchant à l'étang de l'Or, les zones



humides, les rivières et les nappes souterraines. Il doit contribuer à l'atteinte des objectifs du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) et se déroulera de 2015 à 2019 avec un bilan à mi-parcours prévu en 2017.

Ce document se décline en 5 grands volets correspondant aux 5 grands enjeux identifiés sur le bassin de l'Or, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs du SDAGE et de son programme de mesure :

- **Volet A** – reconquérir la **qualité** de l'eau (toutes les masses d'eau sont concernées),
- **Volet B** – pérennisation de la **ressource**, en priorité sur les secteurs déficitaires (principalement au Nord et au Sud du bassin-versant),
- **Volet C** – la prévention des **inondations** est traitée par le Programme d'Action pour la Prévention des Inondations (PAPI) d'Intention,
- **Volet D** – restauration et préservation des **milieux aquatiques** (en particulier l'étang de l'Or et ses principaux tributaires),
- **Volet E** – Renforcer la **gouvernance** en lien avec l'aménagement du territoire.

Ce contrat totalise 126 actions, représentant 356 opérations, pour un montant total de plus de 61 M € sur la période 2015-2019.

Un comité de pilotage a été officiellement constitué par arrêté préfectoral du 30 janvier 2015. Ce comité, représentatif du territoire, s'est réuni le 3 février 2015 et a donné un avis favorable au projet de contrat.

Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur important de ce contrat, tant dans sa construction que dans sa réalisation, en étant l'un des principaux maîtres d'ouvrage avec 38 opérations, pour un total de 17,5 M€.

Dans le cadre de la reconquête de la qualité de l'eau (volet A), la Métropole s'engage sur diverses opérations. Pour diminuer les intrants d'origine anthropique sur les cours d'eau et lutter contre l'eutrophisation de l'étang de l'Or, il sera notamment réalisé le raccordement de la Station d'épuration de Castries au système Maera (1,8 M€), ainsi que la réalisation d'un traitement plus poussé des eaux usées des stations d'épuration de Saint Geniès des Mourgues et Sussargues (6 M €).

Par ailleurs, pour diminuer les pollutions chimiques dans l'eau, il est réalisé un programme d'actions sur l'aire d'alimentation des captages prioritaires de Garrigues basses et de Bérange (0,4 M€). Une action sera également menée spécifiquement sur les zones non-agricoles, avec l'élaboration et la mise en place de Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communaux et métropolitain.

Pour pérenniser la ressource en eau (volet B), il sera notamment réalisé par la Métropole un programme de travaux pour éviter les prélèvements du captage de Garrigues basses dans une masse d'eau déficitaire, à travers le renouvellement de canalisations d'en eau potable (1 M€), l'abandon de forages et le raccordement à une ressource non-déficitaire (1,5 M€). Par ailleurs, diverses actions vont être menées, via l'Agence Locale de l'Energie, pour diminuer les consommations publiques en eau sur le territoire de la Métropole, et en priorité sur les communes du bassin de l'Or alimentées à partir d'une ressource en déficit (0,3 M€).

Enfin, il sera également mené des actions pour restaurer les milieux aquatiques (volet D) au niveau d'un tronçon de la Viredonne, sur la commune de Saint Geniès des Mourgues (0,3 M€), ou encore sur le Salaison, au niveau de la Zone Industrielle de Vendargues.

L'inscription au contrat de bassin de ces actions permettra à la Métropole de bénéficier d'une lisibilité sur les plans de financements de ses projets sur les 3 à 5 prochaines années. L'ensemble de ces opérations est également fléché dans l'accord cadre, en cours d'élaboration, entre la Métropole et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que partenaire majeur du contrat de bassin, est signataire de ce contrat aux côtés de l'Etat, l'Agence de l'Eau, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, le SYMBO, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (POA), la Communauté de Communes du Pays de Lunel (CCPL), la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (CCGPSL), le Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or (SIATEO), le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et la Chambre d'Agriculture de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du contrat de bassin versant de l'Etang de l'Or,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.